

18/3/18

235



Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ

Quebec Official Gazette

PUBLISHED BY AUTHORITY

PROVINCE DE QUÉBEC

PROVINCE OF QUEBEC

QUÉBEC, SAMEDI, 16 MARS 1918.

QUEBEC, SATURDAY, 16TH MARCH, 1918.

Proclamations

Proclamations

Canada,
Province de Québec.
[L. S.]

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A Nos très aimés et fidèles conseillers les membres du Conseil législatif et de L'assemblée législative de la province de Québec,—SALUT :

ATTENDU que la législature de la province de Québec se trouve convoquée pour le dix-neuf mars mil neuf cent dix-huit, mais que, pour diverses considérations, Nous avons, sur l'avis du Conseil exécutif de la dite province, jugé à propos de la proroger de nouveau jusqu'au huit octobre prochain ;

A CES CAUSES, Nous vous faisons maintenant savoir que vous êtes dispensés de vous réunir en la cité de Québec le dix-neuf mars courant, et vous convoquons par les présentes pour le HUIT OCTOBRE prochain, et, en conséquence, vous

Canada,
Province of Quebec.
[L. S.]

GEORGE THE FIFTH, by the Grace of God, King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, Defender of the Faith, Emperor of India:—

To Our Beloved and Faithful Councillors the Members of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of the Province of Quebec,
GREETING.

WHEREAS the Legislature of the Province of Quebec stands prorogued to the nineteenth day of March, one thousand nine hundred and eighteen, but that, for various considerations, We have, with the advice of the Executive Council of the said Province, thought fit to further prorogue it to eighth day of October next ;

THEREFORE, We inform you that you are dispensed from meeting in the city of Quebec on the nineteenth day of March instant, and hereby convene you for the EIGHTH day of OCTOBER next, and, accordingly, command and order you

mandons et ordonnons de vous assembler à cette date au palais législatif, en ladite cité de Québec.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos Présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de la province de Québec. TÉMOIN : Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable SIR HORACE ARCHAMBEAULT, chevalier, commandeur de Notre Ordre très distingué de Saint-Michel et de Saint-Georges, administrateur de la dite province.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, à Québec, ce NEUVIEME jour de MARS l'an de grâce mil neuf cent dix-huit, et de Notre règne le huitième.

Par ordre,

Le greffier de la couronne en chancellerie,
1023 L.-P. GEOFFRION.

Canada,
Province de Québec.
HORACE ARCHAMBEAULT.

[L. S.]
GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux qui ces présentes verront ou qu'elles peuvent concerner—SALUT :

PROCLAMATION.

CHARLES LANCTOT, } ATTENDU qu'en
Asst.-Procureur-Général. } vertu des
dispositions du Code municipal de la province de Québec, le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par une proclamation publiée dans la "Gazette Officielle de Québec", laquelle entrera en vigueur à la date y mentionnée, ordonner l'érection de municipalités de village ou de campagne, la division de ces municipalités ou leur annexion en tout ou en partie, à d'autres municipalités, même de cité, de ville ou de village, dans un seul et même comté, ou encore ordonner le changement des limites de celles déjà existantes, pourvu que ce soit à la requête de la majorité des propriétaires des biens-fonds compris dans les limites du territoire dont l'érection en municipalité ou la division ou l'annexion à une municipalité est demandée et pourvu aussi qu'après tel changement, chaque municipalité conserve, selon le cas, la population ou le nombre d'habitations requis par la loi ;

ATTENDU qu'une requête signée par la majorité des propriétaires des biens-fonds compris dans un certain territoire situé dans la municipalité de la paroisse de Saint-Boniface-de-Shawinigan, dans le comté de Saint-Maurice. Nous a été présentée, demandant l'érection de ce territoire en municipalité de village ;

ATTENDU qu'il nous a été démontré que ce territoire contient au moins quarante maisons habitées dans une étendue n'excédant pas soixante arpents en superficie ;

ATTENDU qu'il Nous a été démontré que le plan original fait suivant les exigences de la loi, et figurant le territoire dont l'érection en municipalité de village est demandée, ainsi que toutes les autres subdivisions cadastrales, en la manière déterminée par les dispositions du code civil à cet égard, a été approuvé par Notre Ministre des Terres et Forêts ;

ATTENDU que toutes les autres formalités de la loi pour l'érection des municipalités de village ont été remplies et qu'en conséquence, Nous

to meet on such date at the Parliament Buildings, in the said city of Québec.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the great Seal of Our said Province of Quebec to be hereunto affixed. WITNESS: Our Right Trusty and Well-Beloved the Honourable SIR HORACE ARCHAMBEAULT, Knight, Commander of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Administrator of Our said Province.

At Our Government House, in Our City of Quebec, this NINTH day of the month of MARCH, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and eighteen and in the eighth year of Our Reign.

By command,

L.-P. GEOFFRION,
1024 Clerk of the Crown in Chancery, Quebec.

Canada,
Province of Québec.
HORACE ARCHAMBEAULT.

[L. S.]
GEORGE V, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,—GREETING :

PROCLAMATION.

CHARLES LANCTOT, } WHEREAS in and
Deputy-Attorney-General. } by virtue of
the provisions of the Municipal Code of the Province of Quebec, the Lieutenant-Governor in Council may, by proclamation, published in the " Quebec Official Gazette," which shall come into force on the date therein mentioned, order the erection of village or rural municipalities the divisions of such municipalities or their annexation, in whole or in part, to other municipalities, whether of cities, towns or villages, in one and the same county, or also order the alteration of the boundaries of those already existing, provided that application to that effect be made by the majority of the proprietors of immoveables property situated within the limits of the territory whereof the erection into a municipality or the division or the annexation to a municipality, is applied for, and provided also that, after such change, each municipality still possesses, as the case may be, the population or the number of inhabited houses required by law ;

Whereas, a petition signed by the majority of the proprietors of the immoveable property comprised within that certain territory situated in the municipality of the parish of Saint-Boniface-de-Shawinigan, in the county of Saint-Maurice, has been presented to Us, making application to erect this territory into a village municipality ;

Whereas it hath been shewn to Us, that this territory contains at least forty inhabited houses within a space not exceeding sixty superficial arpents.

Whereas it hath also been shewn to Us that the original plan made according to the requirements of the law, and showing the territory sought to be erected into a village municipality, as well as all other cadastral subdivisions, in the manner determined by the provisions of the Civil Code having reference thereto, has been approved by Our Minister of Lands and Forests.

Whereas all the other requirements of the law for the erection of village municipalities have been complied with and that in consequence We

avons jugé à propos de faire droit à la requête qui Nous a été présentée pour l'érection du village de Saint-Boniface-de-Shawinigan.

A CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil exécutif, et conformément aux dispositions du code municipal de Notre province de Québec, Nous déclarons par les présentes que le dit territoire savoir :

Tout le territoire borné comme suit :

Le territoire à être érigé en une municipalité distincte sous le nom de "Municipalité du village de Saint-Boniface-de-Shawinigan," dans le comté de Saint-Maurice, est détaché de la municipalité de la paroisse de Saint-Boniface-de-Shawinigan, et est formé, en référence au numérotage des lots du cadastre officiel de cette paroisse, des lots suivants, savoir :

1. Dans le cinquième rang, les numéros : de 183-1 à 183-18 inclus, de 184 à 188 inclus, de 189-1 à 189-3 inclus, de 213-1 à 213-18 inclus, 190, 191, de 192-1 à 192-13 inclus, 193, de 194-1 à 194-3 inclus, de 195 à 200 inclus, de 215-1 à 215-4 inclus, de 216-1 à 216-8 inclus, de 217-1 à 217-5 inclus, 218, de 219-1 à 219-3 inclus et de 220-1 à 220-3 inclus ;

2. Dans le sixième rang, les numéros : de 258-1 à 258-3 inclus, 259-1, de 260-1 à 260-8 inclus, de 261-1 à 261-5 inclus, 262, de 263-1 à 263-4 inclus, de 264-1 à 264-3 inclus, de 265-1 à 265-3 inclus, de 266-1 à 266-4 inclus, de 267-1 à 267-17 inclus, 201-1, 201-2, 202-1, 202-2, de 203 à 206 inclus, de 207-1 à 207-6 inclus, 208-1, 208-2, 209, 210, 211, 212-1, 212-2, de 268-1 à 268-23 inclus, de 269-1 à 269-6 inclus et de 270-1 à 270-3 inclus ;

3. Ces parties du chemin du roi et de la rue principale s'étendant depuis le prolongement de la limite nord-ouest du lot numéro 270-3 jusqu'au prolongement de la limite sud-est de chacun des lots numéros 220-3 et 258-1, cette partie de la route du septième rang s'étendant depuis la rue principale jusqu'au prolongement de la limite sud-ouest du lot 258-3, la rue commerciale en entier et la partie du chemin du quatrième rang comprise entre le prolongement de chacune des lignes nord-ouest et sud-est du lot numéro 183-16, sera détaché de la municipalité de la paroisse de Saint-Boniface-de-Shawinigan et formera à l'avenir une municipalité séparée sous le nom de "La municipalité du village de Saint-Boniface-de-Shawinigan à partir de ce jour.

De tout ce que dessus, tous nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles fait apposer le grand sceau de Notre province de Québec TÉMOIN : Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable S^r HORACE ARCHAMBEAULT, chevalier bachelier, juge en chef de la province de Québec, administrateur du gouvernement de Notre dite province de Québec

En l'Hôtel du Gouvernement, de Notre province de Québec, ce DOUZIÈME jour de MARS en l'année mil neuf cent dix-huit de l'ère chrétienne et de Notre règne la huitième année.

Par ordre,

Le sous-secrétaire de la province,

C.-J. SIMARD.

have deemed fit to grant the application made to Us for the erection of the village of Saint-Boniface-de-Shawinigan.

NOW KNOW YE, that by and with the advice and consent of Our Executive Council and pursuant to the provisions of the Municipal Code of Our Province of Quebec, We declare by theses presents, that the said territory, viz :

All that territory bounded as follows :

The territory to be erected into a distinct municipality under the name of "Municipality of the village of Saint-Boniface-de-Shawinigan", in the county of Saint-Maurice, is detached from the municipality of the parish of Saint-Boniface-de-Shawinigan and is made up, with reference to the numbering of the lots of the official cadastre of said parish of the following lots, to wit :

1. In the fifth range, the numbers : 183-1 to 183-18, both inclusive, 184 to 188 both inclusive, 189-1 to 189-3 both inclusive, 213-1 to 213-18, both inclusive, 190, 191, 192-1 to 192-13, both inclusive, 193, 194-1 to 194-3, both inclusive, 195 to 200, both inclusive, 215-1 to 215-4, both inclusive, 216-1 to 216-8, both inclusive, 217-1 to 217-5, both inclusive, 218, 219-1 to 219-3, both inclusive, and 220-1 to 220-3, both inclusive ;

2. In the sixth range, the numbers : 258-1 to 258-3, both inclusive, 259-1, 260-1 to 260-8, both inclusive, 261-1 to 261-5, both inclusive, 262, 263-1 to 263-4, both inclusive, 264-1 to 264-3, both inclusive, 265-1 to 265-3, both inclusive, 266-1 to 266-4, both inclusive, 267-1 to 267-17, both inclusive, 201-1, 201-2, 202-1, 202-2, 203 to 206, both inclusive, 207-1 to 207-6 both inclusive, 208-1, 208-2, 209, 210, 211, 212-1, 212-2, 268-1 to 268-23, both inclusive, 269-1 to 269-6, both inclusive, and 270-1 to 270-3, both inclusive ;

3. Those portions of the King's highway and Main street, extending from the production of the north west limit of the lot number 270-3, to the production of the south east limit of the both the lots numbers 220-3 and 258-1, that part of the by-road of the seventh range, extending from Main street to the production of the south west limit of the lots 258-3, the whole of Commercial street and that part of the road of the fourth range included between the production of both the north west and south east lines of the lot number 183-16, shall be detached from the municipality of the parish of Saint-Boniface-de-Shawinigan, and shall henceforth form a separate municipality under the name of the municipality of the village of Saint-Boniface-de-Shawinigan.

Of all which Our loving subjects, and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these our Letters to be made Patent, and the Great Seal of Our said Province of Quebec to be hereunto affixed : WITNESS Our Right Trusty and Well Beloved The Honourable S^r HORACE ARCHAMBEAULT, Knight Bachelor, Chief Justice of the Province of Quebec, Administrator of the Government of Our said Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, this TWELFTH day of MARCH in the Year of Our Lord one thousand nine hundred and eighteen, and in the eighth year of Our Reign.

By command,

C.-J. SIMARD,

Assistant Provincial Secretary.

Canada,
Province de Québec.
[L. S.]

HORACE ARCHAMBEAULT.
GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux qui ces présentes verront ou qu'elles peuvent concerner—SALUT :

PROCLAMATION

CHARLES LANCTOT,)
Asst.-Procureur-Général.) ATTENDU que dans et par un Acte du Parlement de Notre Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et intitulé: "Acte concernant l'union et le gouvernement du Canada de la Nouvelle-Ecosse et du Nouveau-Brunswick, ainsi que les objets qui s'y rattachent," il est entre autre choses décrété que "le Lieutenant-Gouverneur de Québec pourra, de temps à autre, par proclamation, sous le grand sceau de la Province, devant venir en force au jour y mentionné établir des cantons dans les parties de la Province de Québec, dans lesquelles il n'en a pas encore été établi, et en fixer les tenants et aboutissants"; Et attendu que nous avons jugé à propos d'établir une certaine étendue de Nos terres incultes, sise et située dans les comtés de Rimouski et Matane, dans le district de Rimouski, dans Notre Province de Québec, en un canton sous le nom de canton "Massé";

A CES CAUSES, sous l'autorité du susdit Acte du Parlement de Notre Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Nous avons établi, et par Notre présente Proclamation Royale établissons en un canton, sous le nom de canton "Massé", cette étendue de Nos terres incultes, sise et située dans les dits comtés de Rimouski et Matane, dans le dit district de Rimouski, dans notre dite Province de Québec, et délimitée et décrite comme suit, dans et par le Rapport de l'Honorable Ministre des Terres et Forêts, dans Notre dite Province de Québec, fait au Lieutenant-Gouverneur de notre dite Province savoir:

Le territoire à être érigé en canton sous le nom de "Canton Massé", est situé dans les comtés de Rimouski et de Matane et est borné: vers le nord-ouest par le canton Fleuriau, vers le sud-est par les Terres vacantes de la Couronne, vers le nord-est par les cantons Cabot et Awantjish, vers le sud-ouest par le canton Ouimet (projeté), ses limites sont décrites comme suit, savoir:

Partant du coin est du canton Neigette, qui est aussi le coin sud du canton Fleuriau, le coin nord du canton Ouimet (projeté) et le coin ouest du dit canton Massé, une ligne déjà établie sur le terrain dans la direction générale sud-est astronomique, ou environ, comme limite nord-est du canton Ouimet, et longue de six cent quarante-trois chaînes douze chaînons (643.12 chs.) plus ou moins, jusqu'au coin est, aussi établi, du dit susdit canton Ouimet; de ce coin, qui est aussi le coin sud du dit canton Massé, une ligne tirée dans la direction nord quarante degrés trente-six minutes est (N. 40° 36' E.) astronomique, ou environ, sur une distance de quatre cent quarante-une chaînes (441), plus ou moins, jusqu'à la rive droite de la rivière Métis, puis cette rive vers le sud sur une distance de quatre (4) chaînes, plus ou moins, jusqu'à une autre ligne déjà tirée et cette autre ligne déjà tirée suivant la direction nord

Canada,
Province of Québec.
[L. S.]

HORACE ARCHAMBEAULT.
GEORGE V, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,—GREETING :

PROCLAMATION

CHARLES LANCTOT,)
Deputy-Attorney-General.) WHEREAS in and by an Act of the Parliament of Our United Kingdom of Great Britain and Ireland, and intituled: "An Act for the Union of Canada, Nova Scotia and New Brunswick and the Government thereof, and for other purposes connected therewith," it is amongst other things enacted, that, "the Lieutenant-Governor of Quebec may, from time to time, by Proclamation, under the Great Seal of the Province, to take effect from a day to be appointed therein, constitute townships in those parts of the Province of Quebec in which township are not then already constituted, and fix the metes and bounds thereof;" And Whereas, We have thought fit to constitute a certain tract of our waste lands situate and being in the counties of Rimouski and Matane, in the district of Rimouski, in Our Province of Quebec, a township by the name of the township of "Massé".

NOW KNOW YE, that under the authority of the said Act of the Parliament of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, We have constituted and by this Our Royal Proclamation, do constitute into a township by the name of the township of "Massé", that certain tract of our waste lands situated and being in the counties of Rimouski and Matane, in the said district of Rimouski, in Our Province of Quebec, and bounded and described as follows, in and by the report of the Honourable Our Minister of Lands and Forests, in Our said Province of Quebec, made to the Lieutenant-Governor of Our said Province, to wit:

The territory to be erected into a township under the name of "Township of Massé", is situated in the counties of Rimouski and Matane and is bounded: towards the north west by the townships of Fleuriau, towards the south east by the Crown vacant Lands towards the north east by the townships of Cabot and Awantjish towards the south west by the township of Ouimet (projected) its limits are described as follows, to wit:

Commencing at the east corner of the township of Neigette, which is also the south corner of the township of Fleuriau, the north corner of the township of Ouimet (projected) and the west corner of said township of Massé, a line already established on the ground in a general south-easterly direction, astronomically, or thereabouts, as the north east limit of the township of Ouimet, and six hundred and forty-three chains, twelve links (643.12 chs.) long, more or less, to the east corner, already established of the aforesaid township of Ouimet; from this corner which is also the south corner of said township of "Massé", a line drawn in the direction north forty degrees and thirty-six minutes east (N. 40° 36' E.), astronomically, or thereabouts, and four hundred and forty one chains (441 chs.) long, more or less, to the right bank of the Metis river, thence said bank towards the south a distance of

quarante degrés cinquante-sept minutes est (N. 40° 57' E.) astronomique, ou environ, sur une distance de quatre cent soixante-dix-huit chaînes trente-neuf chaînons (478.39 chs.), plus ou moins, jusqu'à la ligne sud-ouest du canton Awantjish, à un point qui fait le coin est du dit canton Massé; de ce coin, la dite ligne et celle qui lui fait suite comme limite sud-ouest du canton Cabot, dans une direction générale nord-ouest astronomique ou environ, tel qu'établi sur le terrain, et sur une longueur de six cent cinquante-trois chaînes quatre-vingt-quinze chaînons (653.95 chs.) plus ou moins, jusqu'au coin est du canton Fleuriau; de ce coin, qui est aussi le coin nord du dit canton Massé, la limite sud-est du susdit canton Fleuriau, longue de neuf cent trente-cinq (935) chaînes, plus ou moins, suivant la course sud quarante-cinq degrés ouest (S. 45° O.) astronomique ou environ, tel qu'encore établi sur le terrain, jusqu'au point de départ.

Le territoire devant constituer le canton Massé, tel que renfermé dans les limites ci-dessus décrites, occupe une étendue de soixante mille (60,000) acres en superficie, plus ou moins; tel que le tout appert du diagramme ou plan du dit territoire annexé au dit rapport, et en autant que la nature et les circonstances le permettent, et conformément aux rapports d'arpentage produits et demeurés de record dans le département des Terres et Forêts.

Et de plus conformément aux dispositions du dit Acte, déclarons et ordonnons par les présentes que le vingt-troisième jour du mois de mars courant sera le jour à compter duquel et après lequel Notre présente Proclamation viendra en force, et que la dite étendue de terre que ci-dessus délimitée et décrite, et toute et chaque partie d'icelle, sera et demeurera, à compter du dit vingt-troisième jour du mois de mars courant un canton sous le nom du canton "Massé" à toutes fins et intentions quelconques, nonobstant toute erreur dans les bornes, tout faux nom, ou toutes autres imperfections, ou omissions touchant la dite étendue de terre par les présentes établie en un canton sous le nom du canton "Massé" comme susdit.

De tout ce que dessus, tous nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles fait apposer le grand sceau de Notre province de Québec. TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable SIR HORACE ARCHAMBEAULT, chevalier bachelier, juge en chef de la province de Québec, administrateur du gouvernement de Notre dite province de Québec.

En l'Hôtel du Gouvernement, de Notre province de Québec, ce DOUZIÈME jour de MARS en l'année mil neuf cent dix-huit de l'ère chrétienne et de Notre règne la huitième année.

Par ordre,
Le sous-secrétaire de la province,
C.-J. SIMARD.

965

four (4) chains, more or less, to another line and this other line previously drawn in the direction north forty-five degrees and fifty-seven minutes east (N. 40° 57' E.) astronomically or thereabouts and four hundred and seventy-eight chains thirty nine links (473.39 chs.) long, more or less, to the south west limit of the township of Awantjish, to a point marking the east corner of said township of Massé; from this corner, the said line and its production being the southwest limit of the township of Cabot, in a general northwesterly direction, astronomically or thereabouts, as established on the ground and six hundred and fifty-three chains ninety-five links (653.95 chs.), more or less, to the east corner of the township of Fleuriau; from this corner which is also the north corner of said township of "Massé"; the south east limit of the aforesaid township of Fleurian, nine hundred and thirty-five (935) chains long, more or less, in the direction south forty-five degrees west (S. 45° W.) astronomically or thereabouts, as already established on the ground, to the point of commencement.

The territory constituting the township of "Massé" as contained within the above described boundaries, is of sixty thousand (60,000) acres in superficial extent, more or less; as the whole appears on the diagram or plan of the said territory annexed to the said report, and in so far as the nature and circumstances permit, and in conformity with the reports of survey filed and remaining of record in the department of Lands and Forests.

And we do further, by these presents, pursuant to the provisions of the said Act, declare and order that the twenty-third day of the month of March instant, shall be the day, on, from and after which this Our Royal Proclamation shall take effect and that the said tract of land so as aforesaid bounded and described, and every part and parcel thereof, shall be and remain on from and after the said twenty-third day of the month of March instant, a township by the name of the township of "Massé", to all intents, constructions and purposes whatever, notwithstanding any misbounding, misnaming, or other imperfections or omissions of or concerning the said tracts of land hereby constituted into a township under the aforesaid name of the township.

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these our Letters to be made Patent, and the Great Seal of Our said Province of Quebec to be hereunto affixed: WITNESS Our Right Trusty and Well Beloved The Honourable SIR HORACE ARCHAMBEAULT, Knight Bachelor, Chief Justice of the Province of Quebec, Administrator of the Government of Our said Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, this TWELFTH day of MARCH in the Year of Our Lord one thousand nine hundred and eighteen, and in the eight year of Our Reign.

By command,
C.-J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.

966

Canada,
Province de HORACE ARCHAMBEAULT.
Québec.
[L. S.]

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux qui ces présentes verront ou qu'elles peuvent concerner,—SALUT :

PROCLAMATION.

CHARLES LANCTOT,) ATTENDU qu'en
Asst.-Procureur-Général.) vertu d'une
proclamation publiée dans la *Gazette Officielle*
de Notre province de Québec, en date du 16
avril 1898, l'époque du terme annuel de la cour
du banc du roi, en matières criminelles, a été
fixée au vingt-deuxième jour du mois de mars de
chaque année ;

Attenu qu'en vertu des dispositions de l'article
3237 des statuts refondus de Québec, 1909, le lieu-
tenant-gouverneur peut, en tout temps ordonner
la tenue d'un terme extraordinaire de la cour du
banc du roi, en matières criminelles ;

Et attendu qu'il Nous a été démontré qu'il est
de l'intérêt de la bonne administration de la
justice, qu'un terme extraordinaire de la cour du
banc du roi, dans l'exercice de sa juridiction cri-
minelle ait lieu cette année seulement dans le
district de Rimouski, le dix-septième jour du mois
de juin prochain (1918) et les jours suivants ;

A CES CAUSES, de l'avis et du consentement
de Notre conseil exécutif, Nous avons réglé, et,
par les présentes réglons et ordonnons qu'un
terme spécial et extraordinaire de la cour du banc
du roi, en matières criminelles, aura lieu, cette
année seulement, dans le district de Rimouski.

L'époque de l'ouverture de ce terme extraor-
dinaire et spécial, sera le dix-septième jour du
mois de juin prochain (1918), et ce terme se con-
tinuera les jours suivants.

De tout ce que dessus tous Nos feaux sujets
et tous autres que les présentes peuvent con-
cerner, sont requis de prendre connaissance et
de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos
présentes lettres patentes et sur icelles
fait apposer le grand sceau de Notre
province de Québec. TÉMOIN : Notre
très fidèle et bien-aimé l'honorable SIR
HORACE ARCHAMBEAULT, che-
valier bachelier, juge en chef de la province
de Québec, administrateur du gouver-
nement de Notre dite province de
Québec.

En l'Hôtel du Gouvernement, de Notre
province de Québec, ce DOUZIÈME jour
de MARS en l'année mil neuf cent dix-
huit de l'ère chrétienne et de Notre
règne la huitième année.

Par ordre,

Le sous-secrétaire de la province,
C.-J. SIMARD.

1033

Canada,
Province of HORACE ARCHAMBEAULT.
Quebec.
[L. S.]

GEORGE V, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,—GREETING :

PROCLAMATION.

CHARLES LANCTOT,) WHEREAS un-
Deputy-Attorney-General.) der and by
virtue of a proclamation published in the *Official Gazette*
our Our Province of Québec, bearing date
the 16th April, 1898, the date of the yearly term
of the Court of King's Bench, Crown Side, has
been fixed on the twenty-second day of March of
every year ;

Whereas under the provisions of article 3237
of the Quebec Revised Statutes, 1909, the Lieu-
tenant-Governor may, at any time, by procla-
mation, direct the holding of an extraordinary
term of the Court of King's Bench, Crown Side ;

And whereas, it has been shewn to Us, to be
in the interest of the proper administration of
justice, that an extraordinary term of the Court
of King's Bench, Crown Side, be held, this year
only, in the district of Rimouski, on the seven-
teenth day of June next (1918), and the following
days ;

THEREFORE, with the advice and consent
of Our Executive Council, We have ruled and
ordered and do hereby rule and order, that a
special and extraordinary term of the Court of
King's Bench, Crown Side, be held, this year
only, in the district of Rimouski.

The date of the opening of such extraordinary
and special term shall be the seventeenth day
of June next, (1918), and such term shall continue
on the following days.

Of all which Our loving subjects, and all
others whom these presents may concern, are
hereby required to take notice and to govern
themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused
these our Letters to be made Patent, and
the Great Seal of Our said Province of
Quebec to be hereunto affixed : WITNESS
Our Right Trusty and Well Beloved
The Honourable SIR HORACE AR-
CHAMBEAULT, Knight Bachelor,
Chief Justice of the Province of Quebec,
Administrator of the Government of
Our said Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of
Quebec, this TWELFTH day of
MARCH in the Year of Our Lord
one thousand nine hundred and eighteen,
and in the eighth year of Our Reign.

By command,

C.-J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.

1034

Bills privés, parlement fédéral

Private bills, federal parliament

CHAMBRE DES COMMUNES

HOUSE OF COMMONS

RÈGLES CONDENSÉES RELATIVEMENT AUX AVIS DE
BILLS PRIVÉSCONDENSED RULES RESPECTING NOTICES FOR
PRIVATE BILLS.

Toute demande de bills privés adressée au Parlement doit être annoncée par un avis publié dans la *Gazette du Canada*, exposant clairement et distinctement la nature et le but de la demande, être signée par ceux qui font la demande ou en leur nom, et porter l'adresse de signataire. Pour une loi de constitution, le nom de la compagnie projetée doit être donné dans l'avis. Si les ouvrages d'une compagnie quelconque doivent être déclarés être à l'avantage général du Canada, la chose doit être formellement mentionnée dans l'avis, et une copie de cet avis doit être expédiée par lettre recommandée au secrétaire de chaque comté ou municipalité qui peut être spécialement intéressé dans ces ouvrages, et aussi au secrétaire de la province dans laquelle ces travaux sont ou pourront être situés; et la preuve de cet envoi s'établit au moyen d'une déclaration statutaire.

Outre l'avis publié comme susdit dans la *Gazette du Canada*, il doit être aussi publié un avis similaire dans un des principaux journaux, comme suit :

1. *Pour des lois de constitution en corporation.*

(a) d'une compagnie de chemin de fer ou de canaux ou d'une compagnie pour la construction de tout ouvrage spécial, ou pour obtenir des droits ou privilèges spéciaux—dans la principale localité du comté ou du district intéressé ;

(b) d'une compagnie de télégraphe ou de téléphone—dans la principale localité de chaque province où la compagnie se propose d'établir un service ;

(c) ou d'une compagnie de banque, une compagnie d'assurance, une compagnie de garantie, une compagnie de prêt ou une compagnie industrielle (sans pouvoirs spéciaux)—dans la *Gazette du Canada* seulement.

2. *Pour des amendements à des lois de constitution en corporation*

(a) Pour le prolongement d'une ligne de chemin de fer ou d'un canal ou d'embranchements de ces chemins de fer et canaux—dans la principale localité dans chaque comté intéressé ;

(b) Pour la remise en vigueur ou la continuation d'une charte ou d'une prolongation du délai fixé pour la construction d'ouvrages de toutes sortes, ou pour l'extension des pouvoirs d'une compagnie (lorsqu'elle n'implique pas la concession de nouveaux droits spéciaux)—au siège social de la compagnie ;

(c) Pour la concession de quelques droits ou privilèges spéciaux—dans les localités réellement intéressées.

Tous ces avis doivent être publiés au moins une fois par semaine durant une période de cinq semaines consécutives: et lorsqu'ils sont publiés dans les provinces de Québec ou du Manitoba, ils doivent l'être dans les deux langues, anglaise et française ; et s'il n'y a pas de journal dans l'endroit intéressé, avis doit être donné dans l'endroit le plus rapproché où se publie un journal. La preuve de la publication s'établit en chaque cas par une déclaration statutaire qui doit être envoyée au greffier de la Chambre des Communes.

Pour autres détails concernant les avis, pétitions, droits à payer, forme et dépôt du bill, etc.,

All applications to Parliament for Private Bills, shall be advertised by a notice in the *Canada Gazette*, clearly and distinctly stating the nature and objects of the application, and signed by or on behalf of the applicants, with the address of the party signing the same. For an act of incorporation, the name of the proposed company shall be stated. If the works of any company are to be declared to be for the general advantage of Canada, the same shall be specifically mentioned in the notice, and copy of such notice shall be sent by registered letter to the clerk of each county or municipality which may be specially affected by such work, and also to the secretary of the province in which such works are or may be located ; and proof of such service of notice shall be established by statutory declaration.

In addition to the notice in the *Canada Gazette* aforesaid, a similar notice shall be published in some leading newspapers, as follows ;

1. *For acts of Incorporation.*

(a) Of a railway or canal company, or of a company for the construction of any special works, or for obtaining any special rights and privileges—in the principal place in each county or district affected ;

(b) Of a telegraph or telephone company—in the principal place in each province in which the company intends to operate ;

(c) Of banks, insurance, trust, loan or industrial companies (without any special powers)—advertise in the *Canada Gazette* only.

2. *For amendments to acts of incorporation:*

(a) For the extension of a line or railway or canal or branches thereto—in the principal place in each county affected ;

(b) For the revival or continuation of charter or for extension of time for the construction of works of any kind, or for enlargement of any of the powers of a company (not involving additional powers)—at the head office of the company ;

(c) For the granting of any special powers or privileges—in the localities actually affected.

All such notices shall be published at least once a week for five consecutive weeks; and in Quebec and Manitoba shall be published in both english and french; and if there be no newspaper published in the locality affected, such notice shall be given in the next nearest locality wherein a newspaper is published. Proof of publication shall be established in each case by statutory declaration to be sent to the Clerk of the House.

For further particulars as to notices, petitions, fees, form and deposit of bill, etc., address the

s'adresser au greffier de la Chambre des Communes, à Ottawa, ou voir les règlements de la Chambre relativement aux bills privés, tels que publiés dans la *Gazette du Canada*.

Le Greffier de la Chambre des Communes
369-5-13

Clerk of the House of Commons, Ottawa, or see the Rules of the Commons relating to private bills as published in the *Canada Gazette*.

The Clerk of the House of Commons.
370-5-13

Lettres patentes

"Sophia Millinery, Limited".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par l'administrateur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 27 février 1918, constituant en corporation MM. Ben Capper, marchand, Maurice Rosen, agent, Bella Gilbert, Fabiola Perron et Jeanne Marsan, sténographes, tous de la cité et du district de Montréal, pour les fins suivantes :

Exercer le commerce des modes ;

Acquérir à cette fin aucun fonds de commerce, nom et raison sociale avec lesquels aucunes entreprises sont conduites ; l'achalandage, les créances d'aucun tel commerce ou de ces entreprises ;

Emettre des parts acquittées de la compagnie en paiement d'aucune propriété mobilière ou immobilière que détiendra la corporation, des services rendus ou à être rendus, sous le nom de "Sophia Millinery, Limited", avec un fonds social de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en quatre cents (400) parts de cinquante piastres (\$50.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-septième jour de février 1918.

Le sous-secrétaire de la province,
837-10-2 C.-J. SIMARD.

Letters patent

"Sophia Millinery, Limited".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Administrator of the Province of Quebec, bearing date the 27th February, 1918, incorporating Messrs. Ben Capper, merchant, Maurice Rosen, agent, Bella Gilbert, Fabiola Perron and Jeanne Marsan, stenographers, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of millinery ;

To acquire for that purpose any stock in trade, firm, name and style under which any undertakings are carried on, good-will, book debts of any such business or undertakings ;

To issue paid up shares of the company in payment of any property moveable or immoveable, services rendered or to be rendered, which the company may or will hold, under the name of "Sophia Millinery, Limited", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into four hundred (400) shares of fifty dollars (\$50.00) each.

The principal place of the business of the corporation, will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty-seventh day of February, 1918.

C.-J. SIMARD,
838-10-2 Assistant Provincial Secretary.

"Rock Ornamental Company, Limited".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par l'administrateur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 1er mars 1918, constituant en corporation MM. Napoléon Fournier, ingénieur-mécanicien, Ernest Côté, mécanicien, Antonio Dubuc, mécanicien, Henri Pouliot, notaire, tous quatre de Québec, et de J.-Wilbrod Godin, commis-marchand, de Lévis, dans les buts suivants :

S'occuper spécialement de tout ce qui concerne l'industrie du béton ; construire ou acquérir par achat ou tout titre équivalent des fourneaux à chaux, des briqueteries, des établissements pour la préparation du ciment, du plâtre, de l'asphalte, de l'amiante, des sélénites, des tuiles, du béton et des peintures ; d'acquérir par achat, par bail ou tout titre équivalent des carrières de pierre, des limites à bois ou des terrains produisant toute sorte de bois ; d'acquérir par achat ou tout titre équivalent, des terrains contenant la matière première propre à l'exploitation du commerce de la compagnie ; de faire le commerce d'importation ou d'exportation, en gros ou en détail, de tous les matériaux de construction ci-dessus décrits, et en outre, de tous les tuyaux, en grès, en fer, en plomb de toutes variétés et de toutes espèces ;

D'employer les fonds de la compagnie, en tout ou en partie, pour acquérir des actions d'autres compagnies, ou pour acquérir l'actif,

"Rock Ornamental Company, Limited".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Administrator of the Province of Quebec, bearing date the 1st March, 1918, incorporating Napoléon Fournier, mechanical engineer, Ernest Côté, machinist, Antonio Dubuc, machinist, Henri Pouliot, notary, all four of the city of Quebec and J.-Wilbrod Godin, salesman, of Lévis, for the following purposes :

To especially engage in any and all business allied to the concrete industry ; to build or acquire by purchase or other equivalent title lime kilns, brick yards and plants or shops for the preparation of cement, plaster, asphalt, selenite, tiles, concrete and paints ; to acquire by purchase, lease or any equivalent title stone quarries, timber limits or other timber lands ; to acquire by purchase or other equivalent title lands containing the raw products suitable for the company's business ; to carry on the business of wholesale and retail importers or exporters of all the above described building materials and also all kinds of clay, iron and lead pipes of all varieties ;

To apply the whole or part of the company's funds to the acquisition of shares of other companies or the acquisition of the assets, goodwill

l'achalandage et autres valeurs de toute société ou personne exploitant un commerce quelconque ;

De faire des emprunts sur le crédit de la compagnie ; d'émettre des bons, obligations ou autres valeurs et les donner en garantie ou les vendre pour les prix et sommes jugés nécessaires, pourvu que ces bons, obligations ou autres valeurs ne soient pas pour une somme moindre que celle de cent piastres ; d'hypothéquer ou donner en garantie les immeubles ou donner en garantie les biens meubles de la compagnie, ou donner ces deux espèces de garanties pour assurer le paiement des bons ou obligations de la compagnie et de tous emprunts faits par la compagnie ;

Et sans limiter la généralité des susdits pouvoirs, faire toutes choses et affaires qui peuvent être jugées nécessaires et utiles relativement aux fins pour lesquelles la dite compagnie est incorporée, sous le nom de "Rock Ornamental Company, Limited", avec un capital social de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Québec, dans le district de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce premier jour de mars 1918.

Le sous-secrétaire de la province,

839-10-2

C.-J. SIMARD.

and other securities of any firms or persons engaged in any business whatever ;

To contract loans upon the credit of the company ; to issue bonds, debentures or other securities and pledge or sell the same for such price and amount deemed proper provided each such bond, debenture or other security be not for a less sum than one hundred dollars ; to hypothecate or mortgage the immoveables or pledge the moveables of the company or give both the above securities to guarantee the payment of the bonds or debentures of the company or of any loans contracted for the company ;

And without limiting the generality of the above powers, to do all acts and carry on any business deemed necessary or conducive for the attainment of the purposes for which the said company is incorporated, under the name of "Rock Ornamental Company, Limited", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Quebec, in the district of Quebec.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this first day of March, 1918.

C.-J. SIMARD,

Assistant Provincial Secretary.

"The L'Epiphanie Farm Company, Limited".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par l'administrateur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 27 février 1918, constituant en corporation MM. Louis-D. Levine, dessinateur, M.-B. Levitt, contre-maître pour manufacture d'habits, Lewis Weiner, marchand d'habits, J.-D. Asner, manufacturier, A. Weiner, marchand de chaussures, tous de Montréal, dans les buts suivants :

Exercer l'industrie agricole dans toutes ses branches et vendre les produits en gros et en détail ;

Manufacturer, vendre, exporter, engager ou autrement disposer des produits de la terre et faire en général le commerce d'agriculture ;

Acheter en général, prendre possession, louer à bail ou échanger, louer ou autrement, acquérir tous biens meubles et immeubles avec tous les droits et privilèges que la compagnie peut juger nécessaire pour son industrie et en particulier, toutes les terres, bâtisses, obligations, machineries, outils et stocks dans les affaires ;

Hypothéquer les biens immeubles de la dite compagnie ;

Acquérir et posséder des actions dans aucune autre compagnie dont les objets sont semblables à ceux de la présente compagnie, rémunérer toute personne et compagnie pour services rendus ou à être rendus en disposant ou aidant à disposer ou garantissant la disposition d'un nombre d'actions dans le capital de la compagnie ou des obligations, ou des autres valeurs de la compagnie, ou par rapport à la formation ou la promotion de la compagnie ou la conduite de ses affaires, ou la vente ou la disposition de sa marchandise ;

Faire toutes les choses, exercer tous les pouvoirs et faire tous commerces incidents à l'exercice des fins pour lesquelles cette compagnie est incorporée ;

L'interprétation d'un paragraphe quelconque de la présente ne sera ni limitée ni restreinte

"The L'Epiphanie Farm Company, Limited".

Public notice is hereby given that, under the Québec Companies' Act, letters patent have been issued by the Administrator of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh February, 1918, incorporating Messrs. Louis-D. Levine, draughtsman, M.-B. Levitt, foreman, Louis Weiner, merchant, J.-D. Asner, manufacturer, A. Weiner, shoe dealer, all of Montreal, for the following purposes :

To carry on the farming business in all branches thereof and to sell the products thereof wholesale and retail ;

To manufacture, sell export, pledge or otherwise dispose of farm produce, and generally to carry on the business of farmers ;

To buy generally, take possession of, take on lease or in exchange, rent or otherwise acquire any moveable or immovable property with all the rights and privileges which the company may think necessary for its business and particularly all the lands, buildings, obligations, machinery, equipment and stock in trade ;

To hypothecate the immoveables of the company ;

To acquire and own shares in any other company the objects of which are similar to those of the company and to remunerate any person or company for services rendered or to be rendered in placing or assisting to place or in guaranteeing the placing of a certain number of shares of the capital stock of the company, or the bonds or other securities of the company or in or about the formation or promotion of the company, the conduct of its affairs or the sale or disposal of its goods ;

To do all things, exercise all powers and carry on any business incidental to the attainment of the purposes for which this company is incorporated ;

The interpretation of any paragraph hereof shall not be limited or restricted by reference to

par induction ou déduction de tout autre paragraphe, sous le nom de "The L'Epiphanie Farm Company, Limited", avec un capital social de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en quatre mille (4000) actions de cinq piastres (\$5.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-septième jour de février 1918.

Le sous-secrétaire de la province,

849-10-2

C.-J. SIMARD.

or inference from the terms of any other paragraph, under the name of "The L'Epiphanie Farm Company, Limited" with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into four thousand (4000) shares of five dollars (\$5.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal, district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty-seventh day of February, 1918.

C.-J. SIMARD,

850-10-2

Assistant Provincial Secretary.

"La Compagnie des Débentures de la Province de Québec"

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par l'administrateur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 28 février 1918 constituant en corporation MM. Howard-Salter Ross, Louis-Joseph Béique, Eugène-Réal Angers et François-Joseph Bisailon, avocats et Louis-Théophile Faguet, comptable, tous de la cité de Montréal, dans la province de Québec, dans les buts suivants :

Prendre, souscrire, acheter, ou autrement acquérir et détenir soit comme principaux, soit comme agent, comme propriétaires incommutables ou par voie de garantie collatérale ou autrement, et vendre, grever, échanger, transporter, attribuer ou autrement aliéner et faire commerce des obligations ou débentures, actions, parts, ou autres valeurs d'aucun gouvernement, d'aucune corporation municipale ou scolaire, d'aucune banque licenciée, ou d'aucune autre compagnie dûment constituée ;

Aider à promouvoir, organiser, développer ou administrer aucune corporation ou compagnie, prélever et aider à prélever pour aider au moyen de boni prêt, promesse, endossements, garantie d'obligations, de débentures ou d'autres valeurs, ou autrement, aucune compagnie ou corporation, et offrir au public pour souscription aucune part, action, obligation, débenture ou autre valeur d'aucune autre compagnie ou corporation ;

Exercer le commerce de courtiers d'assurances, d'agents et arbitres pour les fins de la compagnie, s'entremettre comme agents fiscaux pour des personnes, sociétés ou corporations, des municipalités ou des gouvernements ;

Exercer le commerce d'agents d'immeubles, d'experts, d'évaluateurs, courtiers en biens-fonds, entrepreneurs et constructeurs, et faire un négoce général d'immeuble, y compris les entreprises d'enquêtes, évaluations, ventes, échanges, et autres choses semblables, ainsi que les baux transportables et toutes autres formes de contrats relatifs à l'immeuble ;

Acheter, acquérir et détenir, aliéner, disposer des immeubles et parts, débentures, hypothèques ou d'autres documents d'obligations d'aucune personne, société corporation, municipalité, gouvernement local ou étranger, et exercer tous les droits et privilèges qui s'y rattachent, y compris le droit de vote, et émettre ses actions, débentures ou obligations pour en effectuer le paiement ;

Acheter, louer ou autrement acquérir ; en considération de ce que la compagnie jugera avantageux, aucun négoce semblable, dans sa nature et ses objets à aucun des commerce de la présente corporation ;

Emettre et répartir des actions acquittées de cette compagnie, en paiement total ou parties d'aucune propriété mobilière ou immobilière, d'aucun droit de propriété, bail, commerce,

"La Compagnie des Débentures de la Province de Québec"

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Administrator of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of February, 1918, incorporating Messrs. Howard-Salter Ross, Louis-Joseph Béique, Eugène-Réal Angers and François-Joseph Bisailon, advocates, and Louis-Théophile Faguet, accountant, all of the city of Montreal, in the province of Quebec, for the following purposes :

To underwrite, subscribe for, purchase, or otherwise acquire and hold, either as principal or agent, and absolutely as owner or by way of collateral, security or otherwise, and to sell, pledge, exchange, transfer, assign or otherwise dispose of or deal in the bonds or debentures, stocks, shares, or other securities of any government or municipal or school corporation, or of any chartered bank, or of any other duly incorporated company or companies ;

To assist in the promotion, organization, development or management of any corporation or company, and to raise and assist in raising money for and aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities, or otherwise, any other company or corporation, and to offer for public subscription any shares, stocks, bonds, debentures, or other securities of any other company or corporation ;

To carry on the business of insurance brokers, agents and adjusters for the purposes of the company, and to act as fiscal agents for persons, firms or corporations, municipalities or governments ;

To carry on business as real estate agents, experts, valuers, realty brokers, contractors and builders, and do a general real estate agency business, including the undertaking of investigations, valuations, sales, exchanges and the like and negotiable leases and all other forms of contracts in respect of real estate ;

To purchase, acquire, hold, deal with, and dispose of real estate and the shares, bonds, mortgages or other evidences of indebtedness of any person, firm, corporation, municipality, or government domestic or foreign, and to exercise all the rights and privileges attached thereto, including the right to vote thereon, and to issue its stocks, bonds or obligations, for, or to effect payment for the same ;

To purchase, lease or otherwise acquire, for such consideration as the company may think proper, any business similar in character and object to any of the business of this company ;

To issue and allot as fully paid up shares of the company hereby incorporated in payment or part payment of any property, moveable or immoveable, property right, lease, business,

obligation, débenture, franchise, entreprise, pouvoir, privilège, licence, concession, fonds de commerce ou autre droit de propriété qu'elle peut légalement acquérir en vertu des pouvoirs octroyés aux présentes, et en payer la totalité ou aucune partie en obligations ou en débentures de la présente corporation ;

Vendre, louer ou autrement alinéer la propriété et l'entreprise de la compagnie ou aucune partie d'icelles, en considération de ce qu'elle croira avantageux, et particulièrement pour des parts, débentures, obligations ou valeurs dans aucune autre corporation ;

Conclure aucun arrangement pour le partage des bénéfices, l'union des intérêts, la co-opération le risque conjoint, la concession réciproque ou autrement, avec aucune personne ou compagnie exerçant, engagée dans aucun commerce ou genre d'affaire que la présente compagnie est autorisée à exercer, et prendre ou autrement acquérir des actions et valeurs dans aucune telle corporation, et les vendre, les détenir, les ré-émettre, avec ou sans garantie, ou autrement en disposer ;

Se joindre à toute autre compagnie, dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la présente corporation ou y souscrire des actions, garantir l'exécution des contrats par aucune personne ou compagnie avec laquelle la présente pourra se trouver en relation d'affaires ;

Faire, tirer, accepter, endosser, escompter et payer des billets promissoires, lettres de change, connaissements et autres instruments négociables et transportables ;

Distribuer aux actionnaires de la compagnie en nature aucune des propriétés et particulièrement ses parts, débentures ou valeurs lui appartenant ou dont elle peut disposer ;

Autorisé les directeurs de temps à autre, si cela est permis par un règlement sanctionné par le vote des actionnaires, représentant au moins les 2/3 en valeur du capital souscrit et convoqués en assemblée générale à l'effet de considérer ledit règlement à (a) emprunter de l'argent sur le crédit de la compagnie, (b) limiter ou diminuer le montant de l'emprunt (c) émettre les obligations, débentures ou autres valeurs de la compagnie pour des montants d'au moins cent piastres chacun, et les grever ou les vendre pour ces sommes et aux prix qui seront jugés avantageux ; (d) hypothéquer ou grever la propriété immobilière, et donner en gage ou en garantie les propriétés mobilières de la corporation, garantir ses obligations, débentures ou autres valeurs, emprunter pour servir les fins de la compagnie, pourvu, toutefois que rien de contenu aux présentes ne soit interprété comme limitant ou restreignant le pouvoir qu'a la compagnie d'emprunter sur billet promissoires, lettres de change, faits, tirés, acceptés, endossés par ou pour la corporation ;

De temps à autre, accomplir tous actes et faire toutes choses énumérés aux présentes et avoir l'exercice et la jouissance de tous ces droits et privilèges, et faire tous autres actes et choses qui se rattachent et tendent vers la réalisation des objets précités, ou d'aucun d'iceux, et aussi exercer aucun autre commerce que la compagnie estimera être allié à ces faits et objets ci-haut mentionnés ;

De faire enrégistrer ou autrement reconnaître la compagnie dans une autre province ou dans un pays étranger et d'y désigner les personnes comme procureurs pour représenter la compagnie dans toutes matières et suivant la loi de cette province ou de ce pays étranger, et avec pouvoir d'accepter signification de toutes procédures ou

bonds and debentures, franchise, undertaking, powers, privileges, licences, concession, stock or other property rights which it may lawfully acquire by virtue of the powers hereby granted, or to pay for same or any part thereof in bonds or debentures of this company ;

To sell, lease or otherwise dispose of the property and undertaking of the company, or any part thereof, for such consideration as the company may think proper, and in particular for shares, debentures, bonds or securities of any other company ;

To enter into any arrangement for sharing of profits, or union of interest, cooperation, joint adventures, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in, or about to carry on or engage in, any business or transaction which this company is authorized to engage in or carry on, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company, and to sell, hold, re-issue with or without guarantee, or otherwise deal in the same ;

To amalgamate with any other company or companies having objects altogether or in part similar to those of this company, and to take shares therein ; to guarantee the performance of contracts by any person or company with which the company may have business relations ;

To draw, make, accept, endorse, discount and execute promissory notes, bills of exchange, warrants and other negotiable or transferable instruments ;

To distribute among the shareholders of the company in kind any property of the company, and in particular any shares, debentures or securities belonging to the company or which the company may have power to dispose of ;

To authorize the directors from time to time, if authorized by by-law, sanctioned by a vote of not less than two thirds in value of the subscribed stock of the company represented at a general meeting duly called for considering the by-law to : (a) borrow money upon the credit of the company ; (b) limit or increase the amount to be borrowed ; (c) issue bonds, debentures, or other securities of the company for sums not less than one hundred dollars each, and pledge or sell the same for such sums and at such prices as may be deemed expedient ; (d) hypothecate, mortgage or pledge the real or personal property of the company, or both, to secure any such bonds, debentures or other securities, and any money borrowed for the purposes of the company ; provided, however, that nothing herein contained shall limit or restrict the borrowing of money by the company on bills of exchange or promissory notes made, drawn, accepted or endorsed by or on behalf of the company ;

From time to time do any one or more of the acts and things herein set forth and to exercise and enjoy all such rights and privileges, and to do all such other acts and things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects or any of them, and also to carry on any business or businesses germane to the purposes and objects above set forth ;

To have the company registered or otherwise recognized in any other province or foreign country and there designate the persons as attorneys to represent the company in any matters and according to the law of such province or foreign country, and with power to accept service of any proceedings and suits for the

actions pour la compagnie, sous le nom de "La Compagnie des Débentures de la Province de Québec", avec un capital social de quarante-neuf mille piastres (\$49,000.00), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix (490) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté au bureau du secrétaire de la province, ce 28ième jour de février 1918.

Le sous-secrétaire de la province,
847—10-2 C.-J. SIMARD.

company, under the name of "La Compagnie des Débentures de la Province de Québec", with a capital stock of forty-nine thousand dollars (\$49,000.00) divided into four hundred and ninety (490) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this 28th day of February, 1918.

C.-J. SIMARD,
848—10-2 Assistant Provincial Secretary.

"The Screen Club of Canada, Limited".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par l'administrateur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 27 février 1918, en constituant en corporation MM. Robert-Simson Bell, gérant de la "Superfeatures Company, Thomas Byerle, gérant de la "State Right Features Company", Westmount; Edward English, gérant de la "Regal Films Company," Henry-A. Kauffman, gérant de la "Globe Features Company", et John-Patrick Smythe, gérant de la "Griffin Pictures Company, Limited" Montréal, pour les fins suivantes :

Établir, tenir et administrer un club pour l'avantage des membres et de leurs amis, se procurer un local et d'autres commodités et généralement accorder aux membres et à leurs amis tous les avantages et privilèges coutumiers, les commodités et le confort d'un club;

Organiser et tenir des amusements de théâtre, athlétiques, musicaux et autres, de même que des tournois, concours et exhibitions de toutes sortes, soit sur les terrains du club ou sur d'autres loués ou occupés pour cet objet, limiter et restreindre l'assistance à ces amusements, charger un droit spécial aux membres et aux autres personnes qui y assisteront, accorder et contribuer à donner des coupes, des enjeux et d'autres récompenses en rapport avec lesdits amusements, tournois, concours et exhibitions;

Vendre, louer ou autrement aliéner la totalité ou aucune partie de l'entreprise corporative en compensation de ce que la compagnie jugera avantageux, ou s'unir à aucune personne, société ou corporation dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la présente compagnie, suivant les conditions et stipulations qui seront jugées convenables;

Exercer aucun autre commerce semblable utile ou connexe au commerce de la compagnie ou que la corporation estimera susceptible d'être convenablement exercé en rapport avec le sien;

Importer d'aucun pays des pellicules ainsi que toutes sortes d'appareils cinématographiques, et les distribuer;

Organiser et tenir un ou plusieurs clubs pour aucun des objets précités, déterminer la constitution et les règlements de ce club, les conditions d'admission, d'exclusion ainsi que les autres détails relatifs à son administration;

Payer avec les deniers de la compagnie tous les frais et les dépens encourus dans la constitution en corporation et l'organisation de la compagnie;

Les susdits objets, pouvoirs et fins de la corporation seront considérés distincts et indépendants l'un de l'autre, et la compagnie pour poursuivre l'accomplissement de l'un ou de plusieurs de ces objets, pouvoirs et fins sans égard aux autres, et nulle clause ne sera limitée dans

"The Screen Club of Canada, Limited".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Administrator of the province of Quebec, bearing date the 27th February, 1918, incorporating Messrs. Robert-Simson Bell, manager, of the Superfeatures Company, Thomas Byerle, manager of the State Right Features Company, Westmount; Edward English, manager of the Regal Films Company, Henry-A. Kauffman, manager of the Globe Features Company and John-Patrick Smythe, manager of the Griffin Pictures Company, Limited, Montreal, for the following purposes:

To establish, maintain and conduct a club for the accommodation of members and their friends and to provide a club house and other conveniences and generally to afford to members and their friends all the usual privileges or advantages, conveniences and accommodation of a club;

To promote and hold theatrical, athletic, musical and other entertainments as well as races, competitions and exhibitions of all sorts, whether on the club premises or on other leased or occupied for the purpose, to limit and restrict the attendance at such entertainments and to charge a special license fee to members and others attending the same and to give and contribute towards prize cups, stakes and other rewards in connection with said entertainments, races, competitions and exhibitions;

To sell lease or otherwise dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit or to join with any individual, firm or corporation having objects altogether or in part similar to those of this company on such terms and upon such conditions as may be deemed advisable;

To carry on any other business which may be useful or cognate to the business of the company or which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with the business;

To import and distribute films from any country and all kinds of moving pictures apparatus;

To organize and operate one or more clubs for any of the purposes above mentioned and to determine the constitution and by-laws of such club and control the conditions of membership expulsion and other details pertaining to the management thereof;

To pay out of the funds of the company all costs and expenses incurred in the incorporation and organization of the company;

The above objects, powers and purposes of the company shall be admitted to the several and not dependent on each other and the company may pursue or carry on any or more of such objects, powers and purposes without regard to the others of them and no clause

son sens général par référence au nom de la compagnie ou autrement interprétée en fonction d'aucun autre clause relative à ces pouvoirs, objets et fins, sous le nom de "The Screen Club of Canada, Limited", avec un fonds social de vingt mille (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) parts de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera en la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-septième jour de février 1918.

Le sous-secrétaire de la province,
851—10-2 C.-J. SIMARD.

"Travellers' Club, Incorporated."

Avis est donné au public, que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par l'administrateur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 28 février 1918, constituant en corporation MM. Louis Fitch, avocat ; Isidore Freidman, comptable ; Florence Varney, sténographe ; Joseph-Philip Beaupré, huissier ; et Henry Emo, teneur-de-livres, tous de la cité et du district de Montréal, pour les fins suivantes :

Fonder, maintenir et gérer un club pour la commodité des membres de la compagnie et de leurs amis, aussi se procurer une maison de club et d'autres commodités, et généralement donner aux sociétaires et à leurs amis tous les privilèges, avantages, les commodités et le confort d'un club, y compris la vente à ces personnes de la bière, des vins et des autres boissons alcooliques, en conformité avec les prescriptions de la loi des licences de Québec, de même aussi que des eaux gazeuses, minérales, artificielles et autres breuvages, des cigars, cigarettes ainsi que du tabac généralement ;

Acquérir par achat, bail, échange, ou par autre titre légal, assumer la totalité ou aucune partie de l'entreprise, du commerce, de la propriété, de l'actif ou du passif d'aucune personne société ou compagnie exerçant aucun commerce semblable à celui pour l'exercice duquel la présente compagnie est constituée en corporation, ou qui peut être convenablement exercé conjointement avec icelui ;

Acheter, prendre en échange ou en paiement, ou autrement acquérir, posséder, détenir, vendre et aliéner des actions, débentures, obligations et autres valeurs dans d'autres corporations dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la présente compagnie, nonobstant aucunes dispositions de la loi des compagnies de Québec ; et acquérir, détenir, vendre et aliéner des droits hypothécaires, privilégiés ou de gage d'aucunes autres corporations ou personnes ;

Acquérir par achat, louage, échange, octroi, concession, ou autrement, posséder et détenir des terrains, biens-fonds et immeubles de toute description, aussi ériger des maisons, bâtisses et autres structures sur les dites propriétés, et vendre, louer, céder à bail, transférer, échanger, et autrement aliéner ces terrains et immeubles, emprunter sur iceux et les grever, pour les fins de la corporation ;

Garantir, cautionner, et se porter responsables du paiement de billets promissoires, lettres de change, comptes ou autres obligations d'aucune nature quelconque pour aucune autre corporation, société ou personne ;

Payer aucune propriété mobilière ou immobilière, les droits, privilèges, affaires ou franchises que la compagnie pourra légalement acquérir ; ou, avec l'assentiment des actionnaires, les services rendus à la compagnie, en actions libérées,

shall be limited in its generality by reference to the name of the company or otherwise construed having regard to any other clause of such powers, objects and purposes, under the name of "The Screen Club of Canada, Limited", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty-seventh day of February, 1918.

C.-J. SIMARD,
852—10-2 Assistant Provincial Secretary.

"Travellers' Club, Incorporated."

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Administrator of the Province of Quebec, bearing date the 28th February, 1918, incorporating Messrs. Louis Fitch, advocate ; Isidore Friedman, accountant ; Florence Varney, stenographer ; Joseph Philip Beaupré, bailiff ; and Henry Emo, book-keeper, all of the city and district of Montreal, for the following purposes :

To establish, maintain, and conduct a club, for the accommodation of members of the company and their friends, and provide a club-house and other conveniences, and generally to afford to members and their friends all the usual privileges, advantages, convenience, and accommodation of a club, including the sale to such persons of beer, wines, and other spirituous liquors in accordance with the provisions of the Quebec License Act, as well as alrated, mineral and artificial waters and other drinks, and cigars, cigarettes, and tobacco generally ;

To acquire by purchase, lease, exchange, or other legal title, and to take over the whole or any part of the undertaking, business, property, assets or liabilities of any person, partnership or company carrying on any business similar to that for which this company is incorporated, or which may conveniently be carried on in conjunction therewith ;

To purchase, take in exchange, or in payment, or to otherwise acquire, own and hold, and to sell and dispose of shares, debentures, bonds and other securities in other companies, having objects similar or partly similar to those of this company, notwithstanding any provisions of the Quebec Companies' Act ; and to acquire, hold, sell and dispose of rights of hypothec, privileges or pledge in and from other companies or individuals ;

To acquire by purchase, lease, exchange, grant, concession, or otherwise, and to own and hold lands, real estate and immoveables of every description, and to erect houses, buildings and other constructions on said property, and to sell, lease, rent, convey, exchange, and otherwise dispose of, and to borrow upon, and to hypothec such lands and immoveable property, for the purposes of the company ;

To guarantee, and give security for, and to become responsible for the payment of promissory notes, bills of exchange, accounts or other obligations of any kind whatsoever, of any other corporation, firm or individual ;

To pay for any property, moveable or immoveable, rights, privileges, business or franchises which the company may lawfully acquire ; or with the approval of the shareholders, for any services rendered to the company, in fully paid

en obligations, débetures ou avec d'autres valeurs de la corporation ;

Emettre des obligations et débetures garanties sur la totalité ou aucune partie de la propriété de la compagnie, mobilière et immobilière, présente et future ;

Accomplir tous actes, exercer tous pouvoirs et commerces se rattachant aux objets pour lesquels la présente compagnie est constituée en corporation, sous le nom de "Travellers' Club, Incorporated", avec un fonds social de dix mille piastres (\$10,000.00), divisé en cent (100) parts de cent piastres (\$100.00) chacune

La principale place d'affaires de la corporation, sera en la cité de Montréal, dans la province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-huitième jour de février 1918.

Le sous-secrétaire de la province,
867—10-2 C.-J. SIMARD.

"Perron & Compagnie Limitée."

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par l'administrateur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-septième jour de février 1918, constituant en corporation MM. Georges Perron marchand, J.-Euclide Perron, ingénieur civil, tous deux de Saint-Jérôme, Cyprien Gagnon, entrepreneur, de Saint-Félicien, Didier Michaud, commis de Chicoutimi, et Armand Boily, avocat, de Roberval, dans les buts suivants :

Acheter, louer, mettre en œuvre et en vente des concessions forestières et des droits de coupe et à cet égard, construire, acheter, vendre et exploiter des scieries avec leurs accessoires, vendre et manufacturer des produits du bois faire le commerce du bois sous toutes ses formes et faire des entreprises forestières ;

Faire des entreprises de construction de toutes sortes, soit en bois, en béton, en acier, ou en bois ou simultanément ainsi que des constructions de chemins de fer pour le compte de compagnies ou de d'autres particuliers et entreprises de travaux de macadam, asphalté ou gravelage ;

Fabriquer de la brique, de la pierre artificielle et autres produits du ciment pour vente ou échange ;

Faire le service de voiturier pour les passagers par terre et par eau dans tout le comté du Lac Saint-Jean et celui de Chicoutimi ;

Acquérir la totalité ou partie des affaires, des propriétés, de l'actif ou des obligations de toute société, personne ou compagnie exerçant des opérations en tout ou en partie de la même nature que celles de la compagnie ;

Emettre des actions acquittées, des obligations, des débetures ou d'autres valeurs pour le paiement soit total soit partiel de propriétés mobilières ou immobilières, droits, réclamations, privilèges, concessions ou autres avantages que la compagnie peut légalement acquérir ;

Emettre des actions acquittées, des obligations ou débetures en paiement des services rendus à la compagnie, soit par des membres ou officiers de la compagnie ;

Acquérir, échanger, louer ou aliéner toute propriété mobilière ou immobilière soit pour les fins propres de la compagnie, soit pour des fins de construction, établissement ou autres ;

Hypothéquer ou engager les propriétés immobilières de la compagnie ou donner en nantissement les propriétés mobilières afin de garantir les obligations, débetures ou valeurs ou tout montant emprunter pour les fins de la compagnie ;

up shares, bonds, debentures or other securities of the company ;

To issue bonds and debentures secured upon any or all of the company's property, moveable and immoveable, present and future ;

To do all the acts and to exercise all the powers, and carry on all business germane to the objects for which this company is incorporated, under the name of "Travellers' Club Incorporated", with a capital stock of ten thousand dollars (\$10,000.00), divided into one hundred (100) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal, in the province of Quebec.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty-eight day of February, 1918.

C.-J. SIMARD,
868—10-2 Assistant Provincial Secretary.

"Perron & Compagnie Limitée."

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Administrator of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of February, 1918, incorporating MM. Georges Perron, marchand, J.-Euclide Perron, civil engineer, both of Saint-Jérôme, Cyprien Gagnon, contractor of Saint-Félicien, Didier Michaud, clerk, of Chicoutimi, and Armand Boily, advocate, of Roberval, for the following purposes :

To purchase, lease, operate and sell forest concessions and the rights to cut in such regard, construct, purchase, sell and exploit sawmills with their accessories, sell and manufacture the products of wood, deal in lumber under all its forms and carry on forestry undertakings ;

To carry on building operations of all kinds, either in wood, concrete, steel and wood, or simultaneously and also construct railways on account of companies or of other individuals, and macadam, asphalt or gravel works ;

To manufacture brick, artificial stone and other cement products for sale or exchange ;

To carry on the service of carrier for passengers by land and water throughout the county of Lake Saint-John and that of Chicoutimi ;

To acquire the whole or part of the business, property, assets or liabilities of any firm, person or company carrying on operations in whole or in part of the same nature as these of the company ;

To issue paid up shares, bonds, debentures or other securities for the total or partial payment of the moveable or immoveable property, rights, claims, privileges, concessions or other advantages that the company may lawfully acquire ;

To issue paid up shares, bonds or debentures in payment for services rendered to the company, either by members or officials of the company ;

To acquire, exchange, lease or alienate any moveable or immoveable property either for the particular purposes of the company or for construction, settlement or other purposes ;

To mortgage or pledge the immoveable property of the company or pledge the moveable property so as to guarantee the bonds, debentures or securities or any amount borrowed for the purposes of the company ;

Acheter, vendre, louer, posséder, améliorer des terrains pour des fins d'établissement ou de colonisation ainsi qu'acquérir, posséder et administrer des entrepôts frigorifiques :

Construire des usines ou exploiter des pouvoirs hydrauliques, les acquérir et les posséder, sous le nom de "Perron & Compagnie, limitée", avec un capital social de quarante-neuf mille piastres (\$49,000.00), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix (490) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Saint-Jérôme, dans le district de Roberval.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-septième jour de février 1918.

Le sous-secrétaire de la province,

869-10-2

C.-J. SIMARD.

"Louis, Limited".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par l'administrateur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 5 mars 1918, constituant en corporation M.M. Maurice Rosen, agent ; Fabiola Perron, Bella Gilbert, Jeanne Marsan, sténographes, et Edmond Jodoin, comptable, tous de la cité et du district de Montréal, pour les fins suivantes :

Exercer tous les genres de négoce, en gros et au détail ;

Exercer le commerce de l'industrie de manufacturiers et marchands de vêtements de toute nature et description ;

Acquérir à cette fin aucun fonds de commerce, la société, le nom et la raison sociale sous lesquels on conduit aucunes entreprises, l'achalandage, les créances de ces commerces ou entreprises ;

Prendre et acquérir des actions dans d'autres compagnies, et s'unir à aucunes compagnies constituées ou non constituées en corporations ;

Mettre des parts acquittées en paiement d'aucune propriété mobilière ou immobilière que la compagnie pourra posséder ou possèdera, des services rendus ou à être rendus, sous le nom de "Louis, Limited", avec un fonds social de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux mille (2,000) parts de dix piastres (\$10.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce cinquième jour de mars 1918.

Le sous-secrétaire de la province,

999-11-2

C.-J. SIMARD.

To purchase, sell, lease, hold, improve lots of land for the purposes of settlement or colonization and also to acquire, hold and manage cold storage warehouses

To construct workshops or exploit water powers and acquire and hold same, under the name of "Perron & Compagnie, Limitée", with a capital stock of forty-nine thousand dollars (\$49,000.00), divided into four hundred and ninety (490) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of the business of the corporation, will be at Saint-Jérôme, in the district of Roberval.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty-seventh day of February, 1918.

C.-J. SIMARD,

870-10-2

Assistant Provincial Secretary.

"Louis, Limited".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Administrator of the Province of Quebec, bearing date the 5th March, 1918, incorporating M.M. Maurice Rosen, agent ; Fabiola Perron, Bella Gilbert, Jeanne Marsan, Stenographers and Edmond Jodoin, accountant, all of the city and district of Montreal, for the following purposes :

To carry on business of all kinds, wholesale and retail ;

To carry on the trade and business of manufacturers of and dealers in garments of every kind and description ;

To acquire for that purpose any stock in trade, firm, name and style under which any undertakings are carried on, good will, book debts of any such business or undertakings ;

To take or acquire shares in other companies and to join any corporated or uncorporated companies ;

To issue paid-up shares of the company in payment of any property moveable or immovable, services rendered or to be rendered which the company may or will hold, under the name of "Louis, Limited", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two thousand (2,000) shares of ten dollars (\$10.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be Montreal, in the district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this fifth day of March, 1918.

C.-J. SIMARD,

1000-11-2

Assistant Provincial Secretary.

Département de l'instruction publique

No 983 Elec.

Nomination d'un Commissaire d'écoles.

Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, par un arrêté en Conseil, en date du 8 mars 1918, de nommer M. Albert Guindon, cultivateur, commissaire d'écoles pour la municipalité de Saint-Lazare, dans le comté de Vaudreuil.

967

450-18.

Québec, 12 mars 1918.

Le surintendant donne avis qu'il a reçu une requête demandant d'ériger en municipalité scolaire le territoire suivant, savoir : les lots des rangs VIII, IX, X, XI, XII, XIII et XIV du

Department of Public Instruction

No. 983 Elec.

Appointment of one school commissioner.

His Honor the Lieutenant Governor has been pleased, by Order in Council, dated the 8th March, 1918, to appoint Mr. Albert Guindon, farmer, school commissioner for the municipality of Saint Lazare, in the county of Vaudreuil.

968

450-18.

Quebec, 12th March, 1918.

Notice is given by the superintendent that application is made to erect into a school municipality the following territory, viz : the lots of ranges VIII, IX, X, XI, XII, XIII and

canton Robertson, dans le comté de Labelle, sous le nom de "Lac-Gatineau". Ce territoire n'appartient à aucune municipalité scolaire organisée. 969—11-2

Québec, 1er mars 1918.

Le surintendant donne avis qu'il a reçu une requête demandant de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Christophe, dans le comté d'Arthabaska, la moitié sud-ouest du lot No 8 du rang 1, étant tout le No 2 du cadastre officiel du village d'Arthabaskaville, et de l'annexer à la municipalité scolaire de Sainte-Victoire, même comté. 919—10-2

XIV, of the township of Robertson, in the county of Labelle, under the name of "Lac-Gatineau". This territory forms no part of any organized school territory. 970—11-2

Quebec, 1st March, 1918.

Notice is given by the superintendent, that application is made to detach from the school municipality of Saint Christophe, in the county of Arthabaska, the south west half of the lot No. 8 of the range 1, being the whole of lot No. 2 of the official cadastre of the village of Arthabaskaville, and to annex same to the school municipality of Sainte Victoire, same county. 920—10-2

Département du trésor

Avis est par le présent donné que la formation d'une société de secours mutuels sous le nom de "St. Lawrence Sugar Refineries, Limited, Employees Benefit Society" a été autorisée par un ordre en conseil portant le numéro 289 et approuvé le huitième jour de mars 1918.

Le but de ladite société est déclaré être :—de créer une caisse au moyen de contributions de la part de ses membres, à l'effet de leur donner les soins du médecin et de fournir les moyens et l'assistance nécessaire aux membres requérant tels soins et assistance du médecin.

Le siège principal d'affaires de ladite société est fixé dans la cité de Montréal.

Donné conformément aux dispositions du paragraphe 4 de l'article 6896, S. R. P. Q., 1909, ce douzième jour de mars 1918.

Pour le trésorier de la province de Québec,
Le surintendant des assurances,
1001 EDW.-E. DUCKWORTH.

Avis est par le présent donné que la formation d'une société charitable sous le nom de "Westmount Soldiers' Wives League" a été autorisée par un ordre en conseil portant le numéro 288 et approuvé le huitième jour de mars 1918.

Le but de la société est déclaré être: "d'apporter aux femmes, parents et amis de tous les soldats, soit officiers, officiers non-commissionnés et aux membres de l'état-major, du corps permanent et de la milice active du Canada, des relations étroites et sympathiques pour les uns et les autres, qu'ils soient malades ou en santé, ils pourront s'aider et s'assister mutuellement entre eux, ainsi que leurs familles dans les temps de difficultés, de peines et de détresse; et aussi de pourvoir au confort des hommes en service actif, le tout au moyen de contributions volontaires, souscriptions, dons ou donations de la part de ses membres ou du public."

Le siège principal d'affaires de la société est fixé dans la cité de Westmount.

Donné conformément aux dispositions du paragraphe 4 de l'article 6896, S. R. P. Q., 1909, ce douzième jour de mars 1918.

Pour le trésorier de la province de Québec,
Le surintendant des assurances,
1003 EDW.-E. DUCKWORTH.

Avis est par le présent donné que la formation d'une société charitable sous le nom de "The Needle Work Guild of Canada (Montreal Branch)", a été autorisée par un ordre en conseil portant le numéro 287 et approuvé le huitième jour de mars 1918.

Treasury Department

Notice is hereby given that the formation of a mutual benefit association under the name of "St. Lawrence Sugar Refineries, Limited, Employees Benefit Society" has been authorized by an Order in Council bearing the number 289 and approved the eighth day of March, 1918.

The purposes of the said association are stated to be :—to create funds by means of contributions from its members, for the making of provisions to give medical assistance and furnish means and assistance to members of the association requiring such medical care and assistance.

The head office of the said association is fixed in the city of Montreal.

Given pursuant to the provisions of paragraph 4 of article 6896, R. S. P. Q., 1909, this twelfth day of March, 1918.

EDW.-E. DUCKWORTH,
Superintendent of Insurance,
For the Treasurer of the Province of Quebec.
1002

Notice is hereby given that the formation of a charitable association under the name of "Westmount Soldiers' Wives League" has been authorized by an Order in Council bearing the number 288 and approved the eighth day of March, 1918.

The purposes of the association are stated to be : "to bring wives, relations and friends of all soldiers, whether officers, non-commissioned officers or men of the staff, permanent corps and active militia of Canada, into closer touch and sympathy with one another, so that whether in sickness or in health, they may be able mutually to aid and assist one another and their families in time of difficulty, trouble and distress; also to provide comforts for our men on active service, the whole by means of voluntary contributions, subscriptions, gifts or donations from its members or from the public."

The head office of the association is fixed in the city of Westmount.

Given pursuant to the provisions of paragraph 4 of article 6896, R.S.P.Q., 1909, this twelfth day of March, 1918.

EDW.-E. DUCKWORTH,
Superintendent of Insurance,
For the Treasurer of the province of Quebec.
1004

Notice is hereby given that the formation of a charitable association under the name of "The Needle Work Guild of Canada (Montreal Branch)", has been authorized by an Order in Council bearing the number 287 and approved the eighth day of March, 1918.

Le but de ladite société est déclaré être: "confectionner et collecter de temps en temps des vêtements, habillements ou autres dons, soit en argent ou en marchandise, pour distribution aux habitués des autres institutions charitables, et à ceux qui sont affligés par suite de maladie, accident ou revers de fortune et autres objets similaires se rapportant aux fins précédentes."

Le siège principal d'affaires de ladite société est fixé dans la cité de Montréal.

Donné conformément aux dispositions du paragraphe 4 de l'article 6896, S. R. P. Q., 1909, ce douzième jour de mars 1918.

Pour le trésorier de la province de Québec,
Le surintendant des assurances,
1005 EDW.-E. DUCKWORTH.

AVIS D'ANNULATION DE PERMIS DE SOCIÉTÉ
DE SECOURS MUTUELS.

Avis est par le présent donné que l'Alliance Nationale, société de secours mutuels incorporée en vertu du Statut de Québec, 56 Victoria, chapitre 84, ayant été de nouveau incorporée en vertu du Statut du Canada 7-8, George V, chapitre 69, et obtenu un permis du département des assurances du Canada, sous le numéro 448, à l'effet de faire les opérations d'assurance-vie, d'assurance contre les infirmités et la maladie, tel qu'autorisé par la nouvelle incorporation, le permis numéro 7 émis par la branche des assurances du département du trésor de la province de Québec est en conséquence annulé à compter du premier jour de janvier 1918.

Donné conformément aux dispositions de l'article 6950 des Statuts refondus de la province de Québec, 1909, ce cinquième jour de mars 1918.

Pour le trésorier de la province de Québec,
Le surintendant des assurances,

EDW.-E. DUCKWORTH.

Branche des assurances,
Département du trésor, Québec. 883-10-2

Avis est par le présent donné que "l'Alliance Nationale", de Montréal, a été enregistrée pour transiger dans la province de Québec, des affaires d'assurance sur la vie, d'assurance contre les infirmités et la maladie, tel que l'autorise la charte de l'association.

Le nom et l'adresse de l'agent chef sont : Charles Duquette, Montréal, Qué.

Donné conformément à l'article 6950 S.R.P. Q., 1909, ce quatrième jour de mars 1918.

Pour le trésorier de la province,

Le surintendant des assurances,

921-10-2 EDW.-E. DUCKWORTH.

The purposes of the said association are stated to be: "the making and collecting from time to time of garments, clothing and other donations, whether of money or merchandise, for distribution to the inmates of other charitable institutions, and to those afflicted by sickness, accident or reverse of fortune and objects similar or incidental to the foregoing."

The head office of the association is fixed in the city of Montreal.

Given pursuant to the provisions of paragraph 4 of article 6896, R.S.P.Q., 1909, this twelfth day of March, 1918.

EDW.-E. DUCKWORTH,

Superintendent of Insurance.

For the Treasurer of the Province of Quebec,
1006

NOTICE OF CANCELLATION OF LICENSE OF A
MUTUAL BENEFIT ASSOCIATION.

Notice is hereby given that the "Alliance Nationale", a mutual benefit association incorporated in virtue of the Statutes of Quebec, 56 Victoria, chapter 84, having been incorporated anew in virtue of the Statute of Canada 7-8, George V, chapter 69, and licensed by the Insurance department of Canada, under the number 448, for the purpose of transacting the business of life insurance, disability insurance and sickness insurance, as authorized by its new incorporation, the license number 7 issued by the insurance branch of the Treasury department of the Province of Quebec, has been therefore cancelled from the first day of January, 1918.

Given pursuant to the provisions of article 6950 of Revised Statutes of the Province of Quebec, 1909, this fifty day of March, 1918.

For the Treasurer of the Province of Quebec,

EDW.-E. DUCKWORTH,
Superintendent of Insurance.

Insurance branch,
Treasury department, Quebec. 884-10-2

Notice is hereby given that the "Alliance Nationale", of Montreal, has been registered to transact in the province of Quebec the business of life insurance, disability insurance, and sickness insurance, to the extent authorized by the association's charter.

The name and address of the chief agent is : Charles Duquette, Montreal, Que.

Given pursuant to article 6950 R.S.P.Q., 1909, this fourth day of March, 1918.

For the Treasurer of the province of Quebec,

EDW.-E. DUCKWORTH,

922-10-2 Superintendent of Insurance.

Ministère de l'agriculture

Department of Agriculture

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi concernant les sociétés coopératives agricoles, 1908, monsieur Arthur Demers, jardinier, de la paroisse de Saint-Nicolas, comté de Lévis, et autres, ont formé une société coopérative agricole sous le nom de "Société coopérative agricole de Saint-Nicolas, avec sa principale place d'affaires, dans la municipalité de la paroisse de Saint-Nicolas, dans le comté de Lévis.

Les objets pour lesquels cette société est formée sont : l'amélioration et le développement de l'agriculture ou de l'une ou de quelques-unes

Public notice is hereby given that under the act respecting co-operative associations, 1908, Mr. Arthur Demers, gardener, of the parish of Saint-Nicolas, county of Levis, and others, have formed a cooperative agricultural association under the name of "Société coopérative agricole de Saint-Nicolas", with its chief place of business in the municipality of the parish of Saint-Nicolas, in the county of Levis.

The objects for which the association is formed are : the improvement and development of agriculture or of one or any of its branches,

de ses branches, la fabrication du beurre ou du fromage, ou des deux, l'achat et la vente d'animaux, d'instruments d'agriculture, d'engrais commerciaux et d'autres objets utiles à la classe agricole, l'achat, la conservation, la transformation et la vente de produits agricoles.

Le soussigné, ministre de l'agriculture de la province de Québec, autorise la formation de cette société.

Daté à Québec, le 6 mars 1918.

Le ministre de l'agriculture,
971 JOS.-ED. CARON. 972

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi concernant les sociétés coopératives agricoles, 1908, monsieur Louis-E. Roy, cultivateur, de la paroisse de Saint-Juste-de-Bretenières, comté de Montmagny, et autres, ont formé une société coopérative agricole sous le nom de "Société coopérative agricole de Saint-Juste-de-Bretenières", avec sa principale place d'affaires à Saint-Juste-de-Bretenières, dans le comté de Montmagny.

Les objets pour lesquels cette société est formée sont : l'amélioration et le développement de l'agriculture ou de l'une ou de quelques-unes de ses branches, la fabrication du beurre ou du fromage, ou des deux, l'achat et la vente d'animaux, d'instruments d'agriculture, d'engrais commerciaux et d'autres objets utiles à la classe agricole, l'achat, la conservation, la transformation et la vente de produits agricoles.

Le soussigné, ministre de l'agriculture de la province de Québec, autorise la formation de cette société.

Daté à Québec, le 2 mars 1918.

Le ministre de l'agriculture,
973 JOS.-ED. CARON. 974

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi concernant les sociétés coopératives agricoles, 1908, monsieur Emile Harès, cultivateur, de la paroisse de Saint-Césaire, comté de Rouville, et autres, ont formé une société coopérative agricole sous le nom de "Société coopérative agricole de Saint-Césaire", avec sa principale place d'affaires dans la municipalité du village de Saint-Césaire, dans le comté de Rouville.

Les objets pour lesquels cette société est formée sont : l'amélioration et le développement de l'agriculture ou de l'une ou de quelques-unes de ses branches, la fabrication du beurre ou du fromage, ou des deux, l'achat et la vente d'animaux, d'instruments d'agriculture, d'engrais commerciaux et d'autres objets utiles à la classe agricole, l'achat, la conservation, la transformation et la vente de produits agricoles.

Le soussigné, ministre de l'agriculture de la province de Québec, autorise la formation de cette société.

Daté à Québec, le 4 mars 1918.

Le ministre de l'Agriculture,
975 JOS.-ED. CARON. 976

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi concernant les sociétés coopératives agricoles, 1908, monsieur Gordon-Leslie Temple, cultivateur, de Ayers' Cliff, comté de Stznstead, et autres, ont formé une société coopérative agricole sous le nom de "The Stanstead County Wool Growers' and Sheep Breeders' Cooperative Agricultural Association", avec sa principale place d'affaires dans la municipalité du village de Ayers' Cliff, dans le comté de Stanstead.

Les objets pour lesquels cette société est formée sont : l'amélioration et le développement de l'agriculture ou de l'une ou de quelques-unes de ses

the manufacture of butter or cheese, or both, the purchase and sale of cattle, agricultural implements, commercial fertilizers and other things useful to the agricultural class, the purchase, the keeping, transformation and sale of agricultural products.

The undersigned, Minister of Agriculture of the Province of Quebec, authorizes the formation of the said association.

Dated at Quebec, the 6th March, 1918.

JOS.-ED. CARON,
Minister of Agriculture.

Public notice is hereby given that under the act respecting cooperative agricultural associations, 1908, Mr. Louis-E. Roy, farmer, of the parish of Saint-Juste-de-Bretenières, county of Montmagny, and others, have formed a co-operative agricultural association under the name of "Société coopérative agricole de Saint-Juste-de-Bretenières", with its principal place of business at Saint-Juste-de-Bretenières, in the county of Montmagny.

The objects for which the association is formed are : the improvement and development of agriculture or of one or any of its branches, the manufacture of butter or cheese, or both, the purchase and sale of cattle, agricultural implements, commercial fertilizers and other things useful to the agricultural class, the purchase, the keeping, transformation and sale of agricultural products.

The Minister of Agriculture of the Province of Quebec authorizes the formation of the said association.

Dated at Quebec, the 2nd March, 1918.

JOS.-ED. CARON,
Minister of Agriculture

Public notice is hereby given that under and by virtue of the act respecting cooperative agricultural associations, 1908, Mr. Emile Harès, farmer, of the parish of Saint-Césaire, county of Rouville, and others, have formed a cooperative agricultural association under the name of "Société coopérative agricole de Saint-Césaire", with its chief place of business in the municipality of the village of Saint-Césaire, in the county of Rouville.

The objects for which the association is formed are : the improvement and development of agriculture or of one or any of its branches, the manufacture of butter or cheese, or both, the purchase and sale of cattle, agricultural implements, commercial fertilizers and other things useful to the agricultural class, the purchase, the keeping, transformation and sale of agricultural products.

The undersigned, Minister of Agriculture of the Province of Quebec, authorizes the formation of the said association.

Dated at Quebec, the 4th March, 1918.

JOS.-ED. CARON,
Minister of Agriculture.

Notice is hereby given that pursuant to the act respecting cooperative agricultural association, 1908, Mr. Gordon-Leslie Temple, farmer, of Ayers' Cliff, county of Stanstead, and others, have formed a cooperative agricultural association under the name of "The Stanstead County Wool Growers' and Sheep Breeders' cooperative agricultural association", with its principal place of business in the municipality of the village of Ayers' Cliff, in the county of Stanstead.

The objects for which the association is formed are : the improvement and development of agriculture or of any of its branches, the manufacture

branches, la fabrication du beurre ou du fromage, ou des deux, l'achat et la vente d'animaux, d'instruments d'agriculture, d'engrais commerciaux et d'autres objets utiles à la classe agricole, l'achat, la conservation, la transformation et la vente de produits agricoles.

Le soussigné, ministre de l'agriculture de la province de Québec, autorise la formation de cette société.

Daté à Québec, le 5 mars 1918.

Le ministre de l'agriculture,
977 JOS.-ED. CARON.

of butter or cheese, or both, the sale and purchase of live stock, farm implements, commercial fertilizers and others articles useful to the agricultural class, and the purchase, preservation, transformation and sale of agricultural products.

The undersigned, Minister of Agriculture of the Province of Quebec, authorizes the formation of the said association.

Dated at Quebec, this 5th March, 1918.

JOS.-ED. CARON,
978 Minister of Agriculture.

Actions en séparation de biens

Province de Québec, district de Montréal, cour supérieure, No 273. Dame Elmire Laverdière, des cité et district de Montréal, épouse de Henri Lachance, entrepreneur, du même lieu, a, le 9 mars 1918 intenté une action en séparation de biens contre son mari.

Le procureur de la demanderesse,
C.-A. ARCHAMBAULT.

Montréal, 9 mars 1918. 947—11-5

Province de Québec, district de Montréal, No 4752, Cour supérieure. Mary Huot, épouse commune en biens de Moïse Rodrigue, autorisée à ester en justice, demanderesse; vs Moïse Rodrigue, entrepreneur-peintre, des cité et district de Montréal, défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée, ce jour, contre le défendeur par la demanderesse.

L'avocat de la demanderesse,
HORACE-J. GAGNÉ.

Montréal, 6 mars 1918. 959—11-5

Canada, province de Québec, district de Kamouraska. Cour supérieure. No 6329.

Dame Ernestine Tremblay, de Saint-Cyprien, épouse commune en biens de Joseph Morin, marchand, du même lieu, demanderesse; vs Joseph Morin, marchand de Saint-Cyprien, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée dans cette cause, le 7ième jour de mars 1918.

Les procureurs de la demanderesse,
TASCHEREAU, ROY, CANNON,
PARENT & CASGRAIN.

Fraserville, 12 mars 1918. 1013—11-4

Canada, province de Québec, district de Québec, No 648. Dame Joséphine Bernier, épouse de Gédéon Beaudoin, judiciairement autorisée à ester en justice, de la cité de Lévis, demanderesse, vs ledit Gédéon Beaudoin, du même lieu, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, en cette cause par la demanderesse contre le défendeur.

Les procureurs de la demanderesse,
BERNIER, BERNIER & deBILLY.

Québec, le 13 mars 1918. 1059

Province de Québec, cour supérieure, district d'Ottawa, No 4705. Dame Mary McNulty, dûment autorisée, épouse de James Cosgrove, cultivateur, du canton de Lochaber, a, le vingt et unième jour de février 1918, institué une action en séparation de biens contre son époux.

L'avocat de la demanderesse,
J. TALBOT.

Hull, 1er mars 1918. 815—10-4

Actions for separation as to property

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 273. Dame Elmire Laverdière, of the city and district of Montreal, wife of Henri Lachance, contractor, of same place, has, on 9th of March, 1918, instituted an action in separation as to property against her husband.

C.-A. ARCHAMBAULT,
Attorney for plaintiff.

Montreal, 9th of March, 1918. 948—11-5

Province of Quebec, district of Montreal, No. 4752, Superior Court. Mary Huot, wife common as to property of Moïse Rodrigue, authorized to ester en justice, plaintiff; vs Moïse Rodrigue, master painter, of the city and district of Montreal, defendant.

An action for separation as to property has been instituted, this day, against the defendant by the plaintiff.

HORACE-J. GAGNÉ,
Attorney for plaintiff.

Montreal, 6th March, 1918. 960—11-5

Canada, province of Quebec, district of Kamouraska. Superior Court. No. 6329.

Dame Ernestine Tremblay, of Saint Cyprien, wife common as to property of Joseph Morin, merchant, of the same place, plaintiff; vs Joseph Morin, merchant, of Saint Cyprien, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause, on the 7th day of March, 1918.

TASCHEREAU, ROY, CANNON,
PARENT & CASGRAIN,
Attorneys for plaintiff.

Fraserville, 12th March, 1918. 1014—11-4

Canada, Province of Quebec, district of Quebec, No. 648. Dame Joséphine Bernier, wife of Gedeon Beaudoin, of the city of Lévis, judicially to ester en justice, plaintiff; vs the said Gedeon Beaudoin, of the said place, defendant.

An action in separation of property has been instituted, this day, in this cause by plaintiff against defendant.

BERNIER, BERNIER & deBILLY,
Attorneys for plaintiff.

Quebec, 13th March, 1918. 1060

Province of Quebec, Superior Court. District of Ottawa. No 4705. Dame Mary McNulty, duly authorized, wife of James Cosgrove, farmer, of the township of Lochaber, has, the twenty-first day of February, 1918, instituted an action in separation as to property against her husband.

J. TALBOT,
Attorney for plaintiff.

Hull, 1st March, 1918. 816—10-4

Province de Québec, district de Montréal, cour supérieure. No 4712. Dame Lily Lusignan, épouse commune en biens d'Arthur Robillard, comptable, des cité et district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs le dit Arthur Robillard, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 19 février 1918.

Le procureur de la demanderesse,

L.-C. MEUNIER.

Montréal, 28 février 1918. 817—10-5

Province de Québec, district de Québec. No 462. Cour supérieure. Dame Anna McKenzie, épouse de Joseph Breton, menuisier, de la paroisse de Saint-Gervais, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs le dit Joseph Breton, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 25 février 1918.

Les procureurs de la demanderesse,

DROUIN & AMYOT.

Québec, 2 mars 1918. 821—10-5

Province de Québec, district de Montréal. No. 208. Cour supérieure. Dame Marie-Louise Lafrance, de Montfort, district de Terrebonne, épouse commune en biens d'Alphonse Alluisi, cultivateur, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs le dit Alphonse Alluisi, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 23 février 1918.

L'avocat de la demanderesse,

F.-P. TREMBLAY.

Montréal, 3 mars 1918. 825—10-5

Cour supérieure, Arthabaska, No 366. Dame Caroline Chrétien, de Victoriaville, épouse commune en biens du défendeur, et dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs Paul Boucher, manufacturier, de Victoriaville, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 11 décembre 1917.

Le procureur de la demanderesse,

879—10-5 AUGUSTE QUESNEL.

Province de Québec, district de Richelieu, cour supérieure, No 6225. Dame Rose-Alma Beaudreault du village de Masueville, district de Richelieu, épouse de Jean-Baptiste Giguère, boucher, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs ledit Jean-Baptiste Giguère, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le sixième jour de mars 1918.

Le procureur de la demanderesse,

C.-J.-C. WURTELE.

929

Province de Québec, district de Montréal. No 1891. Cour supérieure. Dame Elizabeth-Léa Beauvais, de la cité et du district de Montréal, épouse commune en biens de Gustave Beauvais, du même lieu, et dûment autorisée par cette cour, à ester en justice, demanderesse; vs Gustave Beauvais du même lieu défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le trentième jour de janvier 1918.

Les avocats de la demanderesse,

PELLETIER, LETOURNEAU,
BEAULIEU & MERCIER.

Montréal, 22 février 1918. 741—9-5

Province of Quebec, district of Montreal. Superior Court. No. 4712. Dame Lily Lusignan, wife common as to property of Arthur Robillard, book-keeper, of the city and district of Montreal, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs the said Arthur Robillard, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this cause, on the 19th of February, 1918.

L.-C. MEUNIER,

Attorney for plaintiff.

Montreal, 28th February, 1918. 818—10-5

Province of Quebec, district of Quebec. No. 462. Superior Court. Mrs. Anna McKenzie, of Saint Gervais, wife of Joseph Breton, duly authorized to sue, plaintiff; vs the said Joseph Breton, defendant.

An action in separation as to property has been taken in this cause, the 25th day of February, 1918.

DROUIN & AMYOT,

Solicitors for plaintiff.

Quebec, 2nd March, 1918. 822—10-5

Province of Quebec, district of Montreal. No. 208. Superior Court. Dame Marie-Louise Lafrance, of Montfort, in the district of Terrebonne, wife common as to property of Alphonse Alluisi, farmer, of the same place, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs the said Alphonse Alluisi, defendant.

An action in separation as to property has been instituted on the 22nd February, 1918, in this cause.

F.-P. TREMBALY,

Attorney for plaintiff.

Montreal, 4th March, 1918. 826—10-5

Superior Court, Arthabaska, No. 366. Dame Caroline Chrétien, wife common as to property of the defendant, of Victoriaville, and duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs Paul Boucher, manufacturer, of Victoriaville, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause, on 11th December, 1917.

AUGUSTE QUESNEL,

Attorney for plaintiff.

880—10-5

Province of Quebec, district of Richelieu, superior court, No. 6225. Dame Rose-Alma Beaudreault, of the village of Massueville, in the district of Richelieu, wife of Jean-Baptiste Giguère, butcher, of the same place, duly authorized to "ester en justice", plaintiff; vs the said Jean-Baptiste Giguère, defendant.

An action for separation as to property has been, instituted in this cause, on the sixth day of March, 1918.

C.-J.-C. WURTELE,

Attorney for plaintiff.

930

Province of Quebec, district of Montreal. No. 1891. Superior Court. Dame Elizabeth-Léa Beauvais, wife common as to property of Gustave Beauvais, of the city and district of Montreal, and duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs Gustave Beauvais, of the same place, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this case the thirtieth day of January, 1918.

PELLETIER, LETOURNEAU,

BEAULIEU & MERCIER,
Attorneys for plaintiff.

Montreal, 22nd February, 1918. 742—9-5

Province de Québec, district de Montréal, No 256, cour supérieure. Dame Mathilda Richard des cité et district de Montréal, épouse d'Edmond Trahan, du même endroit, entrepreneur, demanderesse; vs Le dit Edmond Trahan, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, ce jour.

L'avocat de la demanderesse,

881—10-2 RENE CHENEVERT.

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 1575. Dame Laura Duplessis, épouse commune en biens de Alcide Gosselin, plombier, tous deux des cité et district de Montréal, demanderesse; vs le dit Alcide Gosselin, du même lieu, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause.

L'avocat de la demanderesse,

Montréal, 16 février 1918. 645—8-5 Z. GAUTHIER.

Province de Québec, district de Montréal, cour supérieure, No 3735. Dame Lena Solomon, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Max Usher, dûment autorisée par jugement de la cour supérieure aux fins des présentes, demanderesse; vs Max Usher, du même lieu, marchand, défendeur.

Une action en séparation de biens a, ce jour, été instituée par la demanderesse contre le défendeur.

Les avocats de la demanderesse,

JACOBS, COUTURE & FITCH.

Montréal, 31 janvier 1918. 643—8-5

Province de Québec, district d'Iberville No. 77. Dans la cour supérieure. Dame Joséphine Fréchette, épouse commune en biens de Timothé Trahan, commerçant et cultivateur, de la paroisse de Sainte-Anne-de-Sabrevoie, dans le district d'Iberville, dûment autorisée aux fins des présentes, demanderesse; vs le dit Timothé Trahan, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le deuxième jour de février 1918.

Les avocats de la demanderesse,

DEMERS & REGNIER.

Saint-Jean, 2 février 1918. 695—8-5

District de Chicoutimi, cour supérieure. No 4594. Isabelle Donaldson, épouse de Théophile Tardif, de Jonquières, commerçant, demanderesse; vs le dit Théophile Tardif, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause.

Le procureur de la demanderesse,

L. ALAIN.

Chicoutimi, 19 février 1918. 697—8-5

Province de Québec, district de Montréal, cour supérieure, No 1925. Dame Rachel Cohen, de la cité et du district de Montréal, épouse commune en biens de Archibald-H. Jackson, du même lieu, marchand, et dûment autorisée par jugement de la cour supérieure, requérante; vs Archibald-H. Jackson, du même lieu, intimé.

Une action en séparation de biens a été, ce jour, intentée par la demanderesse contre le défendeur.

Les procureurs de la requérante,

JACOBS, COUTURE & FITCH.

Montréal, 2 février 1918. 607—7-5

Province of Quebec, district of Montreal, No. 256, Superior Court. Dame Mathilda Richard, of the city and district of Montreal, wife of Edmond Trahan, of the same place, contractor, plaintiff; vs the said Edmond Trahan, defendant.

An action for separation as to property has been taken in this cause, this day.

RENE CHENEVERT,

882—10-2 Attorney for plaintiff.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 1575. Dame Laura Duplessis, wife common as to property of Alcide Gosselin, plumber, both of the city and district of Montreal, plaintiff; vs the said Alcide Gosselin, of the same place, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause.

Z. GAUTHIER,

Montreal, 16th February, 1918. 646—8-5 Attorney for plaintiff

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 3735. Dame Lena Solomon, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Max Usher, duly authorized by judgment of the Superior Court for the purposes of these presents, plaintiff; vs Max Usher, of the same place, merchant, defendant.

An action in separation as to property has, this day, been instituted by plaintiff against the defendant.

JACOBS, COUTURE & FITCH,

Attorneys for plaintiff.

Montreal, 31st January, 1918. 644—8-5

Province of Quebec, district of Iberville. No. 77. In the Superior Court. Dame Joséphine Fréchette, wife common as to property of Timothé Trahan, trader and farmer, of the parish of Sainte-Anne-de-Sabrevois, in the district of Iberville, duly authorized to the presents, plaintiff; vs the said Timothé Trahan, defendant.

An action in separation of property has been instituted in this case, on the second day of February, 1918.

DEMERS & REGNIER,

Advocates for plaintiff.

Saint John's, 2nd February, 1918. 696—8-5

District of Chicoutimi. Superior Court. No. 4594. Isabelle Donaldson, wife of Théophile Tardif, of Jonquières, trader, plaintiff; vs the said Théophile Tardif, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this case.

L. ALAIN,

Attorney for plaintiff.

Chicoutimi, 19th February, 1918. 698—8-5

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 1925. Dame Rachel Cohen, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Archibald-H. Jackson, of the same place, merchant, and duly authorized by judgment of the Superior Court, petitioner; vs Archibald-H. Jackson, of the same place, merchant, respondent.

An action in separation as to property has, this day, been instituted by plaintiff against the defendant.

JACOBS, COUTURE & FITCH,

Attorneys for petitioner.

Montreal, 2nd February, 1918. 608—7-5

Province de Québec, district de Montréal, No 2757. Cour supérieure.

Dame Cordélia Laframboise, épouse commune en biens de Rodolphe Chevalier, hôtelier, des cité et district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs ledit Rodolphe Chevalier.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 15 janvier 1918.

Les procureurs de la demanderesse,
THEBERGE & GERMAIN.

Montréal, 11 février 1918. 601—7-5

Province de Québec, district de Montréal, cour supérieure.

Dame Eméline David, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Joseph Kouri, restaurateur, du même lieu, dûment autorisée, demanderesse; vs ledit Joseph Kouri, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée par la demanderesse contre le défendeur, le 12 février 1918.

Le procureur de la demanderesse,
ARTHUR GIBEAULT,

Montréal, 12 février 1918. 599—7-5

District de Chicoutimi. Cour supérieure. No 5592. Sophie Dallaire, épouse de Joseph Dallaire, de Port-Alfred, journalier, demanderesse; vs ledit Joseph Dallaire, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause.

Le procureur de la demanderesse,
L. ALAIN.

Chicoutimi, 4 février 1918. 603—7-5

Province de Québec, district de Montréal, cour supérieure. Dame Rachel Bush, de la cité et du district de Montréal, épouse commune en biens de Samuel Glazman, du même lieu, barbier, et dûment autorisée par jugement de la cour supérieure, requérante; vs Samuel Glazman, du même lieu, intimé.

Une action en séparation de biens a été, ce jour, intentée par le demandeur contre le défendeur.

Les procureurs de la requérante,
JACOBS, COUTURE & FITCH.

Montréal, 2 février 1918. 605—7-5

Province of Quebec, district of Montreal, No. 2757. Superior Court.

Dame Cordélia Laframboise, wife common as to property of Rodolphe Chevalier, hotel-keeper, of the city and district of Montreal, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs the said Rodolphe Chevalier.

An action in separation as to property has been instituted in this cause on the 15th January, 1918.

THEBERGE & GERMAIN,
Attorneys for plaintiff.

Montreal, 11th February, 1918. 602—7-5

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court.

Dame Eméline David, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Joseph Kouri, restaurant keeper, of the same place, duly authorized, plaintiff; vs the said Joseph Kouri, defendant.

An action for separation of property has been instituted by plaintiff against defendant, on the 12th February, 1918.

ARTHUR GIBEAULT,
Attorney of plaintiff.

Montreal, 12th February, 1918. 600—7-5

District of Chicoutimi. Superior Court. No. 5592. Sophie Dallaire, wife of Joseph Dallaire, of Port-Alfred, laborer, plaintiff; vs the said Joseph Dallaire, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause.

L. ALAIN,
Attorney for plaintiff.

Chicoutimi, 4th February, 1918. 604—7-5

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court. Dame Rachel Bush, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Samuel Glazman, of the same place, barber, and duly authorized by judgment of the Superior Court, petitioner; vs Samuel Glazman, of the same place, respondent.

An action in separation as to property has, this day, been instituted by plaintiff against the defendant.

JACOBS, COUTURE & FITCH,
Attorneys for petitioner.

Montreal, 2nd February, 1918. 606—7-5

Avis

Province de Québec, district de Québec, municipalité du village de Sainte-Jeanne-de-Neuvville.

Avis public est par les présentes donné par les soussignés, Thomas Savary, M. D., maire de la dite municipalité, et Edouard Hamel, secrétaire-trésorier de ladite municipalité, que par un arrêté ministériel, en date du vingt-trois février dernier 1918, il a plu à Monsieur l'administrateur en conseil de changer le nom de la "municipalité du village de Sainte-Jeanne-de-Neuvville" en celui de "municipalité du village de Pont-Rouge", conformément aux dispositions de l'article 48 du Code municipal de la province de Québec.

Donné à Ste-Jeanne-de-Neuvville village, ce huit du mois de mars, mil neuf cent dix-huit.

Le maire,
THOS SAVARY, M. D.
Le secrétaire-trésorier,
ED HAMEL.

935

Notices

Province of Quebec, district of Quebec, municipality of the village of Sainte-Jeanne-de-Neuvville.

Public notice is hereby given by the undersigned Thomas Savary, M. D., mayor of the aforesaid municipality, and Edouard Hamel, secretary treasurer, of the aforesaid municipality, that by Order in Council bearing date the twenty third February last, 1918, His Honour the Administrator has been pleased to change the name of the "municipality of the village of Sainte-Jeanne-de-Neuvville" to that of "municipality of the village of Pont-Rouge", pursuant to the provisions of article 48 of the Municipal Code of the Province of Quebec.

Given at Sainte-Jeanne-de-Neuvville, village, this eighth day of March, one thousand nine hundred and eighteen.

THOS SAVARY, M. D.
Mayor.
ED HAMEL,
Secretary Treasurer.

936

**Compagnie autorisée à faire des
opérations**

La Compagnie "The Noiseless Typewriter Company" a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec.

Les pouvoirs donnés à la dite compagnie par sa charte, seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature, créées en vertu des lois de la province de Québec, et sujettes aux formalités prescrites par les lois existantes de cette province.

La principale place d'affaires, dans la province, est à Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est le Dr Charles-W. Colby, de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
C.-J. SIMARD.
Québec, 6 mars 1918. 1021

**Company authorized to do
business**

The company "The Noiseless Typewriter Company" has been authorized to do business in the Province of Quebec.

The powers conferred to the said company by its charter, shall be limited to those granted to corporations of a like nature, created in virtue of the law of the Province of Quebec, and subject to the formalities prescribed by the law known in force of the Province.

Its chief place of business, in the Province, is at Montreal.

Its principal agent, for the purpose of receiving services in any suits and proceedings instituted against it, is Dr. Charles-W. Colby, of Montreal.

C.-J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.
Quebec, 6th March, 1918. 1022

ERRATUM

Dans la version anglaise de la loi 8 George V, chapitre 71, section 2, à la page 56 du Supplément du 23 février 1918, les mots ajoutés par le paragraphe a de la section 2, doivent se lire comme suit : "the said compensation not to be less than four dollars per week" au lieu de : "the said compensation not to be more than four dollars per week". 949

ERRATUM

In English version of the act 8 George V, chapter 71, section 2, as appears on page 56 of Supplement of February 23rd, 1918, the words added by paragraph a of section 2 should read : "the said compensation not to be less than four dollars per week", instead of : "the said compensation not to be more than four dollars per week". 950

Faillite—avis de

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 42. *In re*: La Cie des savons français, Montréal, failli.

Avis est donné que le 7 mars 1918, par ordre de la cour supérieure, nous avons été nommés curateurs à la succession de la sus-nommée, qui a fait une cession judiciaire de tous ses biens et effets au bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations, assermentées, doivent être produites à notre bureau sous un mois de cette date.

Les curateurs,
F.-R. VINET,
P.-H. DUFRESNE.

Bâtisse Banque Nationale,
99 rue Saint-Jacques.
Montréal, 16 mars 1918. 933

Dans l'affaire de John Forman & Sons, faillis.

Avis est par le présent donné que le soussigné, Gordon-W. Scott, comptable licencié, de la cité de Montréal, a été nommé curateur en cette affaire par jugement de la Cour supérieure intervenu le neuvième jour de mars 1918.

Toutes les personnes qui ont des réclamations contre les susdits faillis reçoivent avis de les produire, suivant la loi, à mon bureau, dans un délai de trente jours.

Le curateur,
GORDON-W. SCOTT.

JOHN FORMAN & SONS, faillis.
Bureau de P.-S. Ross & Sons,
142 rue Notre-Dame-Ouest.
Montréal, 9 mars 1918. 939

Notices of Bankruptcy

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court. No. 42. *In re*: La Cie des savons français, Montreal, insolvents.

Notice is hereby given that on the 7th March, 1918, by order of the Superior Court, we were appointed curators to the estate of the above named, who have made a judicial abandonment of their assets for the benefit of thier creditors.

Sworn claims must be fyled at our office within one month.

F.-R. VINET,
P.-H. DUFRESNE,
Curators.

Banque Nationale Building,
99 Saint James street,
Montreal, 16th March, 1918. 934

In the matter of John Forman & Sons, insolvent.

Notice is hereby given that, by judgment rendered by the Superior Court, on the ninth day of March, 1918, the undersigned, Gordon-W. Scott, chartered accountant, of the city of Montreal, was appointed curator in this matter.

All parties having claims against above insolvents are notified to file them, according to law, at my office, within a delay of thirty days.

GORDON-W. SCOTT,
Curator.

JOHN FORMAN & SONS, insolvents.
Office of P. S. Ross & Sons,
142 Notre Dame street West,
Montreal, 9th March, 1918. 940

Province de Québec, district de Montréal.
No 45. Cour supérieure. *Re*: "House of Style,
Limited", en liquidation.

Avis est par les présentes donné que le soussigné
a été nommé liquidateur de la compagnie en
liquidation, par jugement rendu le 5 mars 1918.

Les créanciers de la compagnie en liquidation
et toutes personnes ayant des réclamations contre
elle, devront produire leurs réclamations, attes-
tées sous serment, entre les mains du liquidateur,
à mon bureau, au numéro 90 rue Saint-Jacques,
à Montréal, le ou avant le 7ème jour d'avril 1918.

Le liquidateur,
GEORGES DUCLOS.

Montréal, 8 mars 1918. 941

Re: Saulnier & Simard, marchands, la Malbaie,
insolvables.

Avis est par le présent donné que les dits
insolvables ont fait cession judiciaire de leurs
biens pour le bénéfice de leurs créanciers, et les
soussignés ont été nommés gardiens provisoires.

Les gardiens-provisoires,
LEFAIVRE & GAGNON.

Bureau: 147 Côte de la Montagne,
(Edifice Bossé).
Québec, 9 mars 1918. 943

District de Québec. Dans l'affaire de Edouard
Juneau, marchand, Pont-Rouge, insolvable.

Avis est par le présent donné qu'un premier
et dernier bordereau de dividende a été préparé
en cette affaire et sera sujet à objection jusqu'au
25 mars courant.

Ce dividende sera payable à notre bureau, le
ou après le 26 mars 1918.

Les curateurs conjoints,
BEDARD & BELANGER.

Bureau: 101 rue Saint-Pierre.
Québec, le 7 mars 1918. 945

Province de Québec, district de Montréal, cour
supérieure, No 44. Dans l'affaire de Dame
Alice Martel, marchande, des cité et district de
Montréal, faillie.

Avis est donné que le 1er mars 1918, par ordre
cette cour, nous avons été nommés curateurs aux
biens de la sus-nommée.

Les réclamations, attestées sous serment, doi-
vent être produites entre nos mains dans les
trente jours de cette date.

Les curateurs,
J.-A. BENOIT,
L.-T.-B. DE GROSBOIS.

Bureau de Benoit & de Grosbois,
20 rue Saint-Jacques.
Montréal, 7 mars 1918. 951

District de Québec.

Dans l'affaire de Edouard Turgeon, entrepre-
neur, Lauzon, insolvable.

Avis est par le présent donné qu'un premier
et dernier bordereau de dividende a été préparé
en cette affaire et sera sujet à objection jus-
qu'au 26 mars courant.

Ce dividende sera payable à notre bureau, le
ou après le 27 mars 1918.

Les curateurs conjoints,
BEDARD & BELANGER.

Bureau: 101 rue Saint-Pierre,
Québec, le 9 mars 1918. 957

Province of Quebec, district of Montreal.
No. 45. Superior Court. *Re*: House of Style,
Limited, in liquidation.

Notice is hereby given that the undersigned has
been appointed liquidator to the said company
in liquidation, by a judgment rendered on March
the 5th, 1918.

The creditors or any other persons having
claims against the said company in liquidation,
must file the said claims, duly attested, at my
office, 90 Saint James street, Montreal, on or
before the 7th day of April, 1918.

GEORGES DUCLOS,
Liquidator.

Montreal, 8th March, 1918. 942

Re: Saulnier & Simard, of Murray Bay, mer-
chants, insolvents.

Notice is hereby given that the said insolvents
have made a judicial assignment of their assets
for the benefit of their creditors, and the under-
signed have been appointed provisional guardians.

LEFAIVRE & GAGNON,
Provisional guardians.

Office: 147 Mountain Hill,
(Bossé Building).
Quebec, 9th March, 1918. 944

District of Quebec. In the matter of Edouard
Juneau, merchant, Pont-Rouge, insolvent.

Notice is hereby given that a first and final
dividend sheet has been prepared in this matter
and will be opened to objection until 25th March,
1918.

This dividend will be payable at our office, on
or after the 26th of March, 1918.

BEDARD & BELANGER,
Joint curators.

Office: 101 Saint-Peter street.
Quebec, 7th March, 1918. 946

Province of Quebec, district of Montreal, Super-
ior Court, No. 44. In the matter of Dame Alice
Martel, public trader, of the city and district of
Montreal, insolvent.

Notice is hereby given that on the 1st March,
1918, by order of this Court, we were appointed
curators to the property of the aforesaid insolvent

Sworn claims must be filed with us within
thirty days from this date.

J.-A. BENOIT,
L.-T.-B. DE GROSBOIS,
Curators.

Office of Benoit & de Grosbois,
20 Saint-James street.
Montreal, 7th March, 1918. 952

District of Quebec.

In the matter of Edouard Turgeon, contrac-
tor, Lauzon, insolvent.

Notice is hereby given that a first and final
dividend sheet has been prepared in this matter
and will be opened to objection until 26th
March, 1918.

This dividend will be payable at our office,
on or after the 27th March, 1918.

BEDARD & BELANGER,
Joint curators.

Office: 101 Saint Peter street,
Quebec, 9th March, 1918. 958

Re : Edouard Archer, faisant affaires en la cité de Québec, sous les nom et raison de "The Archer & Co., Regd.," marchands de charbon.

Avis est par le présent donné que le dit insolvable a fait cession judiciaire de tous ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, le 11 mars 1918, et les soussignés ont été nommés gardiens provisoires.

Les gardiens provisoires,
LEFAIVRE & GAGNON.

Bureau: 147 Côte de la Montagne, édifice Bossé.
Québec, le 11 mars 1918. 955

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 273. Paul Theoret a, le 14ème jour de décembre 1917, fait cession de ses biens, et j'ai été nommé gardien provisoire.

SIMON-P. MYERS,
Montréal, 8 mars 1918. 1009

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 55. Francis-Denis Stewart a, ce jour, fait cession de ses biens, et j'ai été nommé gardien provisoire.

EDWARD BENNETT.
Montréal, 7 mars 1918. 1011

Canada, province de Québec, district de Québec, Cour supérieure, No 324. Dans l'affaire de Edouard Pelletier & Fils, entrepreneurs-maçons, Québec, insolvable.

Avis est par le présent donné qu'en vertu d'un ordre de la Cour supérieure, en date du 11 mars 1918, nous avons été nommés curateurs aux biens de cette faillite.

Toutes personnes ayant des réclamations contre lesdits insolvable sont requises de les produire à notre bureau, dûment assermentées, dans les trente jours du présent avis.

Les curateurs conjoints,
THERIAULT & GAGNON.

Bureau : 52 rue Saint-Joseph.
Québec, 12 mars 1918. 1015

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 85. *In re* : Levi Paquette, Saint-Elzéar, P. Q., failli.

Un 1er et dernier bordereau de dividende a été préparé et sera payable à notre bureau, le ou après le 1er avril 1918.

Toute contestation de tel dividende doit être déposée entre nos mains avant la date ci-haut mentionnée.

Les curateurs,
F.-R. VINET,
P.-H. DUFRESNE.

Edifice Banque Nationale,
99, rue Saint-Jacques.
Montréal, 16 mars 1918. 1049

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 29. *In re* : B. Damiens & J.-H. David, Montréal, faillis.

Un premier bordereau de dividende a été préparé et sera payable à notre bureau le ou après le 1er avril 1918.

Toute contestation de tel dividende doit être déposée entre nos mains avant la date ci-haut mentionnée.

Les curateurs,
F.-R. VINET,
P.-H. DUFRESNE.

Bâtisse Banque Nationale
99, rue Saint-Jacques.
Montréal, 16 mars 1918. 1051

Re : Edouard Archer, doing business in the city of Quebec, under the name and style of Archer & Co., Regd., as coal merchants, insolvent.

Notice is hereby given that the said insolvent has made a judicial assignment of his assets for the benefit of his creditors, on 11th March, 1918, and the undersigned have been appointed provisional guardians.

LEFAIVRE & GAGNON,
Provisional guardians.

Office: 147 Mountain Hill, Bossé building.
Quebec, 11th March, 1918. 956

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court. No. 273. Paul Theoret has, the 14th day of December, 1917, made a judicial abandonment, and I have been appointed provisional guardian.

SIMON-P. MYERS,
Montreal, 8th March, 1918. 1010

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court. No 55. Francis-Denis Stewart has, this day, made a judicial abandonment, and I have been appointed provisional guardian.

EDWARD BENNETT.
Montreal, 7th March, 1918. 1012

Canada, Province of Quebec, district of Quebec, Superior Court. No. 324. In the matter of Edouard Pelletier & Fils, master masons, Quebec, insolvents.

Notice is hereby given that under an order of the Superior Court, dated the 11th March, 1918, we were appointed curators to the property of this estate.

Parties having claims against the above insolvents are requested to file same at our office, duly attested under oath, within thirty days from the present notice.

THERIAULT & GAGNON,
Joint curators.

Office : 52 Saint Joseph street.
Quebec, 12th March, 1918. 1016

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 85. *In re* : Levi Paquette, Saint-Elzéar, P. Q., insolvent.

A first and final dividend has been prepared and will be payable at our office, on or after 1st April 1918.

Any contestation of such dividend must be deposited with us before the date above mentioned.

F.-R. VINET,
P.-H. DUFRESNE,
Curators.

Banque Nationale building,
99 Saint James street.
Montreal, 16th March, 1918. 1050

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 29. *In re* : B. Damiens & J.-H. David, Montréal, insolvents.

A first dividend has been prepared and will be payable at our office on or after 1st April, 1918.

Any contestation of such dividend must be deposited with us before the above mentioned.

F.-R. VINET,
P.-H. DUFRESNE,
Curators.

Banque National building,
99 Saint James street.
Montreal, 16th March, 1918. 1052

Canada, province de Québec, district de Saint-François, No 11. Dans la Cour supérieure. Lymans, Limited, demandeurs; vs Edward-C. Fraser, défendeur et failli.

Un premier bordereau de dividende a été préparé en la présente affaire sujet à objection jusqu'au trentième jour de mars 1918, après laquelle date les dividendes seront payables à mon bureau, 125 rue Wellington, Sherbrooke.

Le curateur,
JOHN-J. GRIFFITH, L.I.C.
Sherbrooke, le 14 mars 1918. 953

Canada, Province of Quebec, district of Saint Francis, No. 11. In the Superior Court. Lymans, Limited, plaintiffs; vs Edward-C. Fraser, defendant and insolvent.

A first dividend sheet has been prepared in this matter open to objection until the thirtieth day of March, 1918, after which date dividends will be payable at my office, 125 Wellington street, Sherbrooke.

JOHN-J. GRIFFITH, L.I.C.,
Curator.
Sherbrooke, 14th March, 1918. 954

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure. *In re*: Mel e Angelina Pelletier, insolvable, 825 Sainte-Catherine-Est, Montréal.

Un premier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire et sera ouvert à objection jusqu'au 30 mars 1918, après laquelle date ce dividende sera payable à mon bureau, 83 rue Craig-Ouest, Montréal.

Le curateur,
VINCENT LAMARRE
Bureaux: 820 Edifice "Power".
Montréal, 13 mars 1918. 1053

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court. *In re*: Miss Angelina Pelletier, insolvent, 825 Sainte Catherine-East, Montreal.

A first dividend sheet has been prepared in this matter and will be open to objection until March 30th, 1918, after which date this dividend will be payable at my office, 83 Craig street West, Montreal.

VINCENT LAMARRE,
Curator.
Office: 820 "Power" bldg.
Montreal, 13th March, 1918. 1054

Canada, province de Québec, district de Roberval, Cour supérieure.

J.-Albert Tremblay, de la paroisse de Albanel, marchand, a, le 7 mars 1918, fait cession judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la Cour supérieure, du district de Roberval, conformément à la loi.

Le gardien provisoire,
J.-P.-E. GAGNON.
Bureau: 44 et 46 rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie du Richelieu.
Québec, 13 mars 1918. 1055

Canada, province of Quebec, district of Roberval, Superior Court.

J.-Albert Tremblay, of the parish of Albanel, merchant, has, on the 7th March, 1918, made a judicial assignment of his property for the benefit of his creditors, at the protonotary's office of Superior Court, of the district of Roberval, according to law.

J.-P.-E. GAGNON,
Provisional guardian.
Office: 44 and 46 Dalhousie street.
Richelieu Co. building.
Quebec, 13th March, 1918. 1056

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure. Dans l'affaire de J.-O. Vallée, Montréal, failli.

Avis est par le présent donné que, le 12 mars 1918, nous avons été nommés curateurs conjoints à la succession dudit failli.

Toutes les personnes qui ont des réclamations contre l'édit failli sont priées de les produire, dûment assermentées, dans les 30 jours de la présente date.

Les curateurs conjoints,
J.-WILFRID MICHAUD.
HENRI DESROSIERS.
Montréal, le 12 mars 1918. 1057

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court. *In re*: J.-O. Vallée, Montreal, insolvent.

Notice is hereby given that, on the 12th day of March, 1918, we were appointed joint curators to the estate of said insolvent.

All parties having claims against said insolvent are requested to file same, duly attested under oath, within 30 days from this date.

J.-WILFRID MICHAUD,
HENRI DESROSIERS,
Joint curators
Montreal, 12th March, 1918. 1058

Licitation

Province de Québec, district de Joliette, No 7924. Cour supérieure. Avis public est par le présent donné que, par et en vertu d'un jugement de la Cour supérieure, siégeant à Joliette, dans le district de Joliette, le 14 mars 1918, dans une cause dans laquelle Louis alias Cham Dupuis, machiniste, de la cité et du district de Montréal, est demandeur; et Dame Julie Dupuis, du village de Saint-Jacques-de-l'Achigan, district de Joliette, veuve de feu Edmond Dupuis, en son vivant cultivateur, du même lieu, Joseph Dupuis, de Ville-Marie, dans le district de Pontiac, Louis Dupuis, de Lorrainville, district de Pontiac, Alcide Bourgeois, de Camperville, dans la province de Manitoba, l'une des provinces de la puissance du Canada, Lionel Dupuis, de Fort-William, dans la province

Licitation

Province of Quebec, district of Joliette, No. 7924, Superior Court. Public notice is hereby given that, under and by virtue of a judgment of the Superior Court, sitting at Joliette, in the district of Joliette, on the 14th March, 1918, in a cause wherein Louis alias Cham Dupuis, machinist, of the city and district of Montreal, is plaintiff; and Dame Julie Dupuis, of the village of Saint-Jacques-de-l'Achigan, district of Joliette, widow of late Edmond Dupuis, in his lifetime farmer, of the same place, Joseph Dupuis, of Ville-Marie, in the district of Pontiac, Louis Dupuis, of Lorrainville, district of Pontiac, Alcide Bourgeois, of Camperville, in the Province of Manitoba, one of the Provinces of the Dominion of Canada, Lionel Dupuis, of Fort-William, in the Province of Ontario, one of the

d'Ontario, l'une des provinces de la puissance du Canada, et maintenant en service actif dans l'armée anglaise, Joseph Bourgeois, de Rainy-River, dans la dite province d'Ontario, Edmond Dupuis, de Hampton Pond, dans l'état du Massachusetts, l'un des états-unis d'Amérique, Eugénie Brouillette, de Hamar, dans l'état de Dakota-Nord, l'un des états-unis d'Amérique, veuve de feu John Boule, en son vivant cultivateur, du même lieu, Ozias Bourgeois et Edmond Bourgeois, tous deux de Saint-Malo, dans la dite province de Manitoba, Dame Victoria Bourgeois, épouse de Octave Poirier, fermier, du dit lieu de Saint-Malo, et ce dernier tant personnellement que pour autoriser sa dite épouse aux fins des présentes, Dame Méline Bourgeois, épouse de Joseph Gauthier, cultivateur, du dit lieu de Saint-Malo, et ce dernier tant personnellement que pour autoriser son épouse aux fins des présentes, Dame Valérie Bourgeois, épouse de Edmond Malo, marchand, du dit lieu de Saint-Malo, et ce dernier tant personnellement que pour autoriser son épouse aux fins des présentes, Dame Céline Bourgeois, épouse de Damase Malo, cultivateur, du dit lieu de Saint-Malo, et ce dernier tant personnellement que pour autoriser son épouse aux fins des présentes, Dame Rosina Bourgeois, épouse de Joseph Paquette, journaliste, du dit lieu de Saint-Malo, et ce dernier tant personnellement que pour autoriser son épouse aux fins des présentes, Dame Adeline Dupuis, épouse de H.-W. Peterson, de Poplar-Bluff, dans l'état de Missouri, l'un des états-unis d'Amérique, et ce dernier tant personnellement que pour autoriser sa dite épouse aux fins des présentes, et Octave Brouillet, de la ville et du district de Joliette, sont défendeurs, ordonnant la licitation d'un immeuble désigné comme suit, savoir :

Un emplacement connu et désigné sur le plan et au livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Saint-Jacques, sous le numéro deux cent soixante-quatorze (274)—avec maison et autres bâtisses.

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur, le DIX-SEPTIEME jour d'AVRIL prochain, cour tenante, dans la salle d'audience du palais de justice de la cité de Joliette, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de la dite Cour ; et toute opposition à fin d'annuler, à fin de charge ou à fin de distraire à la dite licitation devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite Cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication ; et toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication ; et à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

Les avocats et procureurs du demandeur,
GUIBAULT & SYLVESTRE.
 Joliette, 14 mars 1918. 1063—11-2

Provinces of the Dominion of Canada, and presently in active service in the British army, Joseph Bourgeois, of Rainy-River, in said Province of Ontario, Edmond Dupuis, of Hampton Pond, in the State of Massachusetts, one of the United States of America, Eugénie Brouillette, of Hamar, in the State of North Dakota, one the United States of America, widow of John Boule, in his lifetime farmer, of the same latter place, Ozias Bourgeois and Edmond Bourgeois, both of Saint Malo, in the said Province of Manitoba, Dame Victoria Bourgeois, wife of Octave Poirier, farmer, of said place of Saint Malo, and the latter both personally and to authorize his said wife for the purposes hereof, Dame Méline Bourgeois, wife of Joseph Gauthier, farmer, of the said place of Saint Malo, and the latter both personally and to authorize his said wife for the purposes hereof, Dame Valérie Bourgeois, wife of Edmond Malo, merchant, of the said place of Saint Malo, and the latter both personally and to authorize his wife for the purposes hereof, Dame Céline Bourgeois, wife of Damase Malo, farmer, of the said place of Saint Malo, and the latter to authorize his wife for the purposes hereof, Dame Rosina Bourgeois, wife of Joseph Paquette, laborer, of said place of Saint Malo, and the latter both personally and to authorize his wife for the purposes hereof, Dame Adeline Dupuis, wife of H.-W. Peterson, of Poplar-Bluff, in the State of Missouri, one of the United States of America, and the latter both personally and to authorize his said wife for the purposes hereof, and Octave Brouillet, of the town and district of Joliette, are defendants, ordering the licitation of a certain immovable designated as follows, to wit :

That certain emplacement known and designated on the official cadastral plan and book of reference of the parish of Saint Jacques, under the number two hundred and seventy four (274)—with a house and other dwellings thereon.

The immovable above described will be put up to auction and adjudged to the last and highest bidder, on the SEVENTEENTH day of APRIL, 1918, sitting the Court, in the Court room of the Joliette Court House, subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges deposited in the office of the prothonotary of the said Court ; and that any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation must be filed in the office of the prothonotary of the said Court at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication and failing the parties to file such oppositions within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

GUIBAULT & SYLVESTRE,
 Attorneys for plaintiff.
 Joliette, 14th March, 1918. 1064—11-2

Liquidation—Avis de

Avis est par le présent donné que la "Caisse de maladie et de frais funéraires de la Cour St-André-Avellin", société de secours mutuels régulièrement incorporée, en vertu d'une résolution adoptée à une assemblée générale des membres de ladite société, tenue le 2 février 1918, a décidé de liqui-

Liquidation—Notice of

Notice is hereby given that "La Caisse de maladie et de frais funéraires de la Cour Saint-André-Avellin", a mutual benefit association duly incorporated in virtue of a resolution adopted at a general meeting of its members, held February 2nd, 1918, has resolved to wind up its affairs, and

der ses affaires, et de ne plus accepter de contrats à partir du premier jour de mars prochain (1918), et ladite société se propose de nommer comme liquidateur monsieur J.-N. Vallières, de Saint-André-Avellin, membre de ladite société, à une assemblée générale de ses membres, qui sera tenue le seizième jour de mars 1918, à 2 heures, dans la salle ordinaire des réunions de ladite société.

Donné à Saint-André-Avellin, ce onzième jour de février 1918.

Le secrétaire archiviste,
1007 J.-ARTHUR BOURGEOIS.

LIQUIDATION VOLONTAIRE DES COMPAGNIES A FONDS SOCIAL.

ARTICLE 6127, STATUTS REFOUNDUS, QUÉBEC

Avis est par le présent donné qu'à une assemblée générale spéciale des actionnaires de la "Quebec Engineering Company, Limited", tenue au bureau de la compagnie, mardi, le 26 février 1918, une résolution a été adoptée à l'effet de liquider et dissoudre la compagnie.

Le sous-secrétaire de la province,
C.-J. SIMARD.
Québec, le 13 mars 1918. 1047

Avis est par le présent donné que, à une assemblée des actionnaires de "La Compagnie de béton de Saint-Joseph-de-Beauce", dûment convoquée et tenue à Montréal, le douzième jour de mars 1918, résolution a été passée décidant la liquidation et la dissolution de la susdite compagnie, et que M. I. Dallaire a été nommé liquidateur.

Le sous-secrétaire de la province,
C.-J. SIMARD.
Québec, le 14 mars 1918. 1081

En vertu de la loi des liquidations.

Province de Québec, district de Montréal.
In re: Damien Lalonde, ltée, Montréal, en liquidation.

Avis est par les présentes donné que les sous-signés, François-Régis Vinet et Pierre-H. Dufresne, en leur qualité de liquidateurs conjoints de la Cie Damien Lalonde, ltée, en liquidation, ont rendu, conformément aux termes d'un jugement rendu par l'honorable juge Dugas, le 21 décembre 1917, à Ernest Guimont, avocat, de la cité de Montréal, par acte reçu le 9 février 1918, devant le notaire G.-A. Bourdeau, sous le No 8627 de ses minutes, les immeubles suivants:

a. Sept lots de terre situés dans le quartier Saint-Denis, de la cité de Montréal, et portant les numéros deux cent six, deux cent sept, deux cent huit, deux cent neuf, deux cent dix, deux cent onze et deux cent douze (206, 207, 208, 209, 210, 211 et 212) de la subdivision du lot No trois cent vingt-huit (328), des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte-Saint-Louis, dans le comté d'Hochelega, mesurant chacun vingt-cinq pieds de largeur par cent douze pieds de profondeur, formant ensemble une étendue de terrain; bornée en front au sud-ouest par la rue Amherst, en arrière par une ruelle, du côté nord-ouest par une autre ruelle portant le No 205 de la dite subdivision, et du côté sud-ouest par le lot No 213 de la même subdivision, mais avec droit de passage en commun avec d'autres dans les dites ruelles, à la charge de les entretenir nettes et propres en toutes saisons, à frais communs avec tous ceux y ayant droit—avec bâtisses dessus construites et machines y installées.

to cease to take new contracts from March 1st, 1918, and the said association has the intention to appoint Mr. J.-N. Vallières, Saint-André-Avellin, P. Q., a member of the said association as liquidator, to a general meeting of its members, which will be held on the sixteenth day of March, 1918, at 2 o'clock P. M., in the ordinary hall of association's meeting.

Given at Saint-André-Avellin, this eleventh day of March, 1918.

J.-ARTHUR BOURGEOIS,
1008 Recording secretary.

VOLUNTARY WINDING UP OF JOINT STOCK COMPANIES.

ARTICLE 6127, REVISED STATUTES, QUEBEC.

Notice is hereby given that at a special general meeting of the shareholders of the Quebec Engineering Company, Limited, held at the office of the company, on Tuesday, the 26th of February, 1918, a resolution has been passed for the winding up and dissolution of the company.

C.-J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.
Québec, 13th March, 1918. 1048

Notice is hereby given that at a meeting of the shareholders of "La Compagnie de béton de Saint-Joseph-de-Beauce", duly called and held at Montreal, on the twelfth day of March, 1918, it was decided, by resolution, to wind up and dissolve the aforesaid company, and Mr. I. Dallaire was appointed liquidator.

C.-J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.
Québec, 14th March, 1918. 1082

Under the winding up act.

Province of Quebec, district of Montreal.
In re: Damien Lalonde, limited, in liquidation, Montreal.

Notice is hereby given that the undersigned, François-Régis Vinet and Pierre-H. Dufresne, in their quality of joint liquidators to the company Damien Lalonde, ltd., in liquidation, have sold, in conformity with a judgment rendered by Hon. Justice Dugas, on 21st December, 1917, to Ernest Guimont, advocate, of the city of Montreal, by deed received on 9th February, 1918, by notary G.-A. Bourdeau, under 8627 of his minutes, the undermentioned immovables:

a. Seven lots of land situate in Saint Denis ward, of the city of Montreal, and bearing numbers two hundred and six, two hundred and seven, two hundred and eight, two hundred and nine, two hundred and ten, two hundred and eleven and two hundred and twelve (206, 207, 208, 209, 210, 211 and 212) of the subdivision of lot number three hundred and twenty-eight (328), of the official plan and book of reference of the incorporated village of Cote-St-Louis, in the Hochelega county, measuring each twenty-five feet wide by one hundred and twelve feet deep, forming altogether a parcel of land; bounded in front on the south west by Amherst street, in rear by a lane, on the north-west side by another lane bearing number 205 of said subdivision, and on the south-west side by lot number 213 of said subdivision, but with the right of way in common with others in said two lanes, subject to the charge of keeping them neat and clean in all seasons, at common costs with those having rights thereto—with buildings thereon erected and machinery therein.

b. Quinze autres lots de terre situés au même lieu et portant les numéros cent trente-quatre, cent trente-cinq, cent trente-six, cent trente-sept, cent trente-huit, cent trente-neuf, cent quarante, cent quarante et un, cent quarante-deux, cent quarante-trois, cent quarante-quatre, cent quarante-cinq, cent quarante-six, cent quarante-sept et cent quarante-huit (134, 135, 136, 137, 138, 139, 140, 141, 142, 143, 144, 145, 146, 147 et 148) de ladite subdivision du numéro trois cent vingt-huit (328), des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte-Saint-Louis, mesurant chacun vingt-cinq pieds de largeur par cent pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, formant ensemble une étendue de terrain; bornée en front au nord-est par ladite rue Amherst, en arrière par une ruelle, du côté nord-ouest par une autre ruelle portant le No 74 de la dite subdivision, et du côté sud-ouest par le lot No 149 de la même subdivision, mais avec droit de passage en commun avec d'autres dans les dites deux ruelles, à la charge de les entretenir nettes et propres en toutes saisons, à frais communs avec tous ceux y ayant droit—avec bâtisses dessus construites et machines y installées.

c. Un autre lot de terre de figure irrégulière situé au même lieu, formant la partie nord-est du numéro soixante-treize (73) de ladite subdivision du lot No trois cent vingt-huit (328), des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte-Saint-Louis; ladite partie de lot mesurant quatre-vingt-treize pieds et neuf pouces de largeur en front et allant en élargissant par une profondeur de cent pieds; borné en front au nord-est par ladite rue Amherst, en arrière par une ruelle de vingt pieds de largeur, du côté nord-ouest par le chemin de fer du Pacifique Canadien, et du côté sud-est par ladite ruelle portant le No 74, avec droit de passage en commun avec tous autres ayant droit dans lesdites deux ruelles—avec bâtisses dessus construites.

d. Un terrain de figure irrégulière situé dans le quartier Saint-Denis, de la cité de Montréal, et portant le No deux cent trois (203) de la subdivision du numéro trois cent vingt-huit (328), des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte-Saint-Louis, dans le comté d'Hochelaga; le dit terrain mesurant cent onze pieds de largeur en front et quatre-vingt-seize pieds en arrière, par une profondeur de cent trente-deux pieds, formant une superficie d'environ treize mille six cent soixante-deux pieds carrés, le tout mesure anglaise et plus ou moins; borné en front au sud-ouest par la rue Amherst, en arrière par partie du lot No 275 de la subdivision du No 331, des plan et livre de renvoi officiels du dit village de la Côte-Saint-Louis, du côté nord-ouest par la ligne de chemin de fer du Pacifique Canadien, et du côté sud-est par deux ruelles portant les Nos 204 et 205 de la dite subdivision, mais avec droit de passage en commun avec d'autres dans lesdites ruelles, à charge de les entretenir nettes et propres en toutes saisons à frais communs avec tous ceux y ayant droit—avec bâtisses dessus construites.

e. Tous les droits, titres et prétentions de la Cie Damien Lalonde, limitée, sur les lots connus et désignés comme étant les numéros 204 et 205 ci-dessus mentionnés, de la subdivision du lot No 328, des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte-Saint-Louis.

Les soussignés donnent en outre avis qu'une copie de l'acte de vente ci-dessus mentionné, ainsi que le certificat du régistreur se rappor-

b. Fifteen other lots of land situate at the same place and bearing numbers one hundred and thirty-four, one hundred and thirty-five, one hundred and thirty-six, one hundred and thirty-seven, one hundred and thirty-eight, one hundred and thirty-nine, one hundred and forty, one hundred and forty-one, one hundred and forty-two, one hundred and forty-three, one hundred and forty-four, one hundred and forty-five, one hundred and forty-six, one hundred and forty-seven and one hundred and forty-eight (134, 135, 136, 137, 138, 139, 140, 141, 142, 143, 144, 145, 146, 147 and 148) of said subdivision of number three hundred and twenty-eight (328), of the official plan and book of reference of the incorporated village of Cote-St-Louis, measuring each twenty-five feet wide by one hundred feet deep, English measure and more or less, forming altogether a parcel of land; bounded in front and on the northeast by said Amherst street, in rear by a lane, on the north west side by another lane bearing number 74 of said subdivision, and on the southwest side by lot number 149 of same subdivision, but with the right of way in common with others in said two lanes, subject to the charge of keeping them neat and clean in all seasons, at common costs with those having right thereto,—with buildings thereon erected and machinery therein.

c. Another lot of land of irregular shape situated at the same place, forming the northeast part of number seventy-three (73) of said subdivision of lot number three hundred and twenty-eight (328), of the official plan and book of reference of the incorporated village of Cote-Saint-Louis said part of lot measuring ninety-three feet and nine inches wide in front and widening by a depth of one hundred feet; bounded in front at the northeast by said Amherst street, in rear by a lane of twenty feet wide, on the northwest side by the Canadian Pacific Railway, and on the southeast side by said lane bearing number 74, with the right of way in common with all others having right thereto in said two lanes—with buildings thereon erected.

d. A lot of land of irregular shape situated in Saint Denis ward, of the city of Montreal, and bearing number two hundred and three (203) of the subdivision of number three hundred and twenty-eight (328), of the official plan and book of reference of the incorporated village of Cote-Saint-Louis, in Hochelaga county; said land measuring one hundred and eleven feet wide in front and ninety-six feet in rear, by a depth of one hundred and thirty-two feet, forming a superficies of about thirteen thousand six hundred and sixty-two square feet, the whole English measure and more or less; bounded in front on the south west by Amherst street, in rear by part of lot number 275 of the subdivision of number 331, of the official plan and book of reference of the said village of Cote-Saint-Louis, on the north-west side by the Canadian Pacific Railway, and on the south east side by two lanes bearing numbers 204 and 205 of said subdivision, but with the right of way in common with others in said lanes, subject to the charge of keeping them neat and clean in all seasons at common costs with all those having right thereto—with buildings thereon erected.

e. All the rights, title and pretensions of the Company Damien Lalonde, Limited, on the lots known and designated as being numbers 204 and 205 above mentioned of the subdivision of lot No. 328, of the official plan and book of reference of the incorporated village of Cote-Saint-Louis.

The undersigned give also notice that copy of the deed of sale herebefore mentioned with also the certificate of the registry office referring

tant à ces immeubles, préparé de la manière prescrite par l'article 7553 des Statuts refondus, de Québec, ont été déposés entre leurs mains.

La Cie Damien Lalonde, Itée, a été seule propriétaire et possesseur de ces immeubles pendant les trois dernières années, Damien Lalonde ayant vendu ces immeubles à cette compagnie, le 30 juin 1913, devant Mtre W.-J. Proulx, notaire, suivant acte enregistré à Hochelaga et Jacques-Cartier, sous le No 249233.

Le présent avis est donné conformément aux dispositions des articles 7552 et suivants des Statuts refondus de Québec, et afin que la vente faite par les soussignés audit Ernest Guimont ait l'effet du décret.

Les liquidateurs,

FRANÇOIS-REGIS VINET,
PIERRE-H. DUFRESNE.

Montréal, 23 février 1918.

657-8-5

to said immoveables, prepared in the manner prescribed by article 7553 of the Revised Statutes of Quebec, have been deposited in their hands.

The Company Damien Lalonde, ltd., has been the sole proprietor and possessor of said immoveables pending the three last years, Damien Lalonde having sold them to said Company, on 30th June, 1913, before W.-J. Proulx, notary, as per deed registered in Hochelaga and Jacques Cartier, under number 249233.

The present notice is given in conformity with the dispositions of articles 7552 and following of the Revised Statutes of Quebec, and in order that said sale made by the undersigned to said Ernest Guimond be given the effect of a sheriff's sale.

FRANÇOIS REGIS VINET,
PIERRE-H. DUFRESNE.

Liquidators.

Montreal, 23rd February, 1918.

658-8-5

Minutes de notaires—Transfert de

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du notariat, qu'une requête a été transmise au lieutenant-gouverneur en conseil, par M. Percy-C. DuBoyce, notaire public, résidant et pratiquant en la ville de Richmond, district de Saint-François, par laquelle il demande le transfert, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de M. Donald-M. Rowat, notaire public, de la cité de Montréal, et provenant de l'étude de ce dernier pendant qu'il a exercé sa profession dans la ville de Richmond, ainsi que des minutes, répertoire et index des feus notaires Charles-P. Cleveland, Eugène Sicotte et Siméon Fraser, dont ledit Donald-M. Rowat, est le dépositaire.

783-9-5

Notarial minutes transferred

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that application is made to the Lieutenant-Governor in Council, by Percy-C. DuBoyce, esq., notary public, residing and practising in the town of Richmond, district of Saint Francis, for the transfer, in his favor, of the minutes, repertory and index of Donald-M. Rowat, Esq., notary public, of the city of Montreal, being the records from the office of the latter while practising his profession in the town of Richmond, and also the minutes, repertory and index of the late Charles-P. Cleveland, Eugène Sicotte and Siméon Fraser, notaires, which were transferred to said Donald-M. Rowat.

784-9-5

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du notariat, qu'une requête a été transmise au lieutenant-gouverneur en conseil, par M. Joseph-Alfred Nadeau, notaire public, résidant à Outremont et pratiquant en la cité de Montréal, par laquelle il demande le transfert, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de M. Edouard-Rivard Dufresne, ci-devant de la cité de Montréal, notaire, et maintenant absent de la province de Québec.

785-9-5

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that application is made to the Lieutenant-Governor in Council, by Joseph-Alfred Nadeau, Esq., notary public, residing at Outremont and practising in the city of Montreal, for the transfer, in his favor, of the minutes, repertory and index of Edouard-Rivard Dufresne, esq., heretofore of the city of Montreal, notary and now absent from the Province of Quebec.

786-9-5

Vente d'effets non réclamés

AVIS.

Le 7 mai 1918, à Montréal, les compagnies de messageries "Canadian", "American" et "National" vendront les effets non réclamés en leur possession, antérieurement au 1er mars 1917, dans leurs divisions respectives.

Le surintendant de la "Canadian Express Company",

961-11-6

A.-J. SEATON.

Sale of unclaimed baggage

NOTICE.

On 7th May, 1918, at Montreal, the Canadian, American and National Express Companies will sell unclaimed shipments which have been on hand since previous to 1st March, 1917, in their respective divisions.

A.-J. SEATON,
Superintendent, Canadian Express Company.
962-11-6

Ventes par licitation

Canada, province de Québec, district de Joliette, cour supérieure, No 7762. Mederic Evans, demandeur ; vs Achille Evans et al, défendeurs.

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la cour supérieure, siégeant à Joliette, dans le district de Joliette, le 21^{ème} jour de février 1918, dans une cause dans laquelle Méderic Evans, menuisier, du village de Repentigny, district de Joliette, est demandeur ; et Achille Evans, maçon, de la paroisse de Repentigny, district de Joliette ; Alexina Evans, fille majeure résidant en lieux inconnus ; Rose-Blanche Evans, épouse de Noel Meunier ; Rosilda alias Rosalie Evans, épouse de Narcisse Laporte ; Valéda Evans, épouse de Alexis Ouellet ; Victoria Evans, épouse de Ovila David ; tous des cité et district de Montréal, et lesdits Meunier, Laporte, Ouellet, David, partie aux présentes aux fins d'autoriser leur dite épouse, défendeurs, ordonnant la licitation de certains immeubles désignés comme suit, savoir :

Un emplacement situé dans la paroisse de Repentigny, connu et désigné au plan et livre de renvoi officiels de ladite paroisse sous les Nos 66 et 67, contenant en superficie, le premier lot, environ 7 perches et 12 pieds, et le second lot environ 8 perches et 48 pieds—bâti de maison et autres dépendances.

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur, le QUATRIEME jour d'AVRIL 1918, à ONZE heures a. m., cour tenante, dans la salle d'audience du palais de justice de Joliette, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de ladite cour ; et que toute opposition à fin de charge ou à fin de distraire à ladite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de ladite cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit, pour la vente et adjudication, et que toute opposition à fin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication et, à défaut par les parties de déposer lesdites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forecloses du droit de le faire.

Les avocats du demandeur,
BESSETTE & DUGAS.

Joliette, 23 février 1918.

745—9—5

Sales by Licitiation

Canada, Province of Quebec, district of Joliette, Superior Court. No. 7762. Mederic Evans, plaintiff ; vs Achille Evans et al, defendants.

Notice is hereby given that under and by virtue of a judgment of the Superior Court, sitting at Joliette, in the district of Joliette, on the 21st day of February, 1918, in a cause in which Mederic Evans, joiner, of the village of Repentigny, district of Joliette, is plaintiff ; and Achille Evans, mason, of the parish of Repentigny, district of Joliette ; Alexina Evans, spinster of unknown parts ; Rose-Blanche Evans, wife of Noel Meunier ; Rosilda alias Rosalie Evans, wife of Narcisse Laporte ; Valéda Evans, wife of Alexis Ouellet ; Victoria Evans, wife of Ovila David ; all of the city and district of Montreal, and the said Meunier, Laporte, Ouellet and David, a party hereto to authorize their wives, Defendants, ordering the licitation of certain immovables designated as follows, to wit :

That certain emplacement situate in the parish of Repentigny, known and designated on the official plan and book of reference of said parish under the Nos 66 and 67, containing in area, the first lot, about 7 perches and 12 feet, and the second lot about 8 perches and 48 feet—with a house and other dependencies thereon erected.

The property above described will be put up to auction and adjudged to the last and highest bidder, on the FOURTH day of APRIL, 1918, at ELEVEN o'clock a. m., sitting the Court, in the Court room of the Joliette Court House, subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges deposited in the office of the prothonotary of the said Court ; and that any opposition to annul, to secure charges or to withdraw, to be made to the said licitation, must be filed in the office of the prothonotary of the said Court at least twelve days before the day fixed as aforesaid, for the sale and adjudication, and that any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication, and failing the parties to file such oppositions within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

BESSETTE & DUGAS,

Attorneys for plaintiff.

Montreal, 23rd February, 1918. 746—9—5

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la cour supérieure siégeant à Montréal, district de Montréal, le 12 février 1918, dans la cause No 2866, dans laquelle, Delia Tellier, veuve de Richard-J. Duckett, comptable de Montréal, est demanderesse ; et Edouard-H. Tellier, de la cité et du district de Québec ; Rita Tellier, et son époux Louis-E. de Carufel ; Eglantine Tessier, fille majeure, Julia Tessier et son époux, E. Wayland ; Hector Tessier, Yvonne Tessier, fille majeure, Antoinette Tessier, fille majeure, Jeanne Tessier, fille majeure, Emile Tessier, Maria Tessier et son époux, O. Lachapelle ; Julia Tessier et son époux A. Gagnon ; Alice Tessier, et son époux, P. Bouthillette ; Eva Tessier et son époux, Louis Ferland ; Victor Tessier, Irma Tessier et son époux, A. Plourde, Lina Tessier, fille majeure, Ulric Tessier et Albert Tessier, tous de la cité et du district de Montréal, sont défendeurs ; et Louis Ed. de Carufel, en sa qualité d'exécuteur testamentaire de feu Alphonse Louis Tessier, est mis en cause, ordonnant la licitation d'un immeuble désigné comme suit :

Notice is hereby given that by judgment of the Superior Court sitting at Montreal, district of Montreal, dated February 12th, 1918, in a cause No. 2866, in which Delia Tellier, widow of Richard-J. Duckett, accountant, of Montreal, is plaintiff, and Edouard-H. Tellier, of the city and district of Quebec ; Rita Tellier, and her husband, Louis-E. de Carufel ; Eglantine Tessier, spinster, Julia Tessier and her husband, E. Wayland ; Hector Tessier, Yvonne Tessier, spinster, Antoinette Tessier, spinster, Jeanne Tessier, spinster, Emile Tessier, Maria Tessier and her husband, O. Lachapelle, Julia Tessier and her husband, A. Gagnon, Alice Tessier and her husband, P. Bouthillette ; Eva Tessier and her husband Louis Ferland ; Victor Tessier, Irma Tessier and her husband, A. Plourde, Lina Tessier, spinster, Ulric Tessier and Albert Tessier, all of the city and district of Montreal, are defendants ; and Louis-Ed. de Carufel, *es-qualité* of testamentary executor of the late Alphonse-Louis Tessier, is *mis en cause*, ordering the licitation of a certain immovable property designated as follows :

(a) Un emplacement connu et désigné sous le numéro un (No 1), sur le plan de subdivision officielle du lot de terre portant le No 1191 du cadastre du quartier Saint-Jacques, contenant 40 pieds de front par 150 pieds de profondeur; borné en front par la rue Saint-André, en arrière par la rue Labrecque, d'un côté par le lot No 1190, et d'autre côté par le lot No 2—avec bâtisses y érigées et portant les Nos 557-59-61 et 563 rue Saint-André et 572 bis-et 578 ruelle Labrecque.

(b) Un emplacement situé dans le quartier Saint-Jacques de la cité de Montréal, composé des lots No 173 et 174 de la subdivision du lot No 974, sur les plan et livre de renvoi officiels dudit quartier Saint-Jacques, contenant 44 pieds de front par 72 pieds de profondeur, mesure anglaise; borné en front par la rue Wolfe—avec bâtisses y érigées et portant les Nos 571-571 bis-573 et 569 rue Wolfe.

(c) Un terrain connu et désigné comme étant la moitié des lots Nos 19, 20, 21, de la subdivision du lot primitif 880, du plan et du livre de renvoi officiels du quartier Saint-Jacques, de la cité de Montréal, contenant, ledit terrain, 37 pieds et 6 pouces de front par 75 pieds de profondeur; borné en front par la ruelle portant le No 879-A, en profondeur par le No 22 de ladite subdivision, d'un côté par l'autre moitié du résidu desdits lots "880-19-20-21" et de l'autre côté par lesdits Nos 900, 901 desdits plan et livre de renvoi officiels—avec bâtisses y érigées et portant les Nos 10-12-14 et 16 rue Lafayette;

(d) Un emplacement ayant front sur la rue Sainte-Catherine-Est formé de 2 lots de terre contenant 47 pieds de front, les 2 lots par 110 pieds de profondeur avec ruelle bornant lesdits lots de terre en arrière, connus et désignés desdits lots de terre sous les No 18, subdivision 68, resubdivision 1, sur les plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga, dans le comté d'Hochelaga, sans bâtisses; lesdits terrains situés rue Sainte-Catherine-Est, coin Jeanne d'Arc et Orléans.

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur, le VINGTIÈME jour d'AVRIL 1918, à DIX heures ET DEMIE a. m., dans la salle d'audience du palais de justice de Montréal, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges, déposé au greffe du protonotaire, de ladite cour; et que toute opposition à fin d'annuler, à fin de charge ou à fin de distraire à ladite licitation, devra être déposée au greffe de ladite cour, au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et que toute opposition à fin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication et à défaut par les parties de déposer lesdites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de la faire.

L'adjudicataire devra dans les trois jours de l'adjudication payer \$1000. en acompte sur le prix d'adjudication, laquelle somme sera confisquée au profit des parties dans cette cause.

Les procureurs de la demanderesse,
DUCKETT & DUFRESNE.
Montréal, ce 5 mars 1918. 865—10-2

(a) A lot of land known and designated under No. one (No. 1), on the plan of official subdivision of the lot of land bearing No. 1191 of the cadastral plan of Saint James ward, containing 40 feet in front by 150 feet of depth; bounded in front by Saint Andrew street, behind by Labrecque street, on one side by lot No. 1190, and on the other side by lot No. 2—with the buildings thereon erected and bearing No. 557-59-61 and 563 Saint Andrew street and 572 Labrecque lane;

(b) A lot of land situated in Saint James ward of the city of Montreal, composed of lots No. 173 and 174 of the subdivision of lot No. 974, on the official plan and book of references of Saint James ward, containing 44 feet on the front by 72 feet of depth, English measure; bounded in front by Wolfe street—with the buildings thereon erected and bearing No. 571-571 bis—573 and 569 Wolfe street;

(c) A lot of land known and designated as being one half of lots Nos. 19, 20, 21, of the subdivision of the original lot 880, on the official plan and book of reference of Saint James ward, of the city of Montreal, containing, the said lot, 37 feet and 6 inches on the front by 75 feet in depth; bounded in front by the lane bearing No. 879-A, in depth by No. 22 of said subdivision, on one side by the other half of the remaining of lots Nos. "880-19-20-21" and on the other side by lots Nos. 900, 901 of said official plan and book of reference—with the buildings thereon erected and bearing Nos. 10-12-14 and 16 Lafayette street;

(d) A lot of land having front on Sainte Catherine street East, composed of 2 lots of land containing 47 feet on the front, the 2 lots, by 110 feet of depth with behind a lane bunding the said lots of land, known and designated under No. 18, subdivision 68, resubdivision 1, of the official plan and book of reference of the incorporated village of Hochelaga, in the county of Hochelaga, vacant, situated on Sainte Catherine street East, corner Jeanne d'Arc and Orleans.

The above designated immovable property will be put up to auction and adjudged on April the TWENTIETH day of APRIL, 1918, at HALF PAST TEN a. m. to the highest and last bidder at the sitting of the Superior Court in the Court House of Montreal, subject to the charges, clauses and conditions in the protonotary's office of the said court; and that all oppositions to the licitation whether to annul, to secure charges or to withdraw, must be filed in the protonotary's office of the said court at least 12 days before the above day fixed for the sale and adjudication, and that all oppositions for payment must be filed within 6 days after the adjudication, the whole on pain of being foreclosed.

The purchaser shall pay within three days following the adjudication, the sum of \$1000. on account of the sale price of the said adjudication, which said sum, on default by the purchaser to fulfill all the conditions of the said adjudication to be confiscated to the benefit of the parties in this cause.

DUCKETT & DUFRESNE,
Solicitors for plaintiffs.
Montreal, 5th March, 1918. 866—10-2

Vente pour taxes municipales

Sale for Municipal Taxes

Province de Québec,)
Comté de Chambly.)

Province of Quebec,)
County of Chambly.)

VILLE DE GREENFIELD PARK.

TOWN OF GREENFIELD PARK.

Avis public est présentement donné par E.-J. Allwright, secrétaire-trésorier de la ville de Greenfield Park, que les propriétés ci-dessous désignées seront vendues à l'enchère publique au bureau du conseil, Ecole Royal George, avenue Springfield, dans la ville de Greenfield Park, MARDI, le DIX-NEUVIEME jour de MARS, mil neuf cent dix-huit, à DIX heures de l'avant-midi, en paiement des taxes municipales et scolaires, avec intérêts, mentionnées dans ledit état, ainsi que des frais subséquemment encourus pour toutes procédures additionnelles, à moins que ces taxes, intérêts et dépens ne soient payés avant la vente.

Public notice is hereby given by E.-J. Allwright, secretary-treasurer of the town of Greenfield Park, that the properties hereinafter designated will be sold by public auction at the office of the Council, Royal George School, Springfield Avenue, in the town of Greenfield Park, on TUESDAY, the NINETEENTH day of MARCH, nineteen hundred and eighteen, at TEN o'clock in the forenoon, to satisfy to the payment of municipal and school taxes and interest mentioned in the said statement, and the costs which shall subsequently be incurred for all further proceedings, unless the said taxes, interest and costs be paid before the sale.

No du rôle Roll No.	Propriétaire du bien-fonds — Proprietor of real estate.	No du cadastre — Cadastral No.	Taxes municipales, — Municipal taxes	Taxes scolaires — School taxes	Intérêts, — Interest	Total
209	Francisco Cuzzola.....	239, partie du lot 33, mesurant 26 pieds par 192; borné en front par le lot 239-24, en arrière par le lot 239-65, au nord-est et au sud-ouest par partie du même lot 239-33.—239 part of lot 33, measuring 26 feet by 192 feet deep; bounded in front by lot 239-24, in rear by lot 239-65, and on north east and south west by parts of same lot 239-33.....	\$10.24	\$ 8.57	\$ 1.23	\$20.04
260	Dominica Fiorito.....	239 partie du lot 50, mesurant 50 pieds de large par 100 de profondeur dans un sens, et 110 pieds de profondeur dans l'autre; bornée en front par le chemin St-Charles, en arrière par une autre partie du même lot, d'un côté par le lot 239-49, et de l'autre côté par une autre partie du même lot 239-50.—239 Part of lot 50 measuring 50 feet in front by 100 feet in deep on one line and 110 feet deep on other; bounded in front by Saint Charles road, in rear by another part of same lot, 1 side by lot 239-49, and other side by another part of same lot 239-50.....	11.08	2.31	1.35	14.74
292	Louisa Gramigna, veuve de —widow of A. Gramig- na.....	239, Partie du lot 61, mesurant 53 pieds de front par 174 de profondeur; bornée en front par le lot 239-73, en arrière par le lot 239-37, du côté nord-ouest par le lot 239-60, et de l'autre côté par une autre portion du lot 239-61.—239, Part of lot 61, measuring 53 feet by 174 feet deep; bounded in front by lot 239-73, in rear by lot 239-37, on north west side by lot 239-60, and on other side by another part of lot 239-61.....	19.32	11.80	2.24	33.36
293	Guisseppa Latournacca...	239, Partie du lot 61, mesurant 53 pieds de front par 174 de profondeur; bornée en front par le lot 239-73, en arrière par le lot 239-37, et de chaque côté par parties du même lot 239-61.—239, Part of lot 61, measuring 53 feet by 174 feet deep; bounded in front by lot 239-73, in rear by lot 239-37, and on each side by parts of same lot 239-61.....	19.31	14.34	2.23	35.88
220	Alfred-W. Jewson.....	239, Partie du lot 37, mesurant 48 pieds par 192 pieds de profondeur; bornée en front par le lot No 239-24, en arrière par le lot 239-61, de chaque côté par des portions du même lot 239-37.—239, Part of lot 37, measuring 48 feet by 192 feet deep; bounded in front by lot 239-24, in rear by lot 239-61, on each side by parts of same lot 239-37.....	16.39	10.74	1.92	29.05

No du rôle — Roll No.	Propriétaire du bien-fonds — Proprietor of real estate.	No du cadastre — Cadastral No.	Taxes muni-pales. — Municipal taxes	Taxes scolaires — School taxes	Intérêts. — Interest	Total
168	Elizabeth Smith.....	239, Partie du lot 10, mesurant 59 pieds 5½ pees en front par 155 pieds de profondeur; bornée en avant par le lot 239-24, en arrière par le lot 240, de chaque côté par parties du même lot 239-10.—239, Part of lot 10, measuring 59 feet 5½ inches front by 155 feet deep; bounded in front by lot 239-24 in rear by lot 240, on each side by parts of same lot 239-10.....	17.32	5.22	1.91	24.45
332	Pierre Vaissada.....	239, partie du lot 83; bornée en front par le lot 239-73, en arrière par le lot 238, d'un côté par le lot 239-84, et de l'autre côté par une autre partie du même lot 239-83.—239, Part of lot 83; bounded in front by lot 239-73, in rear by lot 238, on one side by lot 239-84, and on other side by another part of same lot 239-83.....	17.82	9.75	1.86	29.43
598	Stanislas Durocher.....	240-35-4.....	8.73	6.01	1.09	15.83
597	Michael Hughes.....	240-35-3.....	8.14	10.09	1.24	19.47
599	Paul Gendron.....	240-35-5.....	11.04	7.29	1.34	19.67
601	Charles Dansereau.....	240-36-3.....	8.14	5.62	1.04	14.80
602	Charles Dansereau.....	240-36-4.....	5.40	5.62	.79	11.81
586	Frances Pratt.....	240-33-2.....	10.42	9.58	1.20	21.20
587	Frances Pratt.....	240-33-3.....	10.42	9.58	1.20	21.20
588	Frances Pratt.....	240-33-4.....	10.40	9.42	1.20	21.02
589	Frances Pratt.....	240-33-5.....	13.93	10.49	1.51	25.93
591	Frances Pratt.....	240-34-2.....	8.20	8.07	1.05	7.32
148	Marie - Alda Garneau, épouse de—wife of D. Légaré.....	Partie du lot 237, de dimension irrégulières, superficie environ 1¼ arpent; bornée en front par le chemin Saint-Charles, en arrière par le lot No 244.—Part of lot 237, of irregular measurements, area about 1¼ arpents; bounded in front by Saint Charles road, in rear by lot No. 244.....	73.91	29.95	8.60	112.46
6	T.-John Daniels.....	Partie du lot 226, mesurant 100 pieds par 159 pieds de profondeur, ligne sud-ouest à une distance de 100 pieds du chemin Lapinière, nord-ouest par avenue Roi George, sud-est par le lot 225, nord-est et sud-ouest par partie du même lot 226.—Part of lot 226 measuring 100 feet by 159 feet deep south west line at a distance of 100 feet from Lapinière road, north west by King George Ave, south east by lot 225, north east and south west by part of same lot 226.....	14.96		1.60	16.56
284	Gaetano Adamolio.....	239, Partie du lot 58, 53 pieds par 174 pieds de profondeur, étant le quart sud-est du lot 239-58.—239, Part of lot 58, 53 feet by 174 feet deep being south east quarter of lot 239-58.....	23.14	14.36	2.07	39.57
211	William Sternberg.....	239, partie du lot 34, mesurant 80 pieds par 90 pieds de profondeur; bornée en front par le lot 239-34, en arrière et sur les côtés par parties du même lot 239-34.—239 Part of lot 34, measuring 80 feet by 90 feet deep; bounded in front by lot 239-34, rear and sides by parts of same lot 239-34.....	6.82	8.34	.89	16.05
211B	Lukaeks Horwath.....	239, Partie du lot 34, mesurant 27 pieds par 90 pieds de profondeur; bornée en front par le lot 239-34, à l'arrière et sur les côtés par partie du même lot 239-34.—239 Part of lot 34, measuring 27 feet by 90 feet deep; bounded in front by lot 239-34, rear and sides by part of same lot 239-34.....	2.92	3.51	.61	7.04

No du rôle Roll No.	Propriétaire du bien fonds — Proprietor of real estate.	No du cadastre — Cadastral No.	Taxes municipales. Municipal taxes	Taxes scolaires School taxes	Intérêts. Interest	Total
211 C	Lukaes Horwath.....	239. Partie du lot 34, mesurant 102 pieds par 192 pieds de profondeur; bornée au nord-ouest par le lot 239-35, sur la limite sud-est par le lot 239-33, au nord-est par parties des lots 239-63 et 64, au sud-ouest par partie du même lot 239-34.—239 Part of lot 34, measuring 102 feet by 192 feet deep; bounded on north west by lot 239-35, on south east line by lot 239-33, on north east by parts of lots 239-63 and 64, on south west by part of same lot 239-34.....	17.25	21.24	3.67	42.16
473	Benjamin Lomdin.....	241, partie du lot 41, mesurant 60 pieds par 192 pieds de profondeur; bornée en front par le lot 241-23, sur les côtés et en arrière par parties du même lot — 241, Part of lot 41, measuring 60 feet by 192 feet deep; bounded in front by lot 241-23, on sides and in rear by parts of same lot.....	17.44	6.06	1.92	25.42
467	Fred-H. Mullins.....	241, Partie du lot 37, mesurant 60 pieds par 192 pieds de profondeur, étant la partie nord-ouest partie du lot 241-37.—241, Part of lot 37, measuring 60 feet by 192 feet deep, being north west part of lot 241-37.....	18.84	2.10	20.94
530	S. Kostoyosky.....	244-3-12.....	6.54	7.66	.85	15.05

Donné à Greenfield Park, ce vingt-septième jour du mois de février de 1918

Le secrétaire-trésorier,
E.-J. ALLWRIGHT.

Copie conforme,

Le secrétaire-trésorier,
823-10-2 E.-J. ALLWRIGHT.

Given at Greenfield Park, this twenty seventh day of the month of February, 1918.

E.-J. ALLWRIGHT,
Secretary-treasurer.

A true copy,

E.-J. ALLWRIGHT
Secretary-treasurer.

VENTES PAR LES SHÉRIFS BEAUCE

SHERIFFS' SALES BEAUCE

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District of Beauce.

Beauce, à savoir: JEAN-BAPTISTE LA-CROIX, demandeur; vs JEAN POULIOT, défendeur.

La demie sud-est du lot numéro cent quatre-vingt-neuf (189), des plan et livre de renvoi du cadastre pour le canton de Ware, paroisse de Sainte-Germaine, Dorchester, circonstances et dépendances, avec réserve de la coupe de bois, suivant titre.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Germaine-du-Lac-Etchemin, le VINGT-SIXIEME jour de MARS prochain (1918), à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
GUSTAVE GARANT.

Bureau du shérif,
Saint-Joseph, Beauce, 18 février 1918.

659-8-2

[Première publication, 23 février 1918].

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Beauce.

Beauce, to wit: JEAN - BAPTISTE LA - CROIX, plaintiff; against JEAN POULIOT, defendant.

The south east half of the lot number one hundred and eighty nine (189), of the official plan and book of reference of the cadastre for the township of Ware, parish of Sainte-Germaine, Dorchester, circumstances and dependencies, with the reserve of the cut of timber, as per title.

To be sold at the church door of the parish of Sainte-Germaine-du-Lac-Etchemin, on the TWENTY SIXTH day of MARCH next (1918), at TEN o'clock in the forenoon.

GUSTAVE GARANT,
Sheriff.

Sheriff's office,
Saint Joseph, Beauce, 18th February, 1918.

660-8-2

[First publication, 23rd February, 1918.]

IBERVILLE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District d'Iberville.

Saint-Jean, savoir : } JOSEPH LEMIEUX,
No 74. } demandeur ; contre
TIMOTHE TRAHAN, de la paroisse de Sainte-Anne-de-Sabrevois, dit district, Jean-Victor Cartier, curateur.

Comme délaissé en justice par ledit défendeur :

Un lopin de terre ou emplacement situé dans la paroisse de Sainte-Anne-de-Sabrevois, de figure irrégulière, contenant cent cinq (105) pieds de front, soixante-quatre pieds (64) de largeur et arrière, sur deux cent vingt-deux pieds (222) de longueur dans la ligne sud, et deux cent vingt-neuf (229) pieds dans la ligne nord, connu et désigné sur le plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Athanase, sous la partie est du numéro cinq (5) de la subdivision du lot numéro cent quarante (P. Est 5-140)—avec une maison d'hôtel et les autres bâtisses y érigées ; cette dite partie est étant bornée au nord par un chemin public, à l'est par un autre chemin public, et au sud par une autre partie du même lot, appartenant ci-devant à M. L.-A. Comeau.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Anne, district d'Iberville, le SEIZIEME jour d'AVRIL prochain (1918), à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,

ARTHUR LASNIER.

Bureau du shérif.

Saint-Jean, 14 mars 1918.

1087—11-2

[Première publication, 16 mars 1918.]

IBERVILLE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Iberville.

Saint-John's, to wit : } JOSEPH LEMIEUX,
No. 74. } plaintiff ; against
TIMOTHE TRAHAN, of the parish of Sainte-Anne-de-Sabrevois, said district, and Jean-Victor Cartier, curator.

Property surrendered by said defendant :

That certain parcel of land or emplacement situate in the parish of Sainte-Anne-de-Sabrevois, of irregular outline, containing one hundred and five (105) feet in front, sixty four (64) feet in width, in rear, by two hundred and twenty two (222) feet in depth in the south line, and two hundred and twenty nine (229) feet in the north line, known and designated on the official plan and book of reference of the parish of Saint-Athanase, being the east part of the lot number five (5) of the subdivision of the lot number one hundred and forty (East pt. of 5-140)—with a hotel building and other buildings thereon erected; said east part being bounded on the north by a public road, on the east by another public road, and on the south by another part of same lot, formerly belonging to Mr. L.-A. Comeau.

To be sold at the church door of the parish of Sainte-Anne, district of Iberville, on the SIXTEENTH day of APRIL next, (1918), at ELEVEN o'clock in the forenoon.

ARTHUR LASNIER,

Sheriff.

Sheriff's office.

Saint-John's, 14th March, 1918. 1088—11-2

[First publication, 16th March, 1918.]

JOLIETTE

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Province de Québec, } ZIRMIN CAMPBELL,
District de Joliette, } demandeur ; vs
Cour supérieure, } DAME ALBERTINE
No 7872. } DESROCHES ET AL,
Joliette, à savoir : } défendeurs ; et G.-E.
LADOUCEUR, curateur au délaissement.

1. Un emplacement faisant partie du lot No 159, des plan et livre de renvois officiels du cadastre de la ville de Joliette, contenant 63 pieds de front sur 105 pieds de profondeur ; borné en front à la rue Saint-Viateur, en arrière à Ismael Marion, d'un côté à la rue Sainte-Angélique et de l'autre côté à Israel Lepage—avec bâtisses ;

2. Un emplacement faisant partie du lot No 343 du susdit cadastre de la ville de Joliette, contenant 40 pieds de front sur 90 de profondeur, mesure anglaise ; tenant en front à la rue Notre-Dame, en arrière à un nommé Poirier, d'un côté à la rue Saint-Edouard, et de l'autre côté à une partie du dit lot No 343, appartenant à Oscar Perreault—avec bâtisses.

Pour être vendus au bureau du shérif, à Joliette, MARDI, le SEIZE AVRIL mil neuf cent dix-huit, à ONZE heures avant-midi.

Le shérif,

JOSEPH GADOURY,

Bureau du shérif,

District de Joliette, 12 mars 1918. 1061—11-2

[Première publication, 16 mars 1918.]

JOLIETTE

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Province of Québec, } ZIRMIN CAMPBELL,
District of Joliette, } plaintiff ; vs DAME
Superior Court, } ALBERTINE DES-
No. 7872. } ROCHES ET AL, defend-
Joliette, to wit : } ants ; and G.-E. LA-
DOUCEUR, curator to the surrender of property.

1. That certain emplacement forming part of the lot No. 159, of the official cadastral plan and book of reference of the town of Joliette, containing 63 feet in front by 105 feet in depth ; bounded in front by Saint-Viateur street, in rear by Ismael Marion, on one side by Sainte Angélique street and on the other side by Israel Lepage—with buildings ;

2. That certain emplacement forming part of the lot No. 343 of the aforesaid cadastre of the town of Joliette, containing 40 feet in front by 90 in depth, English measure ; bounded in front by Notre-Dame street, in rear by a party named Poirier, on one side by Saint Edouard street, and on the other side by a part of said lot No. 343, belonging to Oscar Perreault—with buildings.

To be sold at the office of the sheriff, at Joliette, on TUESDAY, the SIXTEENTH day of APRIL, one thousand nine hundred and eighteen, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

JOSEPH GADOURY,

Sheriff.

Sheriff's office.

District of Joliette, 12th March, 1918.

1062—11-2

[First publication, 16th March, 1918.]

MONTRÉAL

MONTREAL

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour supérieure.—District de Montréal.

EMERY ALIAS EMERIL PEPIN, demandeur ;
contre HENRI SAURIOL et "THE RECOLLET LAND COMPANY, LIMITED, corps politique et incorporé, ayant son principal bureau d'affaires dans les cité et district de Montréal, défendeur.

Comme appartenant à The Recollet Land Company, Limited.

Les lots de terre désignés aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Joseph-de-la-Rivière-des-Prairies, dans le comté d'Hochelaga, sous les numérs suivants de la subdivision officielle du lot No 165 :

1. Les lots Nos 680, 681, 682, 683, 684, 762, 763, 764, 765, 766, 767, 768, 846, 847, 848, 849, 850, 851, 852, 895, 894, 893, 897, 898, 899, 900, 901, 919, 920, 921, 922, 923, 924, 925, 943, 944, 945, 946, 947, 948, 949, 967, 968 et 969; tous bornés en front par la 4ième rue ;

2. Les Nos 445, 446, 447, 448, 449, 471, 472, 473, 474, 475, 476, 477, 555, 556, 557, 558, 559, 560, 561, 602, 603, 604, 605, 607, 608, 609, 610, 686, 687, 688, 689, 690, 691, 692, 770, 771, 772, 773, 774, 775, 776, 854, 855, 856; tous bornés en front par la 3ième rue ;

3. Les Nos 231, 232, 233, 234, 235, 283, 284, 285, 286, 287, 288, 289, 337, 338, 339, 340, 341, 342, 343, 369, 370, 371, 372, 373, 374, 375, 376, 377, 397, 398, 399, 400, 401, 402, 403, 479, 480, 481, 482, 483, 484, 485, 563, 564 et 565; bornés en front par la 2ième rue ;

4. Les Nos 58, 59, 60, 61, 62, 104, 105, 106, 107, 108, 109, 110, 152, 153, 154, 155, 156, 157, 158, 183, 184, 185, 187, 188, 189, 190, 191, 237, 238, 239, 240, 241, 242, 243, 291, 292, 293, 294, 295, 296, 297, 345, 346 et 347; bornés en front par la 1ère rue ;

5. Les Nos 979, 977, 976, 975, 974, 973, 972, 970, 965, 964, 963, 962, 961, 960, 959, 958, 812, 813, 814, 815, 816, 817, 818, 819, 820, 821, 822, 823, 824, 825, 826, 827, 828, 829, 830, 831, 832, 833, 834, 835, 836, 837, 838, 839, 840, 841, 842, 843, 844, 845, 857, 859, 860, 861, 862, 863, 864, 865, 866, 867, 868, 869, 870, 871, 872, 873, 874, 875, 876, 877, 878, 879, 880, 881, 882, 883, 884, 885, 886, 887, 888, 889, 890, 891, 892, 486, 521, 522, 523, 524, 525, 526, 527, 528, 529, 530, 531, 532, 533, 534, 535, 536, 537, 538, 539, 540, 541, 542, 543, 544, 545, 546, 547, 548, 549, 550, 551, 552, 553, 554, 566, 567, 568, 569, 570, 571, 572, 573, 574, 575, 576, 577, 578, 579, 580, 581, 582, 583, 584, 585, 586, 587, 588, 589, 590, 591, 592, 593, 594, 595, 596, 597, 598, 599, 600, 601, 298, 318, 319, 320, 321, 322, 323, 324, 325, 326, 327, 328, 329, 330, 331, 332, 333, 334, 335, 336, 348, 349, 350, 351, 352, 353, 354, 355, 356, 357, 358, 359, 360, 361, 362, 363, 364, 365, 366, 367, 368, 115, 134, 135, 136, 137, 138, 139, 140, 141, 142, 143, 144, 145, 146, 147, 148, 149, 150, 151, 164, 165, 166, 167, 168, 169, 170, 171, 172, 173, 174, 175, 176, 177, 178, 179, 180, 181, 182; bornés en front par l'avenue Sauriol ;

6. Les lots Nos 926, 935, 936, 937, 938, 939, 940, 941, 951, 952, 953, 954, 955, 956, 957, 693, 728, 729, 730, 731, 732, 733, 734, 735, 736, 737, 738, 739, 740, 741, 742, 743, 744, 745, 746, 747, 748, 749, 750, 751, 752, 753, 754, 755, 756, 757, 758, 759, 760, 761, 777, 778, 779, 780, 781, 782, 783, 784, 785, 786, 787, 788, 789, 790, 791, 792, 793, 794, 795, 796, 797, 798, 799, 800, 801, 802, 803, 804, 805, 806, 807, 808, 809, 801, 404, 411, 412, 413, 414, 415, 416, 458, 465, 466, 467, 468,

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal.

EMERY ALIAS EMERIL PÉPIN, plaintiff ;
against HENRI SAURIOL and THE RECOLLET LAND COMPANY, LIMITED, a body politic and corporate having its principal place of business in the city and district of Montreal, defendants.

As belonging to the Recollet Land Company, Limited.

The lots of land designated on the official plan and book of reference of the parish of Saint-Joseph-de-la-Rivière-des-Prairies, in the county of Hochelaga, under the following numbers of the official subdivision of lot No. 165:

1. The lots Nos. 680, 681, 682, 683, 684, 762, 763, 764, 765, 766, 767, 768, 846, 847, 848, 849, 850, 851, 852, 895, 894, 893, 897, 898, 899, 900, 901, 919, 920, 921, 922, 923, 924, 925, 943, 944, 945, 946, 947, 948, 949, 967, 968 and 969; all fronting on 4th street ;

2. The Nos. 445, 446, 447, 448, 449, 471, 472, 473, 474, 475, 476, 477, 555, 556, 557, 558, 559, 560, 561, 602, 603, 604, 605, 607, 608, 609, 610, 686, 687, 688, 689, 690, 691, 692, 770, 771, 772, 773, 774, 775, 776, 854, 855, 856; all fronting on 3rd street ;

3. The Nos. 231, 232, 233, 234, 235, 283, 284, 285, 286, 287, 288, 289, 337, 338, 339, 340, 341, 342, 343, 369, 370, 371, 372, 373, 374, 375, 376, 377, 397, 398, 399, 400, 401, 402, 403, 479, 480, 481, 482, 483, 484, 485, 563, 564 and 565; fronting on 2nd street ;

4. The Nos. 58, 59, 60, 61, 62, 104, 105, 106, 107, 108, 109, 110, 152, 153, 154, 155, 156, 157, 158, 183, 184, 185, 187, 188, 189, 190, 191, 237, 238, 239, 240, 241, 242, 243, 291, 292, 293, 294, 295, 296, 297, 345, 346 and 347; fronting on 1st street ;

5. The Nos. 979, 977, 976, 975, 974, 973, 972, 970, 965, 964, 963, 962, 961, 960, 959, 958, 812, 813, 814, 815, 816, 817, 818, 819, 820, 821, 822, 823, 824, 825, 826, 827, 828, 829, 830, 831, 832, 833, 834, 835, 836, 837, 838, 839, 840, 841, 842, 843, 844, 845, 857, 859, 860, 861, 862, 863, 864, 865, 866, 867, 868, 869, 870, 871, 872, 873, 874, 875, 876, 877, 878, 879, 880, 881, 882, 883, 884, 885, 886, 887, 888, 889, 890, 891, 892, 486, 521, 522, 523, 524, 525, 526, 527, 528, 529, 530, 531, 532, 533, 534, 535, 536, 537, 538, 539, 540, 541, 542, 543, 544, 545, 546, 547, 548, 549, 550, 551, 552, 553, 554, 566, 567, 568, 569, 570, 571, 572, 573, 574, 575, 576, 577, 578, 579, 580, 581, 582, 583, 584, 585, 586, 587, 588, 589, 590, 591, 592, 593, 594, 595, 596, 597, 598, 599, 600, 601, 298, 318, 319, 320, 321, 322, 323, 324, 325, 326, 327, 328, 329, 330, 331, 332, 333, 334, 335, 336, 348, 349, 350, 351, 352, 353, 354, 355, 356, 357, 358, 359, 360, 361, 362, 363, 364, 365, 366, 367, 368, 115, 134, 135, 136, 137, 138, 139, 140, 141, 142, 143, 144, 145, 146, 147, 148, 149, 150, 151, 164, 165, 166, 167, 168, 169, 170, 171, 172, 173, 174, 175, 176, 177, 178, 179, 180, 181, 182; fronting on Sauriol avenue ;

6. The lots Nos. 926, 935, 936, 937, 938, 939, 940, 941, 951, 952, 953, 954, 955, 956, 957, 693, 728, 729, 730, 731, 732, 733, 734, 735, 736, 737, 738, 739, 740, 741, 742, 743, 744, 745, 746, 747, 748, 749, 750, 751, 752, 753, 754, 755, 756, 757, 758, 759, 760, 761, 777, 778, 779, 780, 781, 782, 783, 784, 785, 786, 787, 788, 789, 790, 791, 792, 793, 794, 795, 796, 797, 798, 799, 800, 801, 802, 803, 804, 805, 806, 807, 808, 809, 801, 404, 411, 412, 413, 414, 415, 416, 458, 465, 466, 467, 468,

469, 470, 487, 488, 489, 490, 491, 492, 493, 494, 495, 496, 497, 498, 499, 500, 501, 502, 503, 504, 505, 506, 507, 508, 509, 510, 511, 512, 513, 514, 515, 516, 517, 518, 519, 244, 264, 265, 266, 267, 268, 269, 270, 271, 272, 273, 274, 275, 276, 277, 278, 279, 280, 281, 282, 299, 300, 301, 302, 303, 304, 305, 306, 307, 308, 309, 310, 311, 312, 313, 314, 315, 316, 71, 881, 891, 90, 91, 92, 93, 94, 95, 96, 97, 98, 99, 100, 01, 102, 103, 116, 117, 118, 119, 120, 121, 122, 123, 124, 125, 126, 127, 128, 129, 130, 131, 132; bornés en front par l'avenue Morin ;

7. Les lots Nos 902, 911, 912, 913, 914, 915, 916, 917, 927, 928, 929, 930, 931, 932, 933, 611, 646, 647, 648, 649, 650, 651, 652, 653, 654, 655, 656, 657, 658, 659, 660, 661, 662, 663, 664, 665, 666, 667, 668, 669, 670, 671, 672, 673, 674, 675, 676, 678, 679, 694, 695, 696, 697, 698, 699, 700, 701, 702, 703, 704, 705, 706, 708, 709, 710, 711, 712, 713, 714, 715, 716, 717, 718, 719, 720, 721, 722, 723, 724, 725, 726, 432, 439, 440, 441, 442, 443, 444, 459, 460, 461, 462, 463, 378, 385, 386, 387, 388, 389, 390, 405, 406, 407, 408, 409, 192, 212, 213, 214, 215, 216, 217, 218, 219, 220, 221, 222, 223, 224, 225, 226, 227, 228, 229, 230, 245, 246, 247, 248, 249, 250, 251, 252, 253, 254, 255, 257, 258, 259, 260, 261, 262, 27, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 56, 57, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86; tous bornés en par la rue Brown ;

8. Les lots Nos 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 112, 113, 114, 160, 161 et 162; tous bornés en front par le chemin public.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-NEUVIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures du matin.

Le député-shérif,
P.-M. DURAND.

Bureau du shérif,
Montréal, 13 mars 1917. 1065—11-2
[Première publication, 16 mars 1918.]

469, 470, 487, 488, 489, 490, 491, 492, 493, 494,, 495, 496, 497, 498, 499, 500, 501, 502, 503, 504, 505, 506, 507, 508, 509, 510, 511, 512, 513, 514, 515, 516, 517, 518, 519, 244, 264, 265, 266, 267, 268, 269, 270, 271, 272, 273, 274, 275, 276, 277, 278, 279, 280, 281, 282, 299, 300, 301, 302, 303, 304, 305, 306, 307, 308, 309, 310, 311, 312, 313, 314, 315, 316, 71, 881, 891, 90, 91, 92, 93, 94, 95, 96, 97, 98, 99, 100, 01, 102, 103, 116, 117, 118, 119, 120, 121, 122, 123, 124, 125, 126, 127, 128, 129, 130, 131, 132; fronting on Morin avenue ;

7. The lots Nos. 902, 911, 912, 913, 914, 915, 916, 917, 927, 928, 929, 930, 931, 932, 933, 611, 646, 647, 648, 649, 650, 651, 652, 653, 654, 655, 656, 657, 658, 659, 660, 661, 662, 663, 664, 665, 666, 667, 668, 669, 670, 671, 672, 673, 674, 675, 676, 678, 679, 694, 695, 696, 697, 698, 699, 700, 701, 702, 703, 704, 705, 706, 708, 709, 710, 711, 712, 713, 714, 715, 716, 717, 718, 719, 720, 721, 722, 723, 724, 725, 726, 432, 439, 440, 441, 442, 443, 444, 459, 460, 461, 462, 463, 378, 385, 386, 387, 388, 389, 390, 405, 406, 407, 408, 409, 192, 212, 213, 214, 215, 216, 217, 218, 219, 220, 221, 222, 223, 224, 225, 226, 227, 228, 229, 230, 245, 246, 247, 248, 249, 250, 251, 252, 253, 254, 255, 257, 258, 259, 260, 261, 262, 27, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 56, 57, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86; all fronting on Brown street ;

8. The lots Nos. 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 112, 113, 114, 160, 161 and 162; all fronting on the public road.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on th NINETEENTH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

P.-M. DURAND,
Deputy sheriff.

Sheriff's office,
Montreal, 13th March, 1918. 1066—11-2
[First publication, 16th March, 1918.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir:) THEOPHILE RUEL, demandeur ; vs DAME MARIE-LOUISE-BERNADETTE DURAND, épouse séparée de biens de Philias Archambault, bourgeois, et le dit Philias Archambault, pour autoriser son épouse à ester en justice aux fins des présentes, défenderesse ; & J.-W. LEVESQUE, nommé curateur au délaissement, le 25 février 1918.

Deux lots de terre situés à Outremont, connus et désignés sous les Nos trois cent quatre-vingt-treize et trois cent quatre vingt-quatorze de la subdivision officielle du lot originaire numéro trente-quatre (34-393, 394), aux plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, contenant chacun de ces lots trente pieds de front par cent cinquante-cinq pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins; bornés en front par l'avenue Bloomfield—avec une maison en bois lambrissée en briques et autres bâtisses y érigées.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-HUITIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures du matin.

Le député shérif,
P.-M. DURAND.

Bureau du shérif,
Montréal, 13 mars 1918. 1067—11-2
[Première publication, 16 mars 1918.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit:) THEOPHILE RUEL, plaintiff ; vs DAME MARIE-LOUISE-BERNADETTE DURAND, wife separated as to property of Philias Archambault, gentleman, and the said Philias Archambault to authorize his wife to ester en justice for the purposes hereof, defendant; and J.-W. LEVESQUE, appointed curator to the property surrendered on the 25th February, 1918.

Two lots of land situated at Outremont, known and designated under the Nos three hundred and ninety three and three hundred and ninety four of the official subdivision of the primitive lot number thirty four (34-393, 394), on the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal, containing, each of said lots, thirty feet in front by one hundred and fifty five feet in depth, English measure, more or less; fronting on Bloomfield avenue—with a frame and brick house and other buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the EIGHTEENTH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

P.-M. DURAND,
Deputy sheriff.

Sheriff's office,
Montreal, 13th March, 1918. 1068—11-2
[First publication, 16th March, 1918.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Cour supérieure.—District de Montréal.*Montréal, à savoir:) ALBERT PARENT et
No 743.) WOLFRED MAR-TIN, demandeurs; contre ALFRED CHAR-
RON, JOSEPH AUBERTIN, ALBERT AU-
BERTIN, ces deux derniers en leur qualité
d'exécuteurs testamentaires de feu Alexandre
Aubertin, fils, et LOUIS-OMER DESLIÈRES,
défendeurs.Comme appartenant à Joseph et Albert Au-
bertin, ès-qualité.

1. Une terre située en la paroisse de Saint-
Bruno, au rang du canal, contenant quatre-
vingt-quatre arpents ou environ en superficie,
le tout plus ou moins et étant le lot connu sous
le numéro cent onze (111), sur le plan et au
livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-
Bruno, dans le comté de Chambly; bornée en
front par le chemin du rang du canal, en pro-
fondeur par les terres de la concession du che-
min de Chambly, d'un côté par le numéro offi-
ciel 110, et de l'autre côté par le lot numéro
officiel 112—avec une grange sus ériger;

2. Une autre terre située en la paroisse de
Saint-Hubert, du côté nord-est du chemin de
Chambly, contenant trois arpents et deux pieds
de front sur vingt-un arpents et huit perches
de profondeur dans une ligne et vingt-un
arpents et quatre perches de profondeur dans
l'autre ligne, le tout plus ou moins, étant le lot
connu sous le numéro cinquante-quatre, sur le
plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de
Saint-Hubert, dans le comté de Chambly;
tenant en front au dit chemin de Chambly, en
profondeur à la ligne limitative nord-est de la
paroisse de Saint-Hubert, d'un côté au lot offi-
ciel 53, et de l'autre côté aux lots numéros
officiels 55, 56 et 57—avec une maison et autres
bâtisses sus-érigées.

Pour être vendues, le paragraphe No 1, à la
porte de l'église paroissiale de la paroisse de
Saint-Bruno, le DIX-HUITIÈME jour d'AV-
RIL prochain à ONZE heures du matin, et le
paragraphe No 2, à la porte de l'église paroissiale
de la paroisse de Saint-Hubert, le DIX-
HUITIÈME jour d'AVRIL prochain à DEUX-
heures de l'après-midi.

Le député shérif,

P.-M. DURAND.

Bureau du shérif,

Montréal, 13 mars 1918.

1069—11-2

[Première publication, 16 mars 1918.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Cour supérieure.—District de Montréal.*Montréal, à savoir:) A.-E. DE LORIMIER,
No 619.) E.-H. GODIN,J.-E. MARIER & J.-E. CADOTTE, avocats,
pratiquant ensemble sous le nom de "Delorimier,
Godin, Marier & Cadotte", demandeurs; contre
RECOLLET LAND COMPANY, LIMITED,
une corporation légalement constituée, ayant sa
principale place d'affaires en les cité et district
de Montréal, défendresse.

1. Un lot de terre connu sous le numéro huit
de la subdivision officielle du lot numéro cent
soixante-dix (170-8), aux plan et livre de renvoi
officiels de la paroisse Saint-Joseph, Rivière-des-
Prairies; borné en front par le chemin public;

2. Un lot de terre connu sous le numéro neuf
de la subdivision officielle du lot numéro cent
soixante-dix (170-9), aux plan et livre de renvoi
officiels de la paroisse Saint-Joseph, Rivière-des-
Prairies; borné en front par le chemin public;

FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Superior Court.—District of Montreal.*Montreal, to wit:) ALBERT PARENT and
No. 743.) WOLFRED MARTIN,plaintiffs; against ALFRED CHARRON, JO-
SEPH AUBERTIN, ALBERT AUBERTIN,
the two latter in their capacity of testamentary
executors of the late Alexandre Aubertin, junior,
and LOUIS-OMER DESLIÈRES, defendants.As belonging to Joseph and Albert Aubertin,
ès-qualité.

1. A farm situate in the parish of Saint Bru-
no, in the canal range, containing about eight
four arpents, more or less, and being the lot
known under the number one hundred and
eleven (111), on the official plan and book of
reference of the parish of Saint Bruno, in the
county of Chambly, bounded in front by the
canal range road, in depth by the lands of the
Chambly road concession, on one side by the
official number 110, and on the other side by
the lot official number 112—with a barn there-
on erected;

2. Another farm situate in the parish of
Saint Hubert, on the northeast side of the
Chambly road, measuring three arpents and
two feet in front by twenty one arpents and
eight perches in depth on one line and twenty
one arpents and four perches in depth on the
other line, all more or less, being the lot known
under the number fifty four, on the official plan
and book of reference of the parish of Saint
Hubert, in the county of Chambly; bounded in
front by the said Chambly road, in depth by
the northeast division line of the parish of
Saint Hubert, on one side by the official lot 53,
and on the other side by the official lot num-
bers 55, 56 and 57—with a house and other
buildings thereon erected.

To be sold, paragraph No. 1, at the pa-
rochial church door of the parish of Saint Bruno,
on the EIGHTEENTH day of APRIL next, at
ELEVEN o'clock in the forenoon, and para-
graph No. 2, at the parochial church door of
the parish of Saint Hubert, on the EIGHT-
EENTH day of APRIL next, at TWO o'clock
in the afternoon.

P.-M. DURAND,

Deputy sheriff.

Sheriff's office,

Montreal, 13th March, 1918. 1070—11-2

[First publication, 16th March, 1918.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Superior Court.—District of Montreal.*Montreal, to wit:) A.-E. DE LORIMIER,
No. 619.) E.-H. GODIN,J.-E. MARIER & J.-E. CADOTTE, advocates,
practising together under the name of "Delori-
mier, Godin, Marier & Cadotte", plaintiffs;
against RECOLLET LAND COMPANY, LIM-
ITED, a lawfully constituted corporation, with
its principal place of business in the city and
district of Montreal, defendant.

1. A lot of land known under the number eight
of the official subdivision of the lot number one
hundred and seventy (170-8), on the official plan
and book of reference of the parish of Saint-
Joseph, Rivière-des-Prairies; bounded in front
by the public road;

2. A lot of land known under the number nine
of the official subdivision of the lot number one
hundred and seventy (170-9), on the official plan
and book of reference of the parish of Saint-
Joseph, Rivière-des-Prairies; bounded in front
by the public road;

3. Un emplacement composé : a. Du lot de terre connu sous le numéro dix de la subdivision officielle du lot numéro cent soixante-dix (170-10), et b. Du lot de terre connu sous le numéro un de la subdivision officielle du lot numéro cent soixante-cinq (165-1) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse Saint-Joseph, Rivière-des-Prairies ; borné en front par le chemin public ;

4. Un lot de terre connu sous le numéro deux de la subdivision officielle du lot numéro cent soixante-cinq (165-2), aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse Saint-Joseph, Rivière-des-Prairies ; borné en front par le chemin public.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-HUITIEME jour d'AVRIL prochain, à ONZE heures du matin.

Le député shérif,

P.-M. DURAND.

Bureau du shérif.

Montréal, 13 mars 1918. 1071—11-2
[Première publication, 16 mars 1918.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir :) ROCH BRADLEY,
No 2418.) demandeur ; vs
WILFRID CYR ET AL, défendeurs.

1. Une terre connue et désignée sous le numéro six cent vingt-trois (623), aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Lazare, comté de Vaudreuil, contenant en superficie environ cinquante-quatre arpents et quarante-trois perches—avec maison, grange et autres bâtisses ;

2. Une autre terre connue et désignée sous le numéro six cent vingt-quatre (624), aux plan et livre de renvoi officiels susdits, contenant en superficie environ soixante et cinq arpents et quatre-vingt-huit perches—sans bâtisse ;

3. Une autre terre connue sous le numéro six cent seize (616), aux plan et livre de renvoi officiels susdits, contenant en superficie environ soixante et trois arpents—sans bâtisse.

Les deux premiers immeubles décrits à être vendus comme une seule et même exploitation, et l'autre en troisième lieu décrit comme une autre exploitation distincte.

Pour être vendues à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Lazare, le DIX-HUITIEME jour d'AVRIL prochain, à ONZE heures du matin.

Le député shérif,

P.-M. DURAND.

Bureau du shérif.

Montréal, 13 mars 1918. 1073—11-2
[Première publication, 16 mars 1918.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir :) LA COMPAGNIE
No 2751.) EQUITABLE D'AS-
SURANCE MUTUELLE CONTRE LE FEU,
corps légalement incorporé, ayant son principal bureau d'affaires dans les cité et district de Montréal, demanderesse ; contre AVILA CHARLEBOIS, défendeur.

Un emplacement situé en la paroisse de Saint-Ignace-du-Côteau-du-Lac, connu et désigné comme étant le numéro quatre cent dix (410), des plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Ignace-du-Côteau-du-Lac, contenant environ 80 pieds de largeur sur environ 100 pieds de profondeur—avec maison et autres bâtisses ci-dessus construites, sous réserve en faveur de Monsieur Georges-Jules Beaudet, ou représen-

3. An emplacement composed : a. Of the lot of land known under the number ten of the official subdivision of the lot number one hundred and seventy (170-10) and, b. Of the lot of land known under the number one of the official subdivision of the lot number one hundred and sixty five (165-1), on the official plan and book of reference of the parish of Saint-Joseph, Rivière-des-Prairies ; bounded in front by the public road ;

4. A lot of land known under the number two of the official subdivision of the lot number one hundred and sixty five (165-2), on the official plan and book of reference of the parish of Saint-Joseph, Rivière-des-Prairies ; bounded in front by the public road.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the EIGHTEENTH day of APRIL next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

P.-M. DURAND,

Deputy sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 13th March, 1918. 1072—11-2
[First publication, 16th March, 1918.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit :) ROCH BRADLEY,
No. 2418.) plaintiff ; vs
WILFRID CYR ET AL, defendants.

1. A farm known and designated under the number six hundred and twenty three (623), on the official plan and book of reference of the parish of Saint Lazare, county of Vaudreuil, containing about fifty four arpents and forty three perches—with a house, barn and other buildings ;

2. Another farm known and designated under the number six hundred and twenty four (624), on the official plan and book of reference aforesaid, containing about sixty five arpents and eighty-eight perches—without building.

3. Another farm known under the number six hundred and sixteen (616), on the aforesaid official plan and book of reference, containing about sixty three arpents—without building ;

The two firstly described immoveables to be sold in one plot, and the one thirdly described as a separate plot.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Lazare, on the EIGHTEENTH day of APRIL next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

P.-M. DURAND,

Deputy sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 13th March, 1918. 1074—11-2
[First publication, 16th March, 1918.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit :) THE EQUITABLE MU-
No. 2751.) TUAL FIRE INSU-
RANCE COMPANY, a lawfully incorporated body, with its principal place of business in the city and district of Montreal, plaintiff ; against AVILA CHARLEBOIS, defendant.

An emplacement situate in the parish of Saint-Ignace-du-Côteau-du-Lac, known and designated as being the number four hundred and ten (410), on the official plan and book of reference of the said parish Saint-Ignace-du-Côteau-du-Lac, measuring about 80 feet in width by about 100 feet in depth—with a house and other buildings thereon erected, with reserve in favor of Mr. Georges-Jules Beaudet or representatives of a right of way

tants d'un droit de passage sur cet emplacement d'environ 20 pieds de largeur à prendre le long du terrain du chemin de fer du Grand-Tronc.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Ignace-du-Côteau-du-Lac, le DIX-HUITIEME jour d'AVRIL prochain, à ONZE heures du matin.

Le député-shérif,
P.-M. DURAND.

Bureau du shérif.

Montréal, 13 mars 1916. 1075—11-2
[Première publication, 16 mars 1918.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **D**ELLE CAROLINE
No 3641. } **L**AFLAMME, fille
majeure, des cité et district de Montréal, deman-
deresse; contre AARON SIMINOVITCH, du
même lieu, défendeur.

Un lot de terre connu et désigné comme étant le No 855, aux palm et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Louis, à Montréal—avec les bâtisses dessus érigées, appartenant à Aaron Siminovitch, des cité et district de Montréal, mais se trouvant entre les mains de L.-J. Robillard, nommé curateur au délaissement, par jugement du 30 janvier 1918; lesdits lots ayant front sur la rue Coloniale.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-HUITIEME jour de MARS prochain, à MIDI.

Le député-shérif,
P.-M. DURAND.

Bureau du shérif.

Montréal, 20 février 1918. 675—8-2
[Première publication, 23 février 1918.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **T**HE TRUST AND
No 4930. } **L**OAN COMPANY
OF CANADA, corporation légalement constituée,
ayant sa principale place d'affaires pour la provin-
ce de Québec, dans les cité et district de
Montréal, demandeur; vs SYLVESTRE DAM-
BROSIO, défendeur.

Le lot de terre situé au coin de la rue Mont-Royal et de la rue Laval, en la cité de Montréal, connu et désigné sous le numéro mille cent quatorze A de la subdivision du lot originaire numéro quinze (15-1114A), aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de Saint-Jean-Baptiste—avec les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-HUITIEME jour de MARS prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Le député-shérif,
P.-M. DURAND.

Bureau du shérif.

Montréal, 20 février 1918. 677—8-2
[Première publication, 23 février, 1918.]

FEIRI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **F**REDERIC ALLARD,
No 3164. } demandeur; vs LOUIS-
ALICIBIADE BRUNELLE, défendeur; et **T**E-
LESPHORE DEPATIE, curateur au délaisse-
ment.

Un lot de terre situé sur la rue Orléans, à Montréal, connu sous le No 450, de la subdivision du lot originaire No 183, des plan et livre de renvoi officiels du village de la Côte Visitation—avec bâtisses dessus construites et droit de passage dans la ruelle sise en arrière du dit

on the said emplacement of about 20 feet in width along by the Grand Trunk Railway line.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint-Ignace-du-Côteau-du-Lac, on the EIGHTEENTH day of APRIL next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

P.-M. DURAND,
Deputy-sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 13th March, 1918. 1076—11-2
[First publication, 16th March, 1918.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **M**ISS CAROLINE LA-
No. 3641. } **M** FLAMME, spinster,
of the city and district of Montreal, plaintiff;
against AARON SIMINOVITCH, of the same
place, defendant.

That certain lot of land known and designated as being the lot No. 855, on the official plan and book of reference of Saint Louis ward, at Montreal—with the buildings thereon erected, belonging to Aaron Siminovitch, of the city and district of Montreal, but now in the hands of L.-J. Robillard, appointed curator to the surrender of property by judgment of the 30th January, 1918; said lot fronting on Colonial street.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY EIGHTH day of MARCH next, at TWELVE o'clock noon.

P.-M. DURAND,
Deputy sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 20th February, 1918. 676—8-2
[First publication, 23rd February, 1918.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **T**HE TRUST AND LOAN
No. 4930. } **C**OMPANY OF CA-
NADA, a body politic and corporate, duly
incorporated, having its chief place of business
for the province of Quebec, in the city and district
of Montreal, plaintiff; vs SYLVESTRE DAM-
BROSIO, defendant.

That certain lot of land situate at the corner of Mont-Royal and Laval streets, in the city of Montreal, known and designated under the number one thousand one hundred and fourteen A of the subdivision of primitive lot number fifteen (15-1114-A), on the official plan and book of reference of the incorporated village of Saint-Jean-Baptiste—with the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY-EIGHTH day of MARCH next, at TWO o'clock in the afternoon.

P.-M. DURAND,
Deputy sheriff.

Sheriff's office

Montreal, 20th February, 1918. 678—8-2
[First publication, 23rd February, 1918.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **F**REDERIC ALLARD,
No. 3164. } plaintiff; vs LOUIS-
ALICIBIADE BRUNELLE, defendant; and **T**E-
LESPHORE DEPATIE, curator to the surrender
of property made herein.

That certain lot of land situate on Orléans street, at Montreal, known under the No. 450, of the subdivision of primitive lot No. 183, on the official plan and book of reference of the village of Côte Visitation—with the buildings thereon erected and a right of way in the lane

lot de terre, appartenant à Louis-Alcibiade Brunelle, mesureur de bois, des cité et district de Montréal, défendeur, mais se trouvant actuellement entre les mains de Téléphore Dépatie, nommé curateur au délaissement, jugement du 29 janvier 1918.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-HUITIEME jour de MARS prochain, à ONZE heures du matin.

Le député-shérif,
P.-M. DURAND.

Bureau du shérif,
Montréal, 20 février 1918. 679—8-2
[Première publication, 23 février 1918.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir:) BARTHELEMY VAL-
No 3988.) LIERES, demandeur;
vs DAME LEA DESJARDINS, épouse séparée de biens de Jean-Baptiste-Adolphus alias Dolphis Willson; et le dit Jean-Baptiste-Adolphus Wilson alias Dolphis Wilson pour autoriser sa dite épouse aux fins des présentes.

Un immeuble sis rue Garnier, à Montréal, et désigné sous le No sept cent vingt-deux de la subdivision officielle du lot de terre numéro trois cent trente-neuf, aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte-Saint-Louis—avec ensemble les constructions y érigées.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-HUITIEME jour de MARS prochain, à DIX heures du matin.

Le député-shérif,
P.-M. DURAND.

Bureau du shérif,
Montréal, 20 février 1918. 683—8-2
[Première publication, 23 février 1918.]

PONTIAC

Cour du magistrat.

Province de Québec,) D. R. BARRY, de-
District de Pontiac.) mandeur; contre
No 760.) BOZIEL LAPIÈRE, dé-
fendeur.

Toute la lisière de terre située dans le cinquième rang du canton de l'Île Allumette, dans le district de Pontiac, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du dit canton de l'Île Allumette, connue étant le lot numéro quatre (4) des dits rang et canton—avec toutes les bâtisses et dépendances qui s'y rattachent.

Pour être vendue au bureau d'enregistrement du comté de Pontiac, dans le village de Bryson, le DIX-SEPTIEME jour d'AVRIL 1918, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
BERNARD-J. SLOAN.

Le bureau du shérif,
Bryson, Qué., 7 mars 1918. 937—11-2
[Première publication, 16 mars 1918.]

at the rear of said lot of land, belonging to Louis-Alcibiade Brunelle, lumber culler, of the city and district of Montreal, defendant, but now in the hands of Téléphore Dépatie, appointed curator to the surrender of property, judgment of the 29th January, 1918.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY EIGHTH day of MARCH next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

P.-M. DURAND,
Deputy sheriff.

Sheriff's office,
Montreal, 20th February, 1918. 680—8-2
[First publication, 23rd February, 1918.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit:) BARTHELEMY VALLIE-
No. 3988.) RES, plaintiff; vs DA-
ME LEA DESJARDINS, wife separated as to property of Jean-Baptiste-Adolphus alias Dolphis Wilson; and the said Jean-Baptiste-Adolphus Wilson alias Dolphis Wilson, to authorize his said wife for the purposes hereof.

That certain immoveable lying and situate on Garnier street, at Montreal, and designated under the number seven hundred and twenty two of the official subdivision of the lot of land number three hundred and thirty nine, on the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte-Saint-Louis—together with the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY EIGHTH day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon.

P.-M. DURAND,
Deputy sheriff.

Sheriff's office,
Montreal, 20th February, 1918. 684—8-2
[First publication, 23rd February, 1918.]

PONTIAC

Magistrate's Court.

Province of Québec,) D. R. BARRY, plain-
District of Pontiac.) tiff; against
No. 760.) BOZIEL LAPIÈRE, de-
fendant.

All that parcel of tract of land situate in the fifth range of the township of Allumette Island, in the district of Pontiac and known and designated according to the official plan and in the book of reference for the said township of Allumette Island, as lot number four (4) of the said range and township—with all the buildings and appurtenances thereunto belonging.

To be sold at the registrar's office for the county of Pontiac, in the village of Bryson, on the SEVENTEENTH day of APRIL, 1918, at TEN o'clock in the forenoon.

BERNARD-J. SLOAN,
Sheriff.

Sheriff's office,
Bryson, Que., 7th March, 1918. 938—11-2
[First publication, 16th March, 1918.]

RIMOUSKI

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Rimouski.

Rimouski, } **B**ELLAVANCE & CIE, Ri-
No 5666. } mouski; vs DOMINA BRIS-
SON, savoir :

1. La moitié ouest du lot numéro quarante-trois du cadastre officiel du cinquième rang du canton Maepès, paroisse de Sainte-Blandine—avec les bâtisses sus construites, circonstances et dépendances ;

2. Tous les droits d'occupation, de défrichement, de préemptions et autres que le défendeur a et peut avoir sur la moitié est du lot numéro quarante et un au cadastre officiel du cinquième rang du canton Maepès, paroisse de Sainte-Blandine—avec les bâtisses sus-construites.

Le tout à charge de payer à Théophile Roy, Rimouski, la somme de \$700.00, due aux termes d'un acte de vente à réméré.

Pour être vendus à la porte de l'église de Sainte-Blandine, le VINGT-SEPTIEME jour de MARS prochain, 1918, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,
CHS D'ANJOU.

Bureau du shérif.

Rimouski, 20 février 1918. 725—8-2
[Première publication, 23 février 1918.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de circuit.

District de Rimouski, } **E**D-R. HUDON, Saint
No 2705. } Donat ; vs JO-
SEPH LEVESQUE, savoir :

1. La faculté de réméré et autres droits du défendeur sur les lots numéro onze des 3ième et 4ième rangs du canton Ouimet, aux termes d'un acte de vente à réméré consenti à Jos. Dubé, N. P., le 4 mai 1916;

2. Une maison et emplacement sur le lot numéro onze du deuxième rang du canton Ouimet ; borné à l'ouest, au nord et à l'est à M. Nadeau, au sud au chemin.

Pour être vendus au bureau d'enregistrement de la division de Rimouski, à Rimouski, le VINGT-HUITIEME jour de MARS prochain 1918, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
CHS D'ANJOU.

Bureau du shérif.

Rimouski, 20 février 1918. 727—8-2
[Première publication, 23 février 1918.]

ROBERVAL

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour supérieure.

Province de Québec, } **T**HEODULE BOU-
District de Roberval. } CHARD, rentier,
No 1027, à savoir: } de Mistassini; contre
FRANÇOIS PARISEAULT, aussi de Mistassini.

1. Le lot de terre connu et désigné sous le numéro neuf (No 9), du cadastre officiel pour le dixième rang du canton Dolbeau—avec ensemble les bâtisses dessus érigées, circonstances et dépendances ;

2. Le lot de terre maintenant connu et désigné sous le numéro quarante-six (No 46), du cadastre

RIMOUSKI

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court.—District of Rimouski.

Rimouski, } **B**ELLAVANCE & CIE, Ri-
No. 5666. } mouski; vs DOMINA BRIS-
SON, to wit:

1. The west half of the lot number forty three on the official cadastre of the fifth range of the township of Maepès, parish of Sainte-Blandine—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies;

2. All the rights of occupation, clearing, preemptions and other rights which the defendant holds or may hold on the east half of the lot number forty one of the official cadastre of the fifth range of the township of Maepès, parish of Sainte-Blandine—with the buildings thereon erected.

The whole subject to the payment to Théophile Roy, Rimouski, of the sum of \$700.00, as per conditions of a deed of sale with right of redemption.

To be sold at the church door of Sainte-Blandine, on the TWENTY SEVENTH day of MARCH next, 1918, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

CHS. D'ANJOU,
Sheriff.

Sheriff's office.

Rimouski, 20th February, 1918. 726—8-2
[First publication, 23rd February, 1918.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Circuit Court.

District of Rimouski, } **E**D-R. HUDON,
No 2705. } Saint Donat, vs
JOSEPH LEVESQUE, to wit:

1. The right of redemption and other rights which the defendant holds on the lots number eleven of the 3rd and 4th ranges of the township of Ouimet, as per conditions of a deed of sale with right of redemption to Jos. Dubé, N. P., on the 4th May, 1916;

2. A house and emplacement on the lot number eleven of the second range of the township of Ouimet; bounded on the west, north and east by M. Nadeau, on the south by the road.

To be sold at the registry office of the Rimouski division, at Rimouski, on the TWENTY EIGHTH, day of MARCH next, 1918, at TEN o'clock in the forenoon.

CHS. D'ANJOU,
Sheriff.

Sheriff's office.

Rimouski, 20th February, 1918. 728—8-2
[First publication, 23rd February, 1918.]

ROBERVAL

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.

Province of Québec, } **T**HEODULE BOU-
District of Roberval. } CHARD, annuitant,
No. 1027, to wit: } of Mistassini, against
FRANÇOIS PARISEAULT, also of Mistassini.

1. The lot of land known and designated under the number nine (No. 9), on the official cadastre for the tenth range of the township Dolbeau—together with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies;

2. The lot of land now known and designated under the number forty six (No. 46), on the

officiel pour le treizième rang du canton Dolbeau—avec ensemble les bâtisses dessus érigées, circonstances et dépendances;

3. Un certain terrain ou emplacement situé à Mistassini, d'une étendue de cent pieds par cent pieds, et faisant partie du lot de terre connu et désigné sous le numéro cinq-A (ptie No 5-A), du cadastre officiel pour le dixième rang du canton Dolbeau—avec ensemble les bâtisses dessus érigées, circonstances et dépendances; lequel terrain ou emplacement est borné en front au nord au chemin de front du dit rang, à l'est et au sud à Ulric Hébert, et à l'ouest à Henri Lalancette.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Michel-de-Mistassini, MARDI, le VINGT-SIXIÈME jour de MARS 1918, à UNE heure de l'après-midi.

Le shérif,

GEO. LEVESQUE.

Bureau du shérif.

Roberval, 18 février 1918. 685—8—2
[Première publication, 23 février 1918.]

official cadastre for the thirteenth range of the township Dolbeau—together with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies;

3. A certain lot of land or emplacement situated at Mistassini, measuring one hundred feet by one hundred feet, and forming part of the lot of land known and designated under the number five-A (Pt. No. 5-A), on the official cadastre for the tenth range of the township Dolbeau—together with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies; which lot of land or emplacement is bounded in front to the north by the front road of the said range, on the east and south by Ulric Hébert, and on the west by Henri Lalancette.

To be sold at the church door of the parish of Saint Michel-de-Mistassini, on TUESDAY, the TWENTY SIXTH day of MARCH, 1918, at ONE o'clock in the afternoon.

GEO. LEVESQUE,

Sheriff.

Sheriff's office.

Roberval, 18th February, 1918. 686—8—2
[First publication, 23rd February, 1918.]

SAINT-FRANÇOIS

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Saint-François.

Saint-François, à savoir:) MURIEL-E. HUM-
No 984.) PHREYS, du

canton de Stanstead, dans le district de Saint-François, fille majeure et usant de ses droits, demanderesse; contre DAME IVIE SMITH, de la cité de Boston, dans l'état du Massachusetts, l'un des états-unis, épouse d'Horace Otis, du même lieu, et séparée de biens d'avec son mari sous l'empire des lois du dit état et par lui autorisée à toutes fins des présentes, et le dit Horace Otis pour autoriser sa dite épouse à cet effet; Dame Geneva Smith, de la ville de Canaan, dans l'état de New-Hampshire, l'un des dits états, épouse de Fred. Cleveland, du même lieu, et de lui séparée de biens sous l'empire des lois du dit état, et le dit Fred. Cleveland pour autoriser sa dite épouse aux présentes; Dame Millie-L. Smith, du dit canton de Stanstead, épouse de feu John Humphreys, en son vivant de la dite cité de Boston, décédé, et Dame Annie-A. Morrill, de la cité de Somerville, dans le dit état de Massachusetts, épouse de feu Solon Morrill, en son vivant du même lieu, décédé, en sa qualité de tutrice à Herbert-E. Morrill, Robert-M. Morrill, Dorothy Morrill et Doris Morrill, ses enfants mineurs nés de son mariage avec le dit défunt Solon Morrill, défendeurs.

Saisi comme appartenant auxdits défendeurs conjointement.

Le lot numéro neuf cent soixante-quatre (964), dans le douzième (12) rang du canton de Stanstead, des plan et livre de renvoi officiels dudit canton de Stanstead, supposé contenir 100 (cent) acres, plus ou moins—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse du Sacré-Cœur-de-Jésus (Stanstead),

SAINT-FRANCIS

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Saint Francis.

Saint-François, to wit:) MURIEL-E. HUM-
No. 984.) PHREYS, of the

township of Stanstead, in the district of Saint Francis, "fille majeure et usant de ses droits", plaintiff; against DAME IVIE SMITH, of the city of Boston, in the state of Massachusetts, one of the United States, wife of Horace Otis, of the same place, from him separated as to property by the laws of said state and by him duly authorized for all the effects and purposes hereof, and the said Horace Otis for the purpose of authorizing his said wife in this behalf; Dame Geneva Smith, of the town of Canaan, in the state of New Hampshire, one of the said states, wife of Fred. Cleveland, of the same place, and from him separated as to property by the laws of said state, and the said Fred. Cleveland for the purpose of authorizing his said wife in this behalf; Dame Millie-L. Smith, of the said township of Stanstead, widow of the late John Humphreys, in his lifetime of the said city of Boston, deceased, and Dame Annie-A. Morrill, of the city of Somerville, in the said state of Massachusetts, widow of the late Solon Morrill, in his lifetime of the same place, deceased, in her quality of guardian to Herbert-E. Morrill, Robert-M. Morrill, Dorothy Morrill and Doris Morrill, her minor children issue of her marriage with the said late Solon Morrill, defendants.

Seized as belonging to the said defendants jointly.

The lot number nine hundred and sixty four (964), in the twelfth (12) range of the township of Stanstead, on the official cadastral plan and book of reference for the said township of Stanstead, supposed to contain 100 (one hundred) acres, more or less—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Sacré-Cœur-de-Jésus (Stanstead), on the

le VINGT-SIXIEME jour de MARS prochain, 1918, à TROIS heures de l'après-midi.

Le shérif,

HENRY AYLNER.

Bureau du shérif,

Sherbrooke, 20 février 1918. 693—8-2
[Première publication, 23 février 1918.]

TWENTY SIXTH day of MARCH next, 1918, at THREE o'clock in the afternoon.

HENRY AYLNER,

Sheriff.

Sheriff's office,

Sherbrooke, 20th February, 1918. 694—8-2
[First publication, 23rd February, 1918.]

TERREBONNE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Cour supérieure.

Canada, } J.-B. LEFEBVRE,
Province de Québec, } J. demandeur; vs
District de Montréal. } JOSEPH DEHER-
No 1228. } TOGH, défendeur, à sa-
voir:

Un tiers indivise de deux terrains situés dans la paroisse de Sainte-Thérèse-de-Blainville, district de Terrebonne, connus et désignés aux plan et livre de renvoi de la paroisse de Sainte-Thérèse-de-Blainville, sous les numéros deux cent trente-sept et deux cent quarante et un (237 et 241)—avec toutes les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendus à la porte de l'église catholique de la ville de Sainte-Thérèse-de-Blainville, comté et district de Terrebonne, le DIX-SEPTIEME jour d'AVRIL prochain, mil neuf cent dix-huit, entre DIX et ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,

J.-W. CYR.

Bureau du shérif.

Sainte-Scholastique, 11 mars 1918. 1017—11-2

[Première publication, 16 mars 1918.]

TERREBONNE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Superior Court.

Canada, } J.-B. LEFEBVRE
Province of Quebec, } J. plaintiff; vs
District of Montreal. } JOSEPH DEHER-
No. 1228. } TOGH, defendant, to
wit:

The undivided third part of two lots of land situated in the parish of Sainte-Thérèse-de-Blainville, district of Terrebonne, known and designated on the official plan and book of reference of the parish of Sainte-Thérèse-de-Blainville, under the numbers two hundred and thirty seven and two hundred and forty one (237 and 241)—with all the buildings thereon erected.

To be sold, at the catholic church door of the town of Sainte Thérèse-de-Blainville, county and district of Terrebonne, on the SEVENTEENTH day of APRIL next, one thousand nine hundred and eighteen, between TEN and ELEVEN of the clock in the forenoon.

J.-W. CYR,

Sheriff.

Sheriff's office.

Sainte Scholastique, 11th March, 1918.

1018—11-2

[First publication, 16th March, 1918.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour supérieure.

Canada, } LOUIS BEDARD,
Province de Québec, } L. demandeur; vs
District de Montréal. } ALFRED-GEORGE-P.
No 4589. } HOWELL, défendeur.

Les lots de terre connus sous les Nos 1 et 2 de la subdivision officielle du lot No 33 (33-1 et 2), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Agathe-des-Monts, dans le troisième rang du canton Beresford, dans le district de Terrebonne—avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendus, suivant ordonnance de l'honorable juge Victor Allard, en date du 14 février 1918, siégeant là et alors à la Cour supérieure pour le district de Montréal, au bureau du shérif du district de Montréal, en les cité et district de Montréal, le DIX-HUITIEME jour d'AVRIL 1918, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,

J.-W. CYR.

Bureau du shérif.

Sainte-Scholastique, 11 mars 1918. 1019—11-2

[Première publication, 16 mars 1918.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.

Canada, } LOUIS BEDARD,
Province of Quebec, } L. plaintiff; vs AL-
District of Montreal. } FRED-GEORGE-P.
No. 4589. } HOWELL, defendant.

Those certain lots of land known as Nos. 1 and 2 of the official subdivision of the lot No. 33 (33-1 and 2), on the official plan and in the book of reference of the parish of Sainte-Agathe-des-Monts, in the third range of the township of Beresford, in the district of Terrebonne—with the buildings thereon erected.

To be sold, pursuant to an order of Honourable Justice Victor Allard, dated 14th February, 1918, then and there sitting in the Superior Court of the district of Montreal, at the office of the sheriff for the district of Montreal, in the city and district of Montreal, on the EIGHTEENTH day of APRIL, 1918, at TWO o'clock in the afternoon.

J.-W. CYR,

Sheriff.

Sheriff's office.

Sainte-Scholastique, 11th March, 1918.

1020—11-2

[First publication, 16th March, 1918.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour supérieure.

Canada, } LA SOCIETE
Province de Québec, } D'ADMINIS-
District de Terrebonne. } TRATION GENE-
No 1013. } RALE, demande-
desse; vs DAME GRAZIELLE WILSON, défen-
feresse, à savoir:

Superior Court.

Canada, } LA SOCIETE
Province of Quebec, } D'ADMINIS-
District of Terrebonne. } TRATION GENE-
No. 1013. } RALE, plaintiff;
vs DAME GRAZIELLE WILSON, defendant,
to wit:

Un terrain situé en la paroisse de Saint-Canut, comté des Deux-Montagnes, district de Terrebonne, connu aux plan et livre de renvoi officiels pour ladite paroisse sous le numéro quatre-vingt-trois (No 83)—avec bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à la porte de l'église catholique de Saint-Canut, comté des Deux-Montagnes, district de Terrebonne le VINGT-SIXIEME jour de MARS prochain (1918), à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
J.-W. CYR.

Bureau du shérif.
Sainte-Scholastique, ce 19 février 1918.
687—8-2
[Première publication, 23 février 1918].

That certain lot of land situate in the parish of Saint Canut, county of Two-Mountains, district of Terrebonne, known on the official plan and book of reference for said parish under the number eighty three (No 83)—with the buildings thereon erected.

To be sold at the catholic church door of Saint Canut, county of Two Mountains, district of Terrebonne, on the TWENTY SIXTH day of MARCH next (1918), at TEN o'clock in the forenoon.

J.-W. CYR,
Sheriff.

Sheriff's office.
Sainte Scholastique, 19th February, 1918.
688—8-2
[First publication, 23rd February, 1918].

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Cour supérieure.

Canada, Province de Québec, District de Terrebonne, No 1006. } ALEXIS NARBONNE ET AL, demandeurs; contre FRANÇOIS-XAVIER POIRIER, défendeur, à savoir:

Un immeuble connu sous le numéro trente-deux (No 32) du cinquième rang du canton de Wolfe, des plan et livre de renvoi officiels du dit canton de Saint-Faustin, dans les comté et district de Terrebonne—avec bâtisse dessus érigée.

Pour être vendu à la porte de l'église catholique de Saint-Faustin, comté et district de Terrebonne, le VINGT-SEPTIEME jour de MARS prochain (1918), à TROIS heures de l'après-midi.

Le shérif,
J.-W. CYR.

Bureau du shérif.
Sainte-Scholastique, 19 février 1918. 689—8-2
[Première publication, 23 février 1918.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Superior Court.

Canada, Province of Quebec, District of Terrebonne, No. 1006. } ALEXIS NARBONNE ET AL, plaintiffs; against FRANÇOIS - XAVIER POIRIER, defendant, to wit:

That certain immovable known under the number thirty two (No 32) of the fifth range of Wolfe township, on the official plan and book of reference of said township of Saint Faustin, in the county and district of Terrebonne—with the building thereon erected.

To be sold at the catholic church door of Saint Faustin, county and district of Terrebonne, on the TWENTY SEVENTH day of MARCH next (1918), at THREE o'clock in the afternoon.

J.-W. CYR,
Sheriff.

Sheriff's office.
Sainte-Scholastique, 19th February, 1918.
690—8-2
[First publication, 23rd February, 1918]

TROIS-RIVIÈRES

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Cour supérieure.—District des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir: } DAVID TANCRE-DE TRUDEL, demandeur; vs LUDGER GERMAIN, défendeur.

Comme appartenant au dit défendeur, savoir:

1. La juste moitié du côté nord d'une terre située en la paroisse de Saint-Stanislas, au lieu nommé la Rivière-des-Envies, connue et désignée sous le numéro deux cent quatre-vingt-dix-sept (No 297), sur les plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Stanislas, de la contenance de deux arpents de largeur sur trente arpents de profondeur; bornée au nord à Giles Roberge, et au sud à un chemin privé—avec les bâtisses dessus érigées;

2. Une terre située en la paroisse de Saint-Stanislas de la Rivière-des-Envies, sur le côté nord-est de la Rivière-des-Envies, connue et désignée sous le numéro quatre cent cinquante-sept (No 457), aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Stanislas, de figure irrégulière, contenant quatre arpents de largeur sur quatorze arpents de profondeur, plus ou moins; bornée en front à ladite Rivière-des-Envies, en profondeur et du côté nord-est, partie à Timothée Lafontaine, partie à Narcisse Lafontaine, partie à Alvida Déry, et partie à Pierre Déry, et de l'autre côté au sud-ouest partie à Nérée Germain et

THREE RIVERS

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Superior Court.—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit: } DAVID TANCRE-DE TRUDEL, plaintiff; vs LUDGER GERMAIN, defendant.

As belonging to the said defendant, to wit:

1. The exact half of the north side of a farm situate in the parish of Saint Stanislas, at the place called la Rivière-des-Envies, known and designated under the number two hundred and ninety seven (No. 297), on the official plan and book of reference of the said parish of Saint Stanislas, containing two arpents in width by thirty arpents in depth; bounded on the north by Giles Roberge, and on the south by a private road—with the buildings thereon erected;

2. A farm situate in the parish of Saint Stanislas de la Rivière-des-Envies, on the northeast side of la Rivière-des-Envies, known and designated under the number four hundred and fifty seven (No. 457), on the official plan and book of reference of the parish of Saint Stanislas, of irregular outline, containing four arpents in width by fourteen arpents in depth, more or less; bounded in front by the said Rivière-des-Envies, in depth and on the northeast side partly by Timothée Lafontaine, partly by Narcisse Lafontaine, partly by Alvida Déry, and partly by Pierre Déry, and on the other side to the south-

partie à Hilaire Lafontaine—avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendues à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Stanislas de la Rivière-des-Envies, le VINGT-SEPTIEME jour de MARS prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,

CHARLES DUMOULIN.

Bureau du shérif.

Trois-Rivières, 20 février 1918. 691—8-2
[Première publication, 23 février 1918.]

Arrêtés en conseil

Québec, le 8 mars 1918.

PRÉSENT : Le lieutenant-gouverneur en conseil.

Attendu que, sous l'autorité de la section 3 de la loi 8 Geo. V, ch. 23 une taxe pourra être imposée, par voie de licence ou autrement, sur la vente d'une liqueur enivrante importée en vertu de toute législation du parlement du Canada, et que cette taxe peut être au montant et perçue de la manière que déterminera le lieutenant-gouverneur en conseil.

Attend que son Excellence le gouverneur-général en conseil, par l'arrêté No 3473 du 22 décembre 1917 tel qu'amendé par les arrêtés ministériels No 3484 du 26 décembre 1917, No 134 du 19 janvier 1918 et No 224 du 26 janvier 1918, a édicté des règlements comportant qu'aucunes liqueurs enivrantes ne pourront être importées ou introduites au Canada postérieurement au 31 janvier 1918, mais que les dits règlements ne s'appliqueront pas : (a) aux vins servant à des fins culturelles ; (b) aux liqueurs enivrantes servant à des fins médicales ; (c) aux liqueurs enivrantes servant à des fins industrielles ou mercantiles autres que leur fabrication ou leur usage comme boissons, et que cette permission peut être accordée par l'autorité provinciale compétente à l'importateur du dit vin et des dites liqueurs enivrantes pour la vente, possession et usage, aux fins précitées.

Il est ordonné que la taxe suivante soit imposée :

a. Pour chaque licence de vente, pour fins culturelles, dans une municipalité où il existe un règlement de prohibition, d'un vin dont l'importation en Canada est permise, pour ces fins, en vertu d'une loi du parlement du Canada :

Dans les cités, deux cent cinquante piastres ;

Dans les villes, cent piastres ;

Dans les autres municipalités, cent piastres ;

Dans les territoires non organisés, cinquante piastres.

b. Pour chaque licence de vente, pour fins médicales, dans une municipalité où il n'existe pas de règlement de prohibition, des liqueurs enivrantes dont l'importation en Canada est permise, pour ces fins, par une loi du parlement du Canada :

Dans les cités, six cents piastres ;

Dans les villes, trois cents piastres ;

Dans toutes les autres municipalités, trois cents piastres ;

Dans les territoires non organisés, cent piastres.

c. Pour chaque licence de vente, pour fins industrielles ou commerciales, autres que leur fabrication ou leur usage comme boisson, dans une municipalité où il existe un règlement de prohibition, des liqueurs enivrantes dont l'importation en Canada est permise, pour ces fins, par loi du Parlement du Canada :

Dans les cités, huit cents piastres ;

Dans les villes, quatre cents piastres ;

west partly by Nérée Germain and partly by Hilaire Lafontaine—with the buildings thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Stanislas de la Rivière-des-Envies, on the TWENTY SEVENTH day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN,
Sheriff.

Sheriff's office.

Three Rivers, 20th February, 1918. 692—8-2
[First publication, 23rd February, 1918.]

Orders-in-Council

Quebec, 8th March, 1918.

PRESENT The Lieutenant-Governor in Council.

Whereas by section 3 of the Act 8 Geo. V, ch. 23, a tax may be imposed, by way of license or otherwise, for the sale of intoxicating liquor which is imported under the authority of any legislation of the Parliament of Canada, and that such tax may be of such amount and be collected in such manner as may be determined by the Lieutenant-Governor in Council

Whereas His Excellency the Governor General in Council, by order No. 3473 of December 22nd, 1917, as amended by Orders in Council No. 3484 of December 26th, 1917, No. 134 of January 19th, 1918, and No. 224 of January 26th, 1918, has made regulations to the effect that no intoxicating liquors shall be imported or brought into Canada after the 31st January, 1918, but that the said regulations shall not apply: (a) to wine for use in Divine Service; (b) to intoxicating liquors for medicinal purposes; (c) to intoxicating liquors for manufacturing or commercial purposes other than for the manufacture or use thereof as a beverage, and that permission may be granted by the competent provincial authority to the importer of the said wine and intoxicating liquors for the sale thereof, or for the possession and use thereof, for the purposes hereabove mentioned.

It is ordered that the following tax be imposed:

a. For each license, for the sale for sacramental purposes, in a municipality where a prohibitory by-law is not in force, of wine whose importation into Canada is permitted, for these purposes, by or in virtue of a law of the Parliament of Canada:

In cities, two hundred and fifty dollars ;

In towns, one hundred dollars ;

In all other municipalities, one hundred dollars ;

In non-organized territory, fifty dollars.

b. For each license for the sale, for medicinal purposes, in a municipality where a prohibitory by-law is not in force, of intoxicating liquors whose importation into Canada is permitted, for these purposes, by or in virtue of a law of the Parliament of Canada :

In cities, six hundred dollars ;

In towns, three hundred dollars ;

In all other municipalities, three hundred dollars ;

In non-organized territory, one hundred dollars.

c. For each license for the sale, for manufacturing or commercial purposes, other than for the manufacture or use thereof as a beverage, in a municipality where a prohibitory by-law is not in force, of intoxicating liquors whose importation into Canada is permitted, for these purposes, by or in virtue of a law of the Parliament of Canada :

In cities, eight hundred dollars ;

In towns, four hundred dollars ;

Dans toutes autres municipalités, quatre cents piastres ;

Dans les territoires non-organisés, deux cents piastres.

La licence mentionnée dans les paragraphes *a, b et c* du présent arrêté en conseil peut être accordée par le trésorier de la province sur requête écrite et paiement des droits énumérés dans le présent arrêté en conseil, mais ne sera pas nécessaire à une personne qui détient déjà une licence de débit de boisson en gros ou au détail, en vertu des dispositions des articles 988 et 993 de la loi des licences de Québec.

L'honorable trésorier est autorisé à accorder la permission d'avoir en sa possession, de faire usage ou commerce de ces vins ou liqueurs enivrantes pour ces objets, et d'émettre une preuve écrite formelle à cet effet, sur demande par écrit.

Le greffier du Conseil exécutif,

1037

A. MORISSET.

No 1037-38.

Québec, le 8 mars 1918.

PRÉSENT : le lieutenant-gouverneur en conseil.

Attendu que, par la section 3 de la loi 8 Geo. V, ch. 23, une taxe peut être imposée, par voie de licence ou autrement, sur toute personne autorisée par toute loi du parlement du Canada à vendre des liqueurs enivrantes dans la province, et que cette taxe peut être au montant et perçue de la manière qui pourront être fixés par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Il est ordonné que la taxe suivante soit imposée pour chaque licence accordée à un médecin, à un chimiste ou à un pharmacien, légalement autorisé à pratiquer comme tel, pour vendre des liqueurs enivrantes sous l'autorité de l'article 125 de la loi de tempérance du Canada :

Dans les cités, trois cents piastres ;

Dans les villes, cent piastres ;

Dans toutes les autres municipalités, cent piastres ;

Dans un territoire non-organisé, cinquante piastres.

La licence mentionnée dans le présent arrêté en conseil pourra être accordée par le trésorier de la province, sur demande par écrit et paiement des droits précités.

Le greffier du Conseil exécutif,

1039

A. MORISSET.

Québec, le 8 mars 1918.

PRÉSENT : Le lieutenant-gouverneur en conseil.

Il est ordonné que, sous l'autorité de la section 10 de la loi 8 Geo. V, ch. 23, le montant suivant soit fixé pour l'émission de chaque licence de vente de liqueurs pour fins médicales, mécaniques, manufacturières, industrielles ou culturelles, dans les municipalités à un règlement prohibitif est en vigueur.

Dans les cités, six cent piastres ;

Dans les villes, trois cents piastres ;

Dans toutes les autres municipalités, trois cents piastres ;

Dans les territoires non-organisés, cent piastres.

Le greffier du Conseil exécutif,

1041

A. MORISSET.

Québec, le 8 mars 1918.

PRÉSENT : Le lieutenant-gouverneur en conseil.

Attendu que, par la section 12 de la loi 8 Geo. V, ch. 23, le lieutenant-gouverneur en conseil peut fixer les montants d'une licence de pharmacien ou autre débitant à être émise sous l'autorité de la loi de tempérance du Canada.

Il est ordonné que les montants ci-après soient exigibles pour les licences suivantes :

In all other municipalities, four hundred dollars ;

In non-organized territory, two hundred dollars.

The license mentioned in paragraphs *a, b and c* of the present Order in Council may be granted by the Provincial Treasurer upon request in writing and payment of duties mentioned in this Order in Council, and shall not be required by a person holding a wholesale or a retail liquor shop license, under the provisions of articles 988 and 993 of the Quebec License Law.

The Honorable Treasurer is authorized to grant permission to possess and use or deal in such wine of intoxicating liquors for such purposes, and to issue a formal written evidence to that effect, upon request in writing.

A. MORISSET,

Clerk, Executive Council.

No. 1037-38.

Québec, 8th March, 1918.

PRÉSENT : the Lieutenant-Governor in Council.

Whereas by section 3 of the Act 8 Geo. V, ch. 23, a tax may be imposed by way of license or otherwise, upon any person authorized under any legislation of the Parliament of Canada to sell intoxicating liquors in the Province, and that such tax may be of such amount and be collected in such manner as may be determined by the Lieutenant Governor in Council.

It is ordered that the following tax be imposed for each license to a physician, chemist or druggist, legally authorized to practice as such, to sell intoxicating liquors under article 125 of the Canada Temperance Act :

In cities, three hundred dollars ;

In towns, one hundred dollars ;

In all other municipalities, one hundred dollars ;

In non organized territory, fifty dollars.

The license mentioned in this Order in Council may be granted by the Provincial Treasurer, upon request in writing and payment of the duties above mentioned.

A. MORISSET,

Clerk, Executive Council.

1040

Québec, 8th March, 1918.

PRÉSENT : The Lieutenant Governor in Council.

It is ordered that, under the authority of section 10 of the act 8 Geo. V, ch. 23, the following sum be fixed for the issue of each license to sell liquors for medicinal, mechanical, manufacturing or industrial purposes or for use in divine worship, in municipalities where a prohibitory by-law is in force.

In cities, six hundred dollars ;

In towns, three hundred dollars ;

In all other municipalities, three hundred dollars ;

In non-organized territory one hundred dollars.

A. MORISSET.

Clerk, Executive Council.

1042

Québec, 8th March, 1918.

PRÉSENT : the Lieutenant Governor in Council.

Whereas by section 12 of the act 8 Geo. V, ch. 23, the Lieutenant Governor in Council may fix the sums to be paid for the druggist's or other vendor's license to be issued under the authority of the Canada Temperance Act.

It is ordered that the sums hereafter shall be exigible for the following licenses :

a. Pour chaque licence accordée à un pharmacien ou à un autre vendeur spécialement autorisé à vendre du vin pour fins exclusivement cultuelles, en vertu de l'article 118 de la loi de tempérance du Canada :

Dans les cités, deux cent cinquante piastres,
Dans les villes, cent piastres;

Dans toutes les autres municipalités, cent piastres;

Dans un territoire non-organisé, cinquante piastres.

b. Pour chaque licence accordée à une personne spécialement autorisée à vendre des liqueurs enivrantes pour fins médicales ou usage légitime dans quelque art, négoce ou industrie, sous l'autorité de l'article 119 de la loi de tempérance du Canada :

Dans les cités, six cents piastres;
Dans les villes, trois cents piastres;

Dans toutes les autres municipalités, trois cents piastres;

Dans un territoire non-organisé, cent piastres.

c. Pour chaque licence accordée à un marchand ou à un négociant exerçant exclusivement un commerce de gros et dûment autorisé à vendre des liqueurs à la quantité, pour la vente de liqueurs enivrantes, sous l'autorité de l'article 123 de la loi de tempérance du Canada :

Dans les cités, huit cents piastres;
Dans les villes, quatre cents piastres;

Dans toutes les autres municipalités, quatre cents piastres;

Dans un territoire non-organisé, deux cents piastres.

Le greffier du Conseil exécutif.

1045

A. MORISSET,

Québec, le 8 mars 1918.

PRÉSENT : Le lieutenant-gouverneur en conseil.
Attendu qu'il est à propos de changer le dénominateur de la formule déterminant le nombre de chevaux-force des véhicules-moteurs dont on soll cite l'enregistrement, tel qu'adopté par l'arrêté en conseil No 204 du 23 février 1918, et de changer, en conséquence, le taux de l'honoraire d'enregistrement fixé par le même arrêté en conseil.

Il est ordonné que :

1. Les mots "sept et demi" à la fin du premier paragraphe du susdit arrêté en conseil soient remplacés par le mot "dix", et que les chiffres "7.5" soient remplacés par les chiffres "10";

2. Les mots "cinquante-cinq", dans la quatrième ligne du deuxième paragraphe soient remplacés par le mot "soixante-dix."

Le greffier du Conseil exécutif.

1043

A. MORISSET.

a. For each license to a druggist or other vendor thereto specially authorized to sell wine for exclusively sacramental purposes, under article 118 of the Canada Temperance Act :

In cities, two hundred and fifty dollars;
In towns, one hundred dollars;

In all other municipalities, one hundred dollars;

In non-organized territory, fifty dollars.

b. For each license to a person thereto specially authorized to sell intoxicating liquors for exclusively medicinal purposes or for bona fide use in some art, trade or industry, under article 119 of the Canada Temperance Act :

In cities, six hundred dollars;
In towns, three hundred dollars;

In all other municipalities, three hundred dollars;

In non-organized territory, one hundred dollars.

c. For each license to any merchant or trader, exclusively in wholesale trade and duly licensed to sell liquors by wholesale to sell intoxicating liquors under article 123 of the Canada Temperance Act :

In cities, eight hundred dollars;
In town, four hundred dollars;

In all other municipalities, four hundred dollars;

In non-organized territory, two hundred dollars.

A. MORISSET,

Clerk, Executive Council.

Québec, 8th March, 1918.

PRESENT : The Lieutenant-Governor in Council.
Whereas it is advisable to change the denominator of the formula for the determining of the horse-power of motor vehicles sought to be registered, as adopted by Order in Council No. 204 of the 23rd February, 1918, and accordingly, change the rate of the registration fee established by the same Order in Council.

It is ordered that :

1. The words "seven and one half" at the end of the first paragraph of the aforesaid Order in Council be replaced by the word "ten", and the figures "7.5" be replaced by the figures "10";

2. The words "fifty five", in the fourth line of the second paragraph be replaced by the word "seventy."

A. MORISSET,

Clerk, Executive Council.

Lettres patentes

"Kian Num Club, Incorporated".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par l'administrateur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 8 mars 1918, constituant en corporation MM. Buck Woo, Tom Lee et Wong Duck, marchands; Hum Shum, blanchisseur, Hum Long Chum, restaurateur, tous de la cité et du district de Montréal, pour les fins suivantes :

Favoriser le progrès et l'étude des questions politiques, sociales et économiques contemporaines au moyen de cours, publications, conférences,

Letters patent

"Kian Num Club, Incorporated".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Administrator of the Province of Québec, bearing date the 8th March, 1918, incorporating Messrs. Buck Woo, Tom Lee and Wong Duck, merchants; Hum Shum, laundry keeper, Hum Long Chum, restaurant keeper, all of the city and district of Montreal, for the following purposes :

To carry on the promotion and study of political social, and economic questions of the day by means of lectures, papers, debates, and to provide

donner et procurer aux membres des distractions et amusements de toutes sortes ainsi que tous les privilèges dont jouit d'habitude un club sociale et littéraire ;

Tenir aussi un restaurant, un réfectoire, une salle de billards et de pool, des allées de quilles, tenir et gérer tous autres jeux susceptibles d'intéresser et amuser les membres, le tout pour l'avantage des membres de ladite association, avoir aussi le droit de servir des boissons alcooliques, à ses membres, dans la maison de club de ladite association, le tout suivant les lois de la province de Québec ;

Entretenir l'amitié et les relations entre les membres ;

Aider les membres du club, financièrement, dans l'industrie, ou autrement, sous le nom de "Kian Num Club, Incorporated," avec un fonds social de deux mille piastres (\$2,000.00), divisé en deux cents (200) parts de dix piastres (\$10.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce 8 mars 1918.

Le sous-secrétaire de la province,
1025—11—2 C.-J. SIMARD.

"L'Union des Cultivateurs de la province de Québec, incorporée".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par l'administrateur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du huitième jour de mars 1918, constituant en corporation MM. Charles-Joseph-Eugène Charbonneau, notaire; Joseph-Siméon Pilon, employé-civil; Jean Charbonneau, avocat; Napoléon Morissette, marchand, Montréal; Philippe Morel, agent, Maisonneuve, dans les buts suivants:

Protéger et défendre les intérêts économiques de la classe agricole ;

Publier, imprimer et distribuer des journaux, circulaires, livres et autres matières écrites ou imprimées, relatifs à l'agriculture ou d'intérêt et d'utilité pour et à la classe agricole ;

Exploiter et exercer une industrie de fruits, de légumes conservés, ou autres produits du sol ;

Aider à la promotion, organisation, au développement ou à l'administration de toutes compagnies ayant pour objet d'exploiter ou exercer une industrie de fruits, de légumes conservés ou de produits du sol, ou toute industrie que la compagnie jugera de nature à pouvoir être avantageusement exercée en rapport avec les affaires ou objets de la compagnie ;

Agir en qualité d'agent ou intermédiaire entre le vendeur et l'acheteur de toutes espèces de marchandises ou machineries nécessaires aux cultivateurs, sans avoir néanmoins le droit de charger de commission comme tel agent ou intermédiaire ;

Acheter, vendre toutes marchandises quelconque en gros et en détail ;

Acheter ou autrement acquérir, entreprendre, assumer tout ou partie des biens, affaires, propriétés, privilèges, contrats, droits, obligations et passif d'aucune personne, maison ou compagnie exerçant aucune industrie que cette compagnie est autorisée à exercer, ou aucune industrie similaire ou possédant des biens convenant aux fins des affaires de la compagnie et les payer en espèces, actions libérées, obligations ou autres valeurs de cette compagnie ; détenir ou disposer d'aucune manière de la totalité ou d'aucune partie des biens ainsi achetés ou acquis ;

and furnish members with recreations and amusements of all kinds and all privileges usually enjoyed by a social and literary club ;

Also to conduct a buffet, dining room, billiards and pool room, bowling alleys and to maintain and conduct such other games as may be of interest and amusement to the members, the whole for the benefit of the members of the said association, also the right to serve non alcoholic beverages to its members within the club-house of the said association, the whole according to the laws, of the Province of Quebec ;

To promote friendship and relations between members ;

To help the members of the club, either financially or industrially, or otherwise, under the name of "Kian Num Club, Incorporated", with a capital stock of two thousand dollars (\$2,000.00), divided into two hundred (200) shares of ten dollars (\$10.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial, Secretary, this 8th day of March, 1918.

C.-J. SIMARD,
1026—11—2 Assistant Provincial Secretary.

"L'Union des Cultivateurs de la province de Québec, incorporée".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Administrator of the province of Quebec, bearing date, the eight day of March, 1918, incorporating Charles-Joseph-Eugène Charbonneau, notary; Joseph-Siméon Pilon, civil employee; Jean Charbonneau, barrister; Napoléon Morristte, merchant, of the city of Montreal, and Philippe Morel, agent, of the city of Maisonneuve, for the following purposes :

To protect and defend the economical interests of the agricultural class ;

To publish, print and distribute newspapers, circulars, books and other written or printed matters respecting agriculture or of interest and use to the agricultural class

To exploit and carry on the fruit industry, the canned goods industry, or other farm products industry ;

To aid in the promotion, organization, development and management of any companies having for their object the exploitation or carrying on of the fruit industry, the canned goods industry or other farm product industry, or any industry which may appear to the company capable of being advantageously carried on in connection with the business or objects of the company ;

To act as agent or intermediary between sellers and buyers of all kinds of goods or machinery necessary to farmers and that without the right to charge a commission fee when acting in such capacity of agent or intermediary ;

To buy, sell all kinds of goods, wholesale and retail ;

To buy or otherwise acquire, undertake, take over the whole or any part of the property, business assets, privileges, contracts, rights, obligations and liabilities of any person, firm or company carrying on any business which this company is authorized to carry on, or any other similar industry, or possessed of property suitable for the business purposes of the company and to pay for same in cash, paid up shares, bonds or other securities of this company; to hold or in any way dispose of the whole or any part of the property thus bought or acquired ;

Rémunérer aucune personne ou compagnie pour services rendus en plaçant ou en aidant à placer, en souscrivant ou garantissant le placement d'aucune action du capital, y compris les dépenses légales et les payer en espèces ou, avec l'approbation des directeurs, en actions de la compagnie ;

Payer à même les fonds de la compagnie le coût de l'organisation et de l'incorporation de la compagnie ;

Faire tous les actes, exercer tous les pouvoirs, entreprendre toute industrie se rattachant au juste accomplissement des objets pour lesquels la compagnie est incorporée et qui lui sont nécessaire pour lui permettre d'exploiter avantageusement son entreprise ;

Faire des recherches, examiner et faire rapport sur le titre ou la valeur de biens mobiliers et immobiliers privés ou publics ;

Le pouvoir d'agir comme agent de compagnies d'assurances, sous le nom de "L'Union des Cultivateurs de la province de Québec, incorporée", avec un capital social de quatre-vingt-dix-neuf mille piastres (\$99,000.00), divisé en trois mille neuf cent soixante (3,960) actions de vingt-cinq piastres (\$25.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce huitième jour de mars 1918.

Le sous-secrétaire de la province,
1027—11-2 C.-J. SIMARD.

To remunerate any person or company for services rendered in placing or assisting to place, in subscribing or guaranteeing the placing of any shares of the capital stock including the legal expenses and to pay for same in cash or with the approval of the shareholders in shares of the company ;

To pay out of the funds of the company the costs of organization and incorporation of the company ;

To do all acts, exercise all powers carry on any business that may seem conducive to the proper attainment of the objects for which the company is incorporated and which may appear necessary to enable the company to advantageously carry on its undertakings ;

To make researches, examine and report on the title or value of private or public moveable and immoveable property ;

The power to act as agent for insurance companies under the name of "L'Union des Cultivateurs de la province de Québec", with a capital stock of ninety-nine thousand dollars (\$99,000.00) divided into three thousand nine hundred and sixty (3,960) shares of twenty-five dollars (\$25.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal, district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this eight day of March, 1918.

C.-J. SIMARD,
1028—11-2 Assistant Provincial Secretary.

"Children's Footwear, Limited".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par l'administrateur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 8 mars 1918, constituant en corporation MM. Lazarus Millman, avocat, Aaron Millman, agent d'immeuble Max Getz, pharmacien, I. Getz, pharmacien, et J.-J. Kibrick, étudiant en droit, tous de la cité et du district de Montréal, pour les fins suivantes :

Exercer le commerce de manufacturiers et marchands en gros et au détail de bottes, souliers, pantouffes, et de toutes les sortes de chaussures ; aussi acheter, vendre et trafiquer de tous effets et marchandises ou des autres articles et marchandises que la compagnie jugera susceptibles d'un commerce avantageux, en rapport avec son négoce, aussi fabriquer et établir, aménager, entretenir et activer des manufactures pour y fabriquer des effets et marchandises pour tous les commerces précités ou aucun d'iceux ;

Acheter, louer ou autrement acquérir, détenir et avoir la jouissance de toute propriété mobilière ou immobilière, des franchises, de l'achalandage, des brevets, marques de commerce, droits et privilèges que détiennent ou dont jouit aucune personne, aucune société ou aucune compagnie constituée ou organisée pour l'exercice d'aucun commerce semblable à celui que la présente corporation est autorisée à exercer, et assumer le passif d'aucune telle personne, société ou compagnie ;

Tirer, faire, accepter, endorser, payer et émettre des billets promissoires, lettres de crédit, chèques, connaissements, traites, débentures et autres instruments négociables et transférables ;

Faire toutes choses, exercer tous pouvoirs et aucun commerce se rattachant à l'accomplissement des objets pour lesquels la compagnie est constituée en corporation, sous le nom de

"Children's Footwear, Limited".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Administrator of the Province of Quebec, bearing date the 8th March, 1918 incorporating Messrs. Lazarus Millman, advocate, Aaron Millman, real estate agent, Max Getz, druggist, I. Getz, pharmacist and J.-J. Kibrick, student at law, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturers and dealers both wholesale and retail, in boots, shoes, slippers and all kind of footwear ; and to buy, sell and deal in all such articles and goods or such other articles and goods, as the company may consider capable of being conveniently dealt in, in relation to the business, and to manufacture and establish, equip, maintain and operate factories for manufacturing articles and goods for any or all of the above mentioned businesses ;

To purchase, lease or otherwise acquire, hold and enjoy all the property, moveable and immoveable, franchises, good-will, patents, trade marks, rights and privileges hold and enjoyed by any person or firm or by any company, or compages carrying or formed for carrying on any similar business to that which this company is authorized to carry on and to undertake the liabilities of any such person, firm or company ;

To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, letters of credit, cheques, bills of lading, drafts, debentures and other negotiable and transferable instruments ;

To do all things, exercise all the powers and carry on any business incidental to the carrying on the objects wherefore the company is incorporated, under the name of "Children's Foot-

"Children's Footwear, Limited", avec un fonds social de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) parts de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal, dans notre dite province.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce huitième jour de mars 1918.

Le sous-secrétaire de la province,
1020—11-2 C.-J. SIMARD.

wear, Limited", with a capital stock of twenty thousand dollars current money of Canada (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at the city of Montreal, in our said Province.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this eighth day of March, 1918.

C.-J. SIMARD,
1030—11-2 Assistant Provincial Secretary.

"Noé Bourassa, limitée".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par l'administrateur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 8 mars 1918 constituant en corporation MM. Noé Bourassa, boucher, Raoul Bourassa, gérant, Zénon Delorme, commis, Alphonse-A. Audet et Esdras Renaud, comptables, tous de Montréal, dans les buts suivants :

Faire le commerce en général des produits alimentaires, viandes et conserves ;

Produire et manufacturer les produits formant en aucune manière quelconque directement ou indirectement l'objet de tel commerce ou industrie ;

Demander ou obtenir ou affermer ou acquérir autrement et posséder, employer, mettre en opération, vendre, céder, toutes marques de commerce, patentes d'invention ou autres tels droits et privilèges qui peuvent être utiles à la compagnie, ou en disposer autrement ;

Faire tous les actes et exercer tous les pouvoirs accordés par la "Loi des Compagnies" en autant qu'il sera jugé nécessaire ou utile aux dites fins et spécialement ;

Promouvoir ou aider à promouvoir et devenir actionnaire dans toute compagnie auxiliaire ou autre compagnie ayant en tout ou en partie des objets semblables à ceux de cette compagnie ou se consolider ou s'amalgamer avec icelle aux termes et conditions qui peuvent être jugés à propos ;

Emettre, répartir des actions acquittées du capital-action de la compagnie, soit privilégiées ou ordinaires en paiement ou partie de paiement pour toute propriété, meubles ou immeubles, ou tous les deux, marchandises, machines, outillage et roulant, et pour tous droits, privilèges ou concessions garantis par achats, bail ou autrement, ou pour services rendus ou convenus de rendre à la compagnie par toutes personnes dans la formation et le progrès de la compagnie, ou la conduite de ses affaires, sous le nom de "Noé Bourassa, limitée", avec un capital social de quatre-vingt-dix-neuf mille piastres (\$99,000.00), divisé en mille neuf cent quatre-vingt (1980) actions de cinquante piastres (\$50.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce huitième jour de mars 1918.

Le sous-secrétaire de la province,
1031—11-2 C.-J. SIMARD.

"Parc Dollard, limitée".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par l'administrateur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du quatorzième jour de mars 1918, constituant en corporation M.M. Henri-Joseph Bruenlle, comptable ; Victorien alias Anthyme Roy, agent ; Montréal ; Joseph-Elizée Roy, courtier ; Joseph-Jean, avocat ; et Joseph

"Noé Bourassa, limitée".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Administrator of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of March, 1918, incorporating Messrs. Noé Bourassa, butcher, Raoul Bourassa, manager, Zénon Delorme, clerk, Alphonse-A. Audet and Esdras Renaud, accountants, all of Montreal, for the following purposes :

To carry on the business of and deal generally in food products, meats and preserved goods ;

To produce and manufacture the products forming in any manner whatever directly or indirectly the object of such business or trade ;

To apply for, obtain, lease or otherwise acquire and hold, employ, operate, sell, assign, any trade marks, patents of invention or other such rights and privileges that may be useful to the company, or otherwise dispose of same ;

To do all such acts and exercise all the powers as are granted by the "Companies' Act" in so far as may be deemed necessary or useful for the said purposes, and especially ;

To promote or assist in promoting and become a shareholder in any auxiliary or other company with objects in whole or in part similar to those of this company, or to consolidate or amalgamate with same on the terms and conditions that may be deemed fit ;

To issue and allot paid up shares of the capital stock of the company, either preferred or common, in payment or part payment for any property, moveables or immoveables, or both, merchandise, machinery, equipment and rolling stock, and for any rights, privileges or concessions secured by purchase, lease or otherwise, or for services rendered or agreed to be rendered to the company by any persons in the formation and progress of the company or the management of its business, under the name of "Noé Bourassa, limitée", with a capital stock of ninety-nine thousand dollars (\$99,000.00) divided into nineteen hundred and eighty (1980) shares of fifty dollars (\$50.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this eighth day of March, 1918.

C.-J. SIMARD,
1032—11-2 Assistant Provincial Secretary.

"Parc Dollard, limitée".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Administrator of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of March, 1918, incorporating Henri-Joseph Brunelle, accountant ; Victorien alias Anthyme Roy, agent, of the city of Montreal ; Joseph-Elizée Roy, broker ; Joseph Jean, barrister, and Joseph-Clément-Victo-

Clément-Victorien Roy, notaire, de la ville de la Pointe-aux-Trembles, dans les buts suivants :

Exercer sur toutes ses formes le commerce d'une compagnie d'immeubles et de terrains ; acquérir par achat, louage, échange ou autrement, et utiliser, détenir et améliorer les terres, tenements, héritages, immeubles et intérêts en iceux, avec pouvoir d'acheter, posséder, développer, améliorer, découvrir, coloniser, cultiver, louer, grever, échanger, vendre et autrement faire le commerce et disposer des terres et biens-fonds, cultivés ou non, ainsi que d'aucun intérêt ou droit en iceux à cette fin, dépenser de l'argent, et employer des capitaux à acheter, arpenter, découvrir, améliorer, développer et rendre propres à l'occupation et à l'établissement les terres qui seront nécessaires aux objets de ladite corporation ; et sur ces terres, faire, construire, ériger, bâtir et entretenir des routes, des ponts et autres voies de communication internes, des maisons, des moulins, des usines et des manufactures, ainsi que d'autres structures et installations nécessaires ou avantageuses à l'occupation ou à l'amélioration de ces terres ; y faire et accomplir des travaux et améliorations ;

Construire des résidences et autres structures sur la totalité ou aucune partie de ces biens-fonds ;

Vendre, louer, transporter, échanger, aliéner ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie de ces terrains, et les développer, les améliorer, diviser ces propriétés en lots à bâtir, en rues, ruelles, squares, ou autrement ;

Faire des avances au moyen de prêts aux acheteurs ou locataires d'aucune partie des terrains de la compagnie pour fins de construction ou autres améliorations, aider par avances de deniers ou autrement à la construction et à l'entretien des chemins, des rues, de l'aqueduc, de l'égoût et des autres travaux et améliorations propres à rendre plus accessibles les propriétés de la corporation et à en accroître la valeur ;

Prendre et détenir des hypothèques, des mortgages, nantissements, liens et charges pour garantir le paiement du prix d'achat d'aucune propriété vendue par la compagnie ou d'aucune sommes d'argent à elle due par les acheteurs ou qu'elle aura avancée à ces derniers pour fins de construction ou pour d'autres améliorations ;

Placer des capitaux sur de la propriété foncière pour l'avantage d'aucune personne ou corporation, assumer la surveillance et l'administration des placements ainsi faits ainsi que des placements semblables, et en garantir la valeur ;

Acquérir et posséder des édifices à bureaux, des maisons de rapport ainsi qu'aucune autre catégorie de bâtisses, les vendre ou les louer en tout ou en partie ; en être les agents ou administrateurs ;

Être une agence ou une association représentant d'autres personnes qui confient à la compagnie des deniers à prêter ou à placer, aussi garantir le remboursement du capital, le service des intérêts, ou les deux, le paiement d'aucun montant d'argent confié à la corporation pour placement, pour assurance contre perte, sur aucune garantie ou obligation, ou le paiement d'aucune avance faite par la compagnie, recevoir et disposer d'aucune espèce de valeurs ou de garanties transportées, données en nantissement, hypothéquées, grevées, cédées ou déposées à la corporation en rapport avec ces garanties, obligation, avance ou placement ;

Garantir aucun placement que fera la compagnie comme agent ou autrement ;

Exercer le commerce d'agents d'immeubles généralement, acheter, vendre et administrer des propriétés et des successions, aussi louer les

rien Roy, notary, of the town of Pointe-aux-Trembles, for the following purposes:

To carry on in all its branches the business of a real estate and land company ; to acquire by purchase, lease, exchange or otherwise and to use, hold and improve lands, tenements, hereditaments, immoveables and interests therein, with the power of purchasing, holding, developing, improving, clearing, settling, cultivating, renting, pledging, exchanging, selling and otherwise dealing in and disposing of real estate and lands, whether cultivated or not, and any interest or right therein, and for that purpose to pay out and invest capital in purchasing, surveying, clearing, improving, developing and preparing for occupation and settlement such lands as may be necessary for the purpose of the said company ; and in and upon such lands to make, construct, erect, build and maintain roads, bridges and other internal communications, houses, mills, factories and manufactories and other buildings and works necessary or expedient for the occupation or improvement of any such lands, and to operate and carry on any works or improvements thereon ;

To construct dwelling houses and other buildings upon such real estate or any part thereof ;

To sell, lease, convey, exchange, dispose of or otherwise deal with such real estate or any portion thereof, and to develop, improve and lay out any such property in building lots, streets, lanes, squares or otherwise ;

To make advances by way of loans to purchasers or lessees of any part of the company's real estate for building purposes or other improvements, to aid by way of advances or otherwise in the construction and maintenance of roads, streets, waterworks, sewers, and other works of improvement calculated to render the company's property more accessible and to enhance its value ;

To take and hold hypothecs, mortgages, pledges, liens and charges to secure the payment of the purchase price of any property sold by the company or any money due to the company from purchasers or advanced by the company to purchasers for building purposes and or other improvements ;

To invest moneys in immoveable property for the benefit of any person or corporation ; to undertake the care and management of investments so made and similar investments and guarantee the security of the same ;

To acquire and own office buildings, apartment houses and any and all other classes of buildings, and to sell or lease the same or parts thereof and to act as managers or agents for such buildings ;

To act as an agency or association for or on behalf of others who entrust the company with money to lend or invest and also to secure the repayment of the principal or the payment of the interest, or both, of any moneys entrusted with the company for investment and for the purpose of securing the company against loss, upon any guarantee or obligation, of any advance made by the company and to receive and dispose of any description of assets or security which is conveyed, pledged, hypothecated, mortgaged, or assigned to or warehoused with the company in connection with such guarantee, obligation, advance or investment ;

To guarantee any investment made by the company as agent or otherwise ;

To carry on the business of real estate agents generally, including buying, selling and managing properties and estates, also renting proper-

propriétés et en percevoir les revenus, le tout à commission ou par une autre manière de rémunération ;

S'entremettre en qualité d'agents et courtiers pour préparer, arrêter des conventions, ou autrement obtenir des contrats d'assurances pour les clients et autres personnes en relation avec la compagnie et négocier des prêts et investissements ;

Acquérir des terres dans ou près des limites d'aucune municipalité de la province de Québec, et construire sur ces terres des résidences de dimensions moyennes munies d'améliorations convenables ;

Acquérir par achat, bail, concession, échange ou autre titre légal et détenir telle propriété mobilière ou immobilière jugée nécessaire et requise aux fins du commerce de la compagnie, et les payer en espèces, en actions libérées, en obligations ou autres valeurs de la corporation, et disposer desdites propriétés ;

Acheter, acquérir, détenir, transporter, vendre et aliéner les parts, le capital, les débetures ou valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont semblables à ceux de la présente corporation ou qui exerce un commerce susceptible d'exercice profitable à la compagnie ;

Emettre, transporter et répartir des parts acquittées du capital-action de la corporation en paiement du commerce, de la franchise, de l'entreprise, de la propriété, des droits, privilèges, baux, licences, brevets, contrats, bien-fond, capital, créances ou autre propriété que la compagnie pourra légalement acquérir en vertu des présentes ;

Vendre ou autrement disposer d'aucune partie des biens fonciers ou d'autre propriété possédés par la corporation en considération, pour les stipulations et conditions que la compagnie jugera avantageuses, et accepter du numéraire, des actions, des débetures, du capital ou des valeurs d'aucune autre compagnie en paiement total ou partiel ;

Conclure aucun arrangement pour le partage des bénéfices ou l'union des intérêts avec aucune personne ou corporation exerçant, engagée dans, sur le point d'exercer ou de s'engager dans, aucun commerce ou genre d'affaires que la présente compagnie est autorisée à exercer ou dans lesquels elle peut s'engager, et prendre ou autrement acquérir des actions et valeurs d'aucune telle compagnie, et les vendre, les détenir, les remettre avec ou sans garantie ou autrement en disposer ;

Faire enregistrer et reconnaître la compagnie dans aucun pays étranger, désigner les personnes qui, conformément aux lois de ces pays étrangers, devront l'y représenter et recevoir signification, pour elle et en son nom, d'aucune procédure ou action ;

Se joindre avec aucune autre compagnie dont les fins sont totalement ou partiellement semblables à celles de la présente corporation ;

Distribuer aux actionnaires de la compagnie en espèce ou autrement, tel qu'arrêté, aucun bien de la corporation, spécialement les actions, les obligations, les débetures ou les autres valeurs d'aucune autre compagnie appartenant à la corporation, ou dont elle pourra disposer ;

Promouvoir, organiser, administrer ou développer, ou aider à promouvoir, organiser, administrer ou développer aucune corporation, compagnie, aucun syndicat, aucune entreprise, et accomplir tous actes nécessaires ou s'y rattachant ; souscrire, acquérir, garantir, émettre,

ties and collecting rents, the whole for a commission or other remuneration ;

To act as agents and brokers in arranging, contracting for or otherwise procuring contracts of insurance for customers and others having dealings with the company and to negotiate loans and investments ;

To acquire lands in or near the boundaries of any municipality in the Province of Quebec and to build on such lands dwelling houses of reasonable dimensions supply with proper improvements ;

To acquire by purchase, lease, concession, exchange or other legal title and to hold such property, moveable or immovable, as may be deemed necessary and requisite for the purposes of the company's businesses, and to pay for the same in cash, paid up and non-assessable shares, bonds or other securities of the company and dispose of the said properties ;

To purchase, acquire, hold, transfer, sell and dispose of the shares, stocks, debentures or securities in any other company having objects similar to those of this company or carrying on business capable of being conducted so as to benefit this company ;

To issue, hand over and allot as paid up stock, shares of the capital stock of the company in payment of any business, franchise, undertaking, property, rights, privileges, leases, licences, patents, contracts, real estate, stock, assets and or other property or rights which the company may lawfully acquire by virtue hereof ;

To sell or otherwise dispose of any portion of the real estate immovable or other property owned by the company for such consideration and upon such terms and conditions as the company shall see fit, and to accept cash, shares, debentures, stock or securities of any other company in payment or part payment thereof ;

To enter into any arrangement for sharing of profits or union of interest with any person or company carrying on, or engaged in, or about to carry on, or engage in any business or transaction, which this company is authorized to engage in or carry on, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company, and to sell, hold, re-issue with or without warranty or otherwise deal in the same ;

To secure the registration and recognition of the company in any foreign country, and to designate persons therein, according to the laws of such foreign country, to represent this company and to accept service for and on its behalf of any process or suit ;

To amalgamate with any other company having objects in whole or in part similar to those of this company ;

To distribute amongst the shareholders of the company in specie or otherwise, as may be resolved, any assets of the company, particularly the shares, bonds, debentures or other securities of any other company belonging to the company, or which the company have the power to dispose of ;

To promote, organize, manage or develop, or assist in the promotion, organization, management or development of any corporation, company, syndicate, enterprise or undertaking and to do all acts, necessary or incidental thereto ; and to underwrite, acquire, guarantee, issue,

détenir et aliéner la totalité ou aucune partie des parts ou valeurs d'aucune telle compagnie ou association ;

Exercer aucun autre commerce que la compagnie croira susceptible d'être convenablement exercé en rapport avec le commerce et les objets de la corporation, ou propre à rendre profitables les biens et droits de la compagnie et à accroître leur valeur ;

Les pouvoirs énumérés dans chaque paragraphe des présentes ne sont en aucune manière limités ou restreints par référence aux termes d'aucun autre paragraphe ou inférence d'iceux, sous le nom de "Parc Dollard, limitée", avec un fonds social de cent quatre-vingt-dix mille piastres (\$190,000.00), divisé en dix neuf cents (1900) parts de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaire de la corporation, sera en la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quatorzième jour de mars 1918.

Le sous-secrétaire de la province,

1035—11-2

C.-J. SIMARD.

hold and dispose of all or any of the shares or securities of any such company or association ;

To carry on any other business which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with the business or objects of the company, or calculated to enhance the value or render profitable any of the company's property or rights ;

The powers in each paragraph hereof are to be in no wise limited or restricted by reference to or inference from the terms of any other paragraph, under the name of "Parc Dollard, limitée", with a capital stock of one hundred and ninety thousand dollars (\$190,000.00), divided into nineteen hundred (1900) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this fourteenth day of March, 1918.

C.-J. SIMARD,

1036—112

Assistant Provincial Secretary.

Département du trésor

Avis est par le présent donné que la "German American Insurance Company of New-York", une compagnie d'assurance étant dûment enregistrée pour transiger des affaires d'assurance contre le feu et les ouragans dans la province de Québec, a maintenant changé son nom et opère sous celui de "Great American Insurance Company".

Donné conformément aux dispositions de l'article 6950 S.R.P.Q., 1909, ce treizième jour de mars 1918.

Pour le trésorier de la province de Québec.

Le surintendant des assurances,

1091—11-2

EDW.-E. DUCKWORTH.

Avis est par le présent donné qu'un permis a été accordé à la Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la municipalité de Saint-Jude, en vertu de l'article 6870 des Statuts refondus, de la province de Québec, 1909, (4 Geo. V, c. 54, s. 1.) pour transiger des affaires d'assurance mutuelle contre le feu et la foudre sur les bâtiments situés sur les biens-fonds imposables dans la municipalité de Saint-Jude, comté de Saint-Hyacinthe, dans la province de Québec.

Donné conformément à l'article 6950 des Statuts refondus de la province de Québec, 1909, ce huitième jour de mars 1918.

Pour le trésorier de la province de Québec.

Le surintendant des assurances,

1093—11-2

EDW.-E. DUCKWORTH.

Faillite—avis de

District de Saint-François. *In re* : Napoléon Bachand, Magog, failli.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé dans cette affaire, payable à notre bureau, le 28ième jour de mars 1918.

Les curateurs conjoints

TELESPHORE BELANGER,
GEDEON-E. BEGIN.

Bureau de Bélanger & Bégin,
155 rue Wellington.

Sherbrooke, 12 mars 1918.

1085

Treasury Department

Notice is hereby given that the "German American Insurance Company of New York", a duly registered company to transact the business of fire and tornado insurance in the Province of Quebec, has now changed its name and is operating under the name of Great American Insurance Company.

Given pursuant to article 6950 R.S.P.Q., 1909, this thirteenth day of March, 1918.

For the Treasurer of the Province of Quebec.

EDW.-E. DUCKWORTH,

1092—11-2

Superintendent of Insurance.

Notice is hereby given that a license has been issued to "La Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la municipalité de Saint-Jude", pursuant to article 6870 of the Revised Statutes of the Province of Quebec, 1909, (4 Geo. V, chap. 54, s. 1) for the transaction of the business of mutual insurance against fire and lightning on buildings situated upon all taxable property in the municipality of Saint-Jude, county of Saint-Hyacinthe, in the Province of Quebec.

Given pursuant to article 6950 of the Revised Statutes of Quebec, 1909, this eighth day of March, 1918.

For the Treasurer of the Province of Quebec,

EDW.-E. DUCKWORTH,

1094—11-2

Superintendent of Insurance.

Notices of Bankruptcy

District of Saint-François. *In re* : Napoléon Bachand, Magog, insolvent.

A first and final dividend has been prepared in this matter, and will be payable at our office, on the 28th day of March, 1918.

TELESPHORE BELANGER,
GEDEON-E. BEGIN,

Joint curators.

Office of Belanger & Begin,
155 Wellington street.

Sherbrooke, 12th March, 1918.

1086

AUX ANNONCEURS DANS LA GAZETTE TO ADVERTISERS IN THE OFFICIAL
OFFICIELLE GAZETTE

Ceux qui transmettent des annonces pour être insérées dans la *Gazette Officielle*, voudront bien se conformer aux règlements ci-dessous :

1. Adresser "Gazette Officielle", Québec.
2. Indiquer le nombre d'insertions.

3. TRANSMETTRE INVARIABLEMENT LE PRIX DE L'ANNONCE AINSI QUE LE PRIX D'UN EXEMPLAIRE DE LA GAZETTE, TELS QUE DONNÉS PLUS BAS, SI CES CONDITIONS NE SONT PAS REMPLIES L'ANNONCE NE SERA PAS PUBLIÉE.

Tarif des annonces :

Première insertion, 10c par ligne (mesure agate)

Insertions subséquentes, 5c par ligne (mesure agate)

Traduction, 40c par 100 mots.

Gazette Officielle, par exemp., 25c.

Feuilles volantes, 65c par douzaine.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi, le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

Les abonnés observeront aussi que le prix d'abonnement, \$5. par année, est invariablement payable d'avance, et que l'envoi de la *Gazette* sera arrêté à l'expiration de la période payée.

Quand les annonceurs veulent plus d'un exemplaire de la *Gazette*, ils doivent faire une remise en conséquence.

N.-B.—Les chiffres au bas des avis ont la signification suivante :

Le premier chiffre est notre numéro d'ordre; le deuxième est celui de la livraison de la *Gazette* pour la première insertion; et le dernier chiffre accuse le nombre d'insertions.

Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'imprimeur du Roi,
E.-E. CINQ-MARS.

Hôtel du gouvernement.
Québec, 4 avril 1914.

371

PARTIES sending advertisements to be inserted in the *Official Gazette*, will please observe the following rules :

1. Address "The Official Gazette", Quebec.
2. Indicate the number of insertions required.

3. INVARIABLY REMIT THE FEES FOR SUCH ADVERTISEMENTS, TOGETHER WITH THE PRICE OF THE GAZETTE, AS BELOW, OTHERWISE THEY WILL NOT BE INSERTED.

The rates are :

First insertion, 10 cents per line (agate measure.)

Subsequent insertions, 5 cents per line (agate measure.)

Translation, 40 cents per 100 words.

Official Gazette, 25 cents per single number.

Slips, 65 cents per dozen.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock, noon, on Thursday, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but in the next number.

Subscribers will also notice that the subscription of \$5. per annum, is invariably payable in advance, and that the *Gazette* will be stopped at the end of the period paid for.

When advertisers require more than one number of the *Gazette*, they must remit accordingly.

N.-B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning :

The first number is our document number; the second number the *Gazette* number; and the last number, the number of insertions of the notice.

Notices published only once are only followed by our document number.

E.-E. CINQ-MARS,
King's Printer.

Government House.

Quebec, 4th April, 1914.

372

**Index de la Gazette Officielle
de Québec, No 11.**

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS :—

Dme Beaudreault vs Giguère.....	556
" Beauvais vs Beauvais.....	556
" Bernier vs Beaudoin.....	355
" Bush vs Glazman.....	558
" Chrétien vs Boucher.....	558
" Cohen vs Jackson.....	557
" Dallaire vs Dallaire.....	558
" David vs Kouri.....	558
" Donaldson vs Tardif.....	557
" Duplessis vs Gosselin.....	557
" Fréchette vs Trahan.....	557
" Huot vs Rodrigue.....	555
" Laframboise vs Chevalier.....	558
" Lafrance vs Alluise.....	556
" Laverdière vs Lachance.....	555
" Lusignan vs Robillard.....	556
" McKenzie vs Breton.....	556
" McNulty vs Cosgrove.....	555
" Richard vs Trahan.....	557
" Solomon vs Usher.....	557
" Tremblay vs Morin.....	555

**Index of the Quebec Official
Gazette, No. 11.**

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY :—

Dme Beaudreault vs Giguère.....	556
" Beauvais vs Beauvais.....	556
" Bernier vs Beaudoin.....	555
" Bush vs Glazman.....	558
" Chrétien vs Boucher.....	556
" Cohen vs Jackson.....	557
" Dallaire vs Dallaire.....	558
" David vs Kouri.....	558
" Donaldson vs Tardif.....	557
" Duplessis vs Gosselin.....	557
" Fréchette vs Trahan.....	557
" Huot vs Rodrigue.....	555
" Laframboise vs Chevalier.....	558
" Lafrance vs Alluise.....	556
" Laverdière vs Lachance.....	555
" Lusignan vs Robillard.....	556
" McKenzie vs Breton.....	556
" McNulty vs Cosgrove.....	555
" Richard vs Trahan.....	557
" Solomon vs Usher.....	557
" Tremblay vs Morin.....	555

ANNONCEURS, avis aux.....	592	ADVERTISERS, notice to.....	592
ARRÊTÉS EN CONSEIL :—		ORDERS IN COUNCIL :—	
Taxes sur diverses licences.....	583	Taxes on divers licenses.....	583
AVIS DIVERS :—		MISCELLANEOUS NOTICES :—	
Municipalité du village de Pont-Rouge.....	558	Municipality of the village of Pont-Rouge.....	558
BILLS PRIVÉS :—		PRIVATE BILLS :—	
Chambre des Communes.....	543	House of Commons.....	543
COMPAGNIE AUTORISÉE A FAIRE DES OPÉRATIONS :		COMPANY LICENSED TO DO BUSINESS :	
The Noiseless Typewriter Coy.....	559	The Noiseless Typewriter Coy.....	559
DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE :—		DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION :—	
Municipalité Saint-Christophe—Sainte-Victoire.....	552	Municipality Saint Christophe—Sainte Victoire.....	552
Municipalité scolaire Lac-Gatineau.....	551	School municipality Lac-Gatineau.....	551
DÉPARTEMENT DU TRÉSOR :—		TREASURY DEPARTMENT :—	
Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la municipalité de Saint-Jude.....	591	Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la municipalité de Saint-Jude.....	591
German American Insurance Company of New-York.....	591	German American Insurance Company of New-York.....	591
L'Alliance Nationale.....	553	L'Alliance Nationale.....	553
L'Alliance Nationale.....	553	L'Alliance Nationale.....	553
Needle Work Guild of Canada.....	552	Needle Work Guild of Canada.....	552
Saint Lawrence Sugar Refineries, Ltd.....	552	Saint Lawrence Sugar Refineries, Ltd.....	552
Westmount Soldiers' Wives League.....	552	Westmount Soldiers' Wives League.....	552
ERRATUM :—		ERRATUM :—	
Page 56 du Supplément, 23 février 1918.....	559	Page 56 Supplement 23rd February, 1918.....	559
FAILLIS—AVIS DE :—		BANKRUPT NOTICES :—	
Archer & Co., reg. cession.....	561	Archer & Co., assignment.....	561
Bachand, dividende.....	591	Bachand, dividend.....	591
Damien <i>et al</i> , dividende.....	561	Damien <i>et al</i> , dividend.....	561
Forman & Sons, nom. curateur.....	559	Forman & Sons, curator's appt.....	559
Fraser, dividende.....	562	Fraser, dividend.....	562
House of Styles, Ltd., nom. liquidateur.....	560	House of Styles, Ltd., liquidator's appt.....	560
Juneau, dividende.....	560	Juneau, dividend.....	560
La Cie des savons français, nom. de curateurs.....	559	La Cie des savons français, curators' appt.....	559
Martel (Dme) nom. curateurs.....	560	Martel (Dme) curators' appt.....	560
Paquette, dividende.....	561	Paquette, dividend.....	561
Pelletier, Delle, dividende.....	562	Pelletier, Delle, dividend.....	562
Pelletier & Fils, nom. de curateurs.....	561	Pelletier & Fils, curators' appt.....	561
Saulnier & Simard, cession.....	560	Saulnier & Simard, assignement.....	500
Stewart, cession.....	561	Stewart, assignment.....	561
Théoret, cession.....	561	Théoret, assignment.....	561
Tremblay, cession.....	562	Tremblay, assignment.....	562
Turgeon, dividende.....	560	Turgeon, dividend.....	560
Vallée, nom. de curateurs.....	562	Vallée, curators' appt.....	562
LETTRES PATENTES :—		LETTERS PATENT :—	
Children's Footwear, Ltd.....	587	Children's Footwear, Ltd.....	587
Kian Num Club, Incorp.....	585	Kian Num Club, Incorp.....	585
La Cie de débentures de la province de Québec.....	546	La Cie de débentures de la province de Québec.....	546
Louis, Ltd.....	551	Louis, Ltd.....	551
L'Union des cultivateurs de la province de Québec, inc.....	586	L'Union des cultivateurs de la province de Québec, inc.....	586
Noé Bourassa, ltée.....	588	Noé Bourassa, ltée.....	588
Parc Dollard, ltée.....	588	Parc Dollard, ltée.....	588
Perron & Cie, ltée.....	550	Perron & Cie, ltée.....	550
Rock Ornamental, Ltd.....	544	Rock Ornamental, Ltd.....	544
Sophia Millinery, Ltd.....	544	Sophia Millinery, Ltd.....	544
The L'Epiphanie Farm Coy, Ltd.....	545	The L'Epiphanie Farm Coy, Ltd.....	545

The Screen Club of Canada, Ltd.	548	The Screen Club of Canada, Ltd.	548
Travellers Club, incorp.	549	Travellers Club, incorp.	549
LIQUIDATION—AVIS DE:—		WINDING UP NOTICE:—	
Caisse de maladie et de frais funéraires de la cour Saint-André-Avellin.	563	Caisse de maladie et de frais funéraires de la cour Saint-André-Avellin.	563
La Cie de béton de Saint-Joseph-de- Beauce.	564	La Cie de béton de Saint-Joseph-de- Beauce.	564
Lalonde, Damien, ltée.	564	Lalonde, Damien, ltée.	564
Quebec Engineering Coy. Ltd.	564	Quebec Engineering Coy. Ltd.	564
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE :—		DEPARTMENT OF AGRICULTURE :—	
Saint-Césaire.	554	Saint-Césaire.	554
Saint-Juste-de-Bretenières.	554	Saint-Juste-de-Bretenières.	554
Saint-Nicolas.	553	Saint-Nicolas.	553
The Stanstead Co. Wool Growers & Sheep Breeders.	554	The Stanstead Co. Wool Growers & Sheep Breeders.	554
MINUTES DE NOTAIRE—TRANSFERT DE:—		NOTARIAL MINUTES TRANSFERRED:—	
Demande en faveur de M. Percy-C. Du- Boyce.	566	Application in favor of Mr. Percy-C. DuBoyce.	566
Demande en faveur de M. Jos.-Alf. Nadeau.	566	Application in favor of Mr. Jos.-Alf. Nadeau.	566
NOMINATION :—		APPOINTMENTS :—	
Commissaires d'écoles, mun. Saint-Lazare	551	School commissioner, Mun. Saint-Lazare.	551
PROCLAMATIONS :—		PROCLAMATIONS :—	
Canton Massé érigé.	540	Township Massé erected.	540
Mun. village de Saint-Boniface-de-Sha- winigan.	538	Mun. village de Saint-Boniface-de-Sha- winigan.	538
Prorogation de la Législature.	537	Parliament prorogue.	537
Terme de la cour du Banc du Roi, Ri- mouski.	542	Term of Court of King's Bench, Rimouski	542
VENTE D'EFFETS NON RÉCLAMÉS :—		SALE OF UNCLAIMED SHIPMENTS :—	
Canadian, American & Nztional Express Companies.	566	Canadian, American & National Express Companies.	566
VENTE PAR LICITATION:—		SALE BY LICITATION:—	
Dupuis vs Dme Dupuis <i>et al.</i>	562	Dupuis vs Dme Dupuis <i>et al.</i>	562
Evans vs Evans <i>et al.</i>	567	Evans vs Evans <i>et al.</i>	567
Tellier (Dme) vs Tellier <i>et al.</i>	567	Tellier (Dme) vs Tellier <i>et al.</i>	567
VENTE POUR TAXES MUNICIPALES:—		SALE FOR MUNICIPAL TAXES:—	
Ville de Greenfield Park.	569	Town of Greenfield Park.	569
VENTES PAR LES SHÉRIFS :—		SHERIFFS' SALES :—	
BEAUCE :—		BEAUCE :—	
Lacroix vs Pouliot.	571	Lacroix vs Pouliot.	571
IBERVILLE :—		IBERVILLE :—	
Lemieux vs Trahan.	572	Lemieux vs Trahan.	572
JOLIETTE :—		JOLIETTE :—	
Campbell vs Dme Desrochers <i>et al'</i>	572	Campbell vs Dme Desrochers <i>et al'</i>	572
MONTREAL :—		MONTREAL :—	
Allard vs Brunelle.	577	Allard vs Brunelle.	577
Bradley vs Cyr <i>et al.</i>	576	Bradley vs Cyr <i>et al.</i>	576
Delorimier <i>et al</i> vs Recollet Land Coy, Ltd	575	Delorimier <i>et al</i> vs Recollet Land Coy, Ltd	575
Laflamme (Delle) vs Siminovitch.	577	Laflamme (Delle) vs Siminovitch.	577
La Cie Equitable d'assurance contre le feu vs Charlebois.	576	The Equitable Mutual Fire Insurance Coy vs Charlebois.	576

Parent <i>et al</i> vs Charron <i>et al</i>	575	Parent <i>et al</i> vs Charron <i>et al</i>	575
Pepin vs Sauriol <i>et al</i>	573	Pepin vs Sauriol <i>et al</i>	573
Ruel vs Dme Durand.....	574	Ruel vs Dme Durand.....	574
The Trust & Loan Company of Canada vs Dambrosio.....	577	The Trust & Loan Company of Canada vs Dambrosio.....	577
Vallières vs Dme Desjardins.....	578	Vallières vs Dme Desjardins.....	578
PONTIAC :—		PONTIAC :—	
Barry vs Lapierre.....	578	Barry vs Lapierre.....	578
RIMOUSKI :—		RIMOUSKI :—	
Bellavance & Cie vs Brisson.....	579	Bellavance & Cie vs Brisson.....	579
Hudon vs Levesque.....	579	Hudon vs Levesque.....	579
ROBERVAL :—		ROBERVAL :—	
Bouchard vs Pariseault.....	579	Bouchard vs Pariseault.....	579
SAINT-FRANCOIS :—		SAINT FRANCIS :—	
Humphrey vs Dme Smith.....	580	Humphrey vs Dme Smith.....	580
TERREBONNE :—		TERREBONNE :—	
Bedard vs Howell.....	581	Bedard vs Howell.....	581
La Société d'administration générale vs Dme Wilson.....	581	La Société d'administration générale vs Dme Wilson.....	581
Lefebvre vs Dehertogh.....	581	Lefebvre vs Dehertogh.....	581
Narbonne <i>et al</i> vs Poirier.....	582	Narbonne <i>et al</i> vs Poirier.....	582
TROIS-RIVIÈRES :—		THREE RIVERS :—	
Trudel vs Germain.....	582	Trudel vs Germain.....	582

